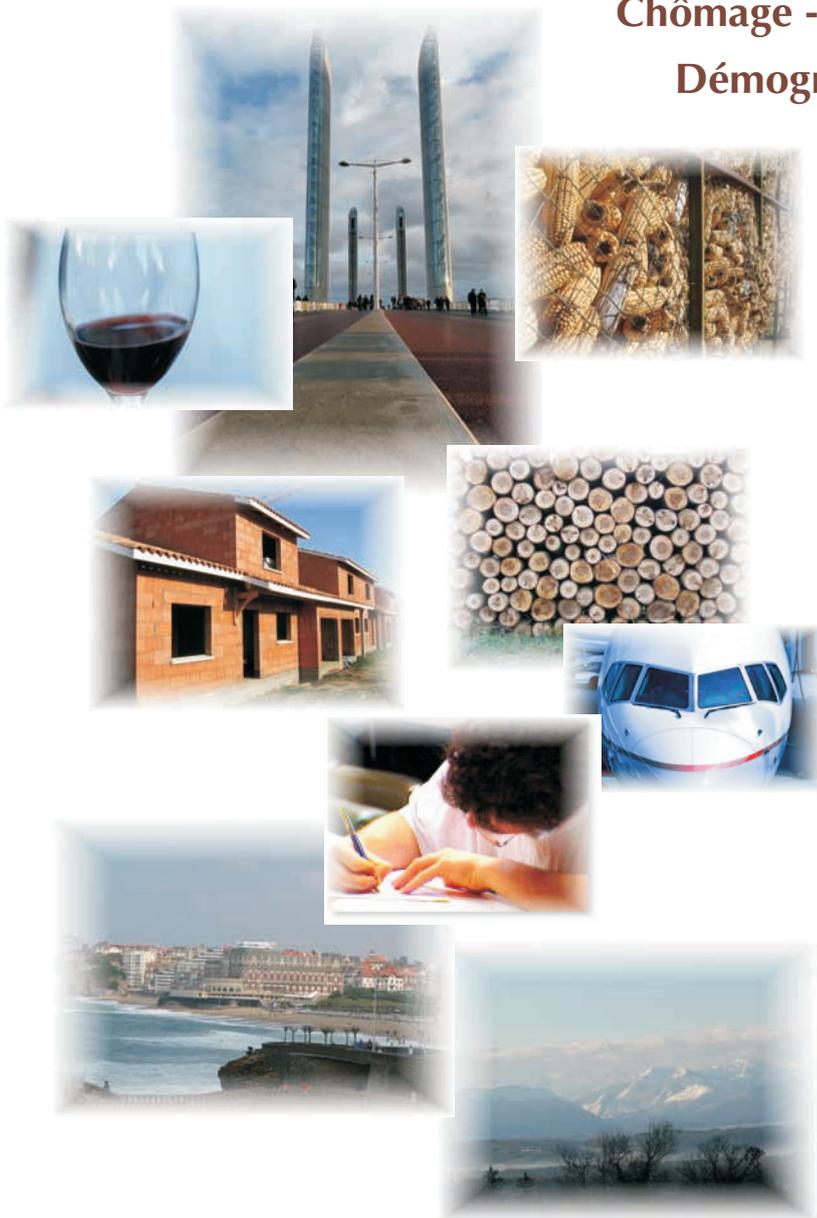


LE BILAN ÉCONOMIQUE 2012  
DE L'AQUITAINE

N° 78  
MAI 2013

Édition  
2013



Emploi  
Chômage - Politique de l'emploi  
Démographie des entreprises  
Agriculture  
Construction  
Transports  
Tourisme  
Économie  
Industrie  
Commerce extérieur  
Habitat  
Action sociale  
Éducation  
Environnement

---

---

**Dossier réalisé par la direction régionale de l’Insee Aquitaine  
sous la responsabilité d’Élisabeth Nadeau, chef de projet**

**avec la participation de :**

**la direction régionale des douanes de Bordeaux**

**la direction régionale de l’alimentation, de l’agriculture et de la forêt (DRAAF)**

**la direction régionale de l’environnement, de l’aménagement et du logement (DREAL)**

**la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail  
et de l’emploi (DIRECCTE)**

**la direction régionale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale (DRJSCS)**

**le Rectorat de l’académie de Bordeaux**

**la Banque de France**

**le Pôle emploi**

---

---

# Sommaire

<b>Cadrage national</b>	
En France, en 2012, le PIB stagne, le pouvoir d'achat recule. ....	5
<b>Synthèse régionale</b>	
Pas de reprise en Aquitaine en 2012 .....	6
<b>Emploi</b>	
L'emploi salarié marchand stagne en 2012 en Aquitaine. ....	8
<b>Chômage - Politique de l'emploi</b>	
Progression du chômage en 2012 en Aquitaine, avec des inscriptions à Pôle emploi supérieures aux sorties et une augmentation des dispositifs de soutien à l'emploi .....	10
<b>Démographie des entreprises</b>	
En 2012, la construction et les services aux entreprises n'attirent pas les créateurs d'entreprises en Aquitaine .	14
<b>Agriculture</b>	
De bonnes moissons avec des prix des céréales en hausse en 2012 .....	16
<b>Construction</b>	
2012 : dégradation dans la construction après la reprise de 2011 .....	18
<b>Transports</b>	
Transports : une baisse de trafic pour le mode routier en 2012 .....	20
<b>Tourisme</b>	
Baisse de nuitées dans les hôtels et les campings aquitains en 2012 .....	22
<b>Économie</b>	
Repli de l'activité en Aquitaine en 2012, malgré la résistance du secteur tertiaire .....	24
<b>Industrie</b>	
Le recyclage en 2012 en Aquitaine : une activité porteuse d'avenir .....	26
<b>Commerce extérieur</b>	
En 2012, en Aquitaine, une baisse des échanges plus marquée qu'au plan national .....	28
<b>Habitat</b>	
Parc locatif social : les bailleurs sociaux accentuent leur dynamisme .....	30
<b>Action sociale</b>	
Dispositifs d'hébergement : un faible taux d'équipement en Aquitaine fin 2012. ....	32
<b>Éducation - Enseignement</b>	
Une forte évolution positive de la population scolaire. ....	34
<b>Environnement</b>	
Une ressource en eau très sollicitée en Aquitaine .....	36
<b>Annexes</b>	
Chiffres clés départementaux. ....	37
Tableaux complémentaires : démographie des entreprises et transports .....	38

*Rédaction achevée le 15 mai 2013*



## En France, en 2012, le PIB stagne, le pouvoir d'achat recule

Dans un environnement international défavorable, la France connaît en 2012 une croissance nulle et une forte dégradation du marché du travail. Les effectifs salariés sont en forte baisse. L'investissement des entreprises diminue. Le pouvoir d'achat recule. La consommation des ménages baisse.

### ■ Ralentissement de l'activité mondiale en 2012

En 2012, l'activité mondiale ralentit, sous l'effet de la diffusion de la crise des dettes souveraines en Europe et d'un coup de frein dans les économies émergentes. En effet, face à la progression de l'inflation, les autorités des pays émergents ont resserré leurs politiques monétaires et budgétaires. Les économies européennes ont, quant à elles, pâti à partir de la mi-2011 à la fois du durcissement des conditions de crédit né des tensions financières et de l'intensification des mesures de consolidation budgétaire. Aux États-Unis, en revanche, la croissance s'est maintenue autour de 2 % en 2012, soutenue par une demande intérieure privée robuste et une politique monétaire très active.

### ■ Le PIB stagne

En France, l'activité a stagné en 2012 (+ 0,0 %, données CVS-CJO, corrigées des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables) alors qu'elle avait progressé en 2011 (+ 2,0 %, données CVS-CJO).

truction (- 2,1 %) et en matériel de transport (- 11,0 %). Les ménages (- 0,3 %) ainsi que les administrations publiques (- 0,5 %) ont également freiné leurs investissements.

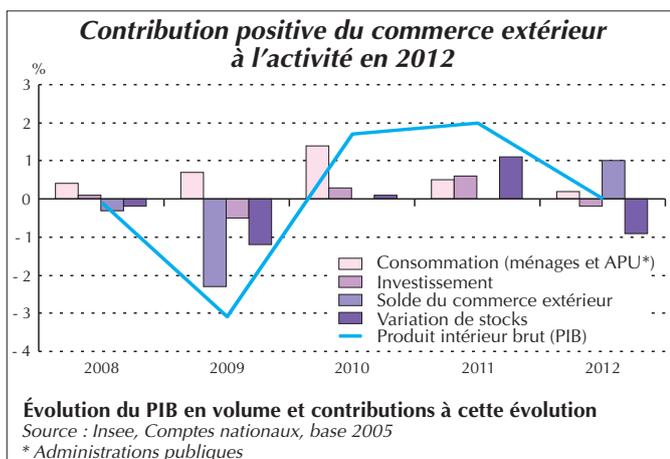
### ■ Le pouvoir d'achat des ménages se replie fortement

La consommation des ménages baisse en 2012 (- 0,4 %, après + 0,5 % en 2011) : il s'agit de la première baisse de la consommation observée depuis 1993. Parmi les biens manufacturés, les dépenses en biens d'équipement, généralement les plus dynamiques, ralentissent en 2012 (+ 4,2 % après + 6,8 %). Tous les autres postes stagnent ou reculent, avec en particulier une baisse marquée des achats automobiles. En lien avec la faible augmentation du revenu disponible brut des ménages (+ 0,9 % en valeur après + 2,7 % en 2011), le pouvoir d'achat des ménages se replie fortement (- 0,9 % en 2012 après + 0,7 %). Compte tenu de la croissance de la population, le pouvoir d'achat au niveau individuel se replie de 1,5 % : c'est la plus forte baisse depuis 1984. Les ménages ont néanmoins quelque peu atténué les conséquences de ce repli sur leurs dépenses de consommation en réduisant leur taux d'épargne (- 0,4 point) qui s'établit ainsi à 15,6 % en 2012.

### ■ De nombreuses pertes d'emplois en 2012

Avec la faiblesse de l'activité et le retour des gains de productivité vers leur rythme d'avant-crise, les pertes d'emplois marchands sont importantes en 2012 (- 99 000 sur l'année), en particulier au second semestre. La baisse de l'emploi total est toutefois un peu plus faible, du fait d'une augmentation du nombre d'emplois aidés dans le secteur non marchand. Le taux de chômage atteint 10,6 % au quatrième trimestre 2012 (10,2 % en France métropolitaine) en progression de 0,8 point sur l'année. □

Insee, Comptes nationaux, mai 2013



La demande extérieure adressée à la France a en effet pâti du ralentissement mondial, et particulièrement de la faiblesse de la demande intérieure dans la zone Euro. Les exportations de biens et services ont dès lors marqué le pas en 2012 (+ 2,4 % après + 5,4 % en 2011). La contribution du commerce extérieur à l'activité a toutefois été nettement positive (+ 1,0 point) car le ralentissement des importations est encore plus marqué (- 1,1 % après + 5,1 % en 2011). Ce ralentissement des achats à l'étranger reflète notamment le très fort mouvement de déstockage observé en 2012 (- 0,9 point de contribution à l'activité). En outre, la demande intérieure a reculé en France en 2012 (- 0,9 %).

Après deux années de croissance, la formation brute de capital fixe (FBCF) fléchit en 2012 (- 1,2 %). Les entreprises non financières ont, en particulier, réduit leurs investissements en cons-

#### POUR EN SAVOIR PLUS...

• Site de l'Insee :

[www.insee.fr](http://www.insee.fr)

--> Thème Comptes nationaux - Finances publiques

## Pas de reprise en Aquitaine en 2012

La croissance française cale en 2012 et l'économie aquitaine reste dans un certain attentisme. Elle semble repartir au premier trimestre 2012, mais tout au long des trois autres trimestres, la dégradation de l'environnement économique, observée depuis l'été 2011, se poursuit. L'emploi salarié marchand stagne, l'emploi intérimaire chute et le recours à l'activité partielle progresse fortement. La création d'entreprises "classiques" se replie et les crédits à l'investissement pour les entreprises ralentissent. Le chômage s'aggrave.

La construction, dans un contexte fortement concurrentiel, perd encore des emplois salariés et séduit moins les auto-entrepreneurs. L'industrie, secteur plutôt sous-représenté dans la région, résiste grâce aux secteurs aéronautique et agroalimentaire. Ces deux secteurs, ainsi que les produits de l'agriculture, soutiennent les exportations régionales en repli néanmoins. Le tourisme, en dépit de la conjoncture et des conditions météorologiques, reste un secteur porteur.

La croissance de la France s'est avérée nulle en 2012 (+ 2,0 % en 2011). En Aquitaine, le PIB régional, stable en 2009 et 2010, reprend de la vigueur en 2011 avec une progression en volume de 1,8 % (cf. encadré). Après un premier trimestre 2012 encourageant, la région semble s'installer dans une certaine léthargie. Les signes prometteurs de reprise sont rares, même si les résultats régionaux en termes d'emploi et de financement des entreprises sont plus favorables qu'au niveau national.

### ■ Stagnation de l'emploi salarié

En Aquitaine, 2012 est une année sans création d'emploi salarié dans le secteur principalement marchand. Au premier trimestre, la région crée des emplois, puis elle en détruit un peu tout au long des trois trimestres suivants. Les créations nettes dans le tertiaire marchand, en particulier dans les services hors intérim, compensent les pertes dans la construction.

Les créations d'emplois dans les services marchands sont liées à l'évolution de la démographie régionale. Début 2012, l'Aquitaine compte 3,29 millions d'habitants. Sa population croît de 0,9 % par an en moyenne depuis 2006, principalement sous l'effet des migrations (0,5 % en France métropolitaine).

Les effectifs salariés industriels restent stables, grâce aux bons résultats du secteur aéronautique et spatial et de l'agroalimentaire. Le commerce perd des emplois.

L'Aquitaine résiste mieux que le niveau national qui subit une perte de 0,6 % d'emplois salariés marchands sur l'année.

Les effectifs intérimaires chutent fortement avec une baisse de 5,5 %, moitié moins qu'au niveau national. L'intérim s'ajuste à la période de crise : depuis 2008, il baisse en moyenne chaque année de 2,8 % (- 4,7 % en France métropolitaine).

### ■ La construction, secteur toujours en crise

Dans un contexte fortement concurrentiel, exacerbé par la présence d'entreprises frontalières, la construction perd encore des emplois salariés, malgré un environnement plus favorable. En Aquitaine, la croissance des crédits aux ménages pour leur logement se maintient.

Les demandes d'immatriculation d'auto-entrepreneur dans la construction sont en baisse en 2012, alors que dans presque tous les autres secteurs elles augmentent.

La production de logements tourne au ralenti. Les autorisations de construire chutent de 16,5 % et les mises en chantier de 30 %. Le logement collectif a davantage souffert que le logement individuel, en raison de la réduction progressive de grands programmes immobiliers. Les ventes de logements neufs se replient de 24 % sur l'année. Les délais de vente augmentent fortement. Cette difficulté à la vente, associée au maintien de la production, explique la reconstitution importante des stocks de 45 %.

#### **Le PIB aquitain en hausse de 1,8 % en 2011, après deux années de quasi-stabilité**

En 2011, le produit intérieur brut (PIB) de l'Aquitaine s'élève à 87,5 milliards d'euros courants et représente 4,5 % du PIB national. Après deux années de quasi-stabilité, le PIB régional progresse en volume de 1,8 %.

La valeur ajoutée régionale augmente dans le secteur tertiaire marchand et non marchand, la construction et l'agriculture. Dans l'industrie, elle diminue légèrement.

Le tertiaire marchand contribue le plus à la croissance de la valeur ajoutée. Plus de la moitié de la richesse régionale repose sur ce secteur et un quart relève du tertiaire non marchand.

Le PIB par emploi, 66 750 euros, inférieur de 10 % à celui de la France métropolitaine, classe l'Aquitaine au septième rang des régions. Le PIB par habitant, 26 730 euros, la place au même rang.

Source : Insee, Comptes régionaux, base 2005 - chiffres provisoires d'avril 2013

### ■ Moins de créations d'entreprises

Le nombre de créations d'entreprises recule légèrement par rapport à 2011. Les demandes d'immatriculation en auto-entreprise progressent, après avoir baissé en 2011, excepté pour la construction et les services aux entreprises. Les créations "classiques" (hors auto-entreprises) diminuent de 3 %, deux fois moins qu'au niveau national.

Dans ce contexte économique peu favorable, les défaillances d'entreprises jugées au cours de l'année 2012 progressent de 3 % par rapport à l'année 2011.

En 2012, les financements accordés par les établissements bancaires aux entreprises régionales progressent à un rythme inférieur à celui des dernières années, mais nettement supérieur à celui observé au niveau national.

Les entreprises aquitaines confient près de 166 000 offres d'emploi à Pôle emploi en 2012, soit un volume en baisse de 13 % par rapport à l'année précédente.

### ■ Davantage d'activité partielle pour les entreprises

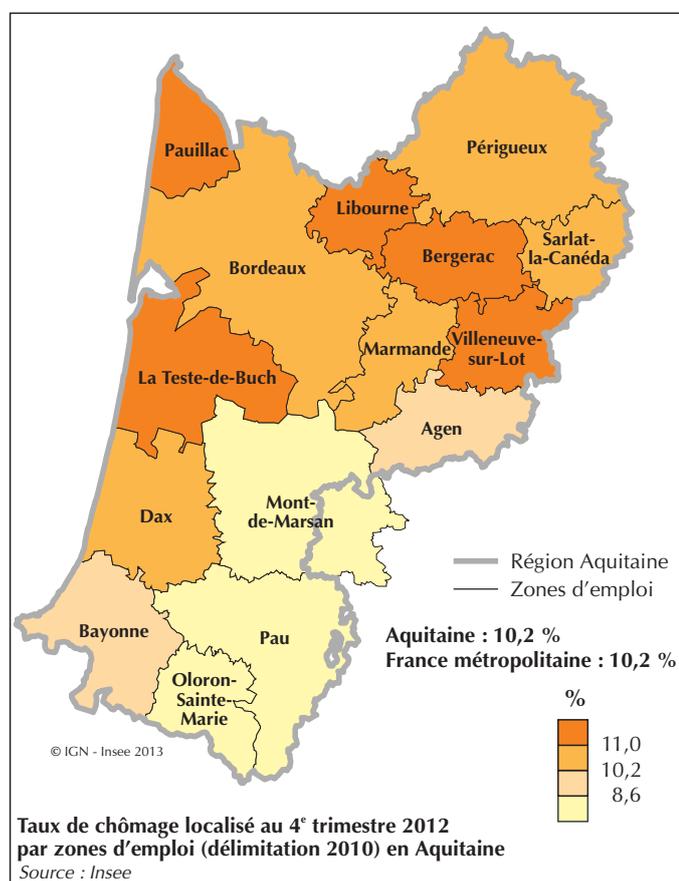
En période de difficultés, une entreprise peut réduire ou suspendre son activité. Le salarié, en situation de chômage partiel, continue de percevoir une rémunération, prise en charge pour partie par l'État. Il peut également bénéficier d'actions de formation durant cette période d'activité partielle. Les entreprises ont davantage recours à cette mesure d'accompagnement aux mutations économiques en 2012 qu'en 2011. Les heures consommées et les effectifs concernés par l'activité partielle augmentent considérablement. En 2012, près de 1,2 million d'heures de chômage partiel sont consommées, presque 3 fois plus qu'en 2011.

### ■ Un taux de chômage de 10,2 %

En Aquitaine, comme en France métropolitaine, le chômage atteint en fin d'année 10,2 % de la population active. Il n'avait pas atteint un tel niveau depuis 15 ans.

Les zones d'emploi les plus affectées par le chômage restent celles de Pauillac, Bergerac, Villeneuve-sur-Lot et Libourne, mais aussi celle de la Teste-de-Buch. Le taux de chômage fin 2012 y dépasse 11 % de la population active.

Les inscriptions à Pôle emploi restent supérieures aux sorties. Fin décembre 2012, près de 240 000 personnes disponibles pour un emploi sont inscrites à Pôle emploi (catégories A, B, C, en données corrigées des variations saisonnières). L'augmentation atteint 8,2 % sur un an, elle est particulièrement sensible pour les personnes de 50 ans ou plus : + 14,7 %.



Dans un contexte budgétaire difficile, le nombre de dispositifs mis en œuvre au cours de 2012 pour le soutien à l'emploi augmente. À partir du 1<sup>er</sup> novembre 2012, les "Emplois d'avenir" viennent compléter la boîte à outils des dispositifs d'aide à l'emploi pour favoriser l'insertion.

### ■ Davantage de difficultés pour les ménages

Davantage de chômage, c'est souvent davantage de pauvreté. Le taux de pauvreté augmente dans la région, en 2010, il atteint 13,4 % de la population régionale. En Lot-et-Garonne, le taux est de 17,6 %, soit plus d'une personne sur six.

En Aquitaine, comme en France métropolitaine, le nombre d'adultes bénéficiaires du RSA (*sources CAF et MSA*) augmente de 5 % sur un an.

Les crédits à la consommation en Aquitaine augmentent, mais moins qu'en 2011 (+ 2,4 % en 2012 contre + 3,6 % en 2011). Au niveau national, ils reculent.

Les immatriculations de véhicules neufs dégringolent en Aquitaine, comme au niveau national.

### ■ Repli des exportations

Le trafic de marchandises, qu'il soit routier ou maritime, diminue en Aquitaine. Les échanges extérieurs se contractent et la baisse est plus marquée au niveau régional qu'au niveau national. En Aquitaine, les exportations se replient de 2 % et les importations chutent de 6 % par rapport à 2011. Les États-Unis reprennent la tête du classement des pays clients de l'Aquitaine, devant l'Espagne qui doit faire face à une crise économique très difficile.

Le secteur des boissons redevient le principal atout de la région à l'exportation, suivi par la construction aéronautique et spatiale et les produits de l'agriculture et de l'élevage.

Les produits de l'agriculture, des IAA et de la forêt assurent 40 % de la valeur des exportations régionales. En 2012, côté productions végétales, les récoltes de céréales sont bonnes, avec un fort accroissement des cours. Mais ce n'est pas une très bonne année pour les légumes et c'est une mauvaise année pour les fruits. Les vendanges sont faibles en volume par rapport à celles de 2011. Côté productions animales, les charges des agriculteurs augmentent en raison de l'envolée des prix de l'énergie et de l'alimentation animale. Aussi le contexte économique est rendu toujours plus difficile dans certaines filières animales.

### ■ Niveau honorable de la fréquentation touristique

La conjoncture économique régionale, nationale et européenne a des répercussions sur la fréquentation touristique aquitaine. En juillet 2012, s'ajoute une météo maussade. Les touristes sont venus moins nombreux en Aquitaine dans les hôtels et les campings en 2012. Leur fréquentation atteint cependant un niveau élevé avec 22,9 millions de nuitées. La désaffection des touristes touche davantage les hôtels que les campings. □

**Élisabeth NADEAU**  
Insee Aquitaine

## L'emploi salarié marchand stagne en 2012 en Aquitaine

L'année 2012 est une année sans création d'emploi salarié marchand en Aquitaine. Au premier trimestre 2012, la région crée des emplois, après en avoir perdu en 2011. Elle détruit ensuite des emplois un peu chaque trimestre. Les créations nettes dans le tertiaire marchand, en particulier dans les services hors intérim, compensent les pertes dans la construction. Les effectifs salariés industriels restent stables.

L'Aquitaine semble mieux résister que le niveau national, qui enregistre une perte de 0,6 % d'emplois salariés marchands sur l'année. La Gironde et Les Landes sont des départements créateurs d'emploi en 2012, tandis que la Dordogne est particulièrement touchée par les pertes d'emploi.

Début 2012, l'emploi salarié progresse légèrement par rapport au dernier trimestre 2011, mais cette croissance n'est pas confirmée le reste de l'année.

### ■ Stagnation de l'emploi salarié marchand

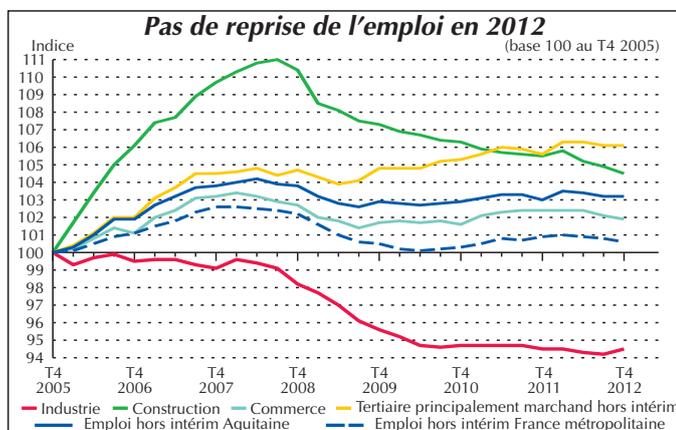
Sur un an, l'Aquitaine ne crée pas d'emploi salarié dans les secteurs principalement marchands. L'emploi salarié stagne tandis qu'il diminue de 0,6 % en France métropolitaine. Le champ de ces estimations est celui de l'emploi salarié des secteurs principalement marchands, hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs, soit 705 000 personnes au niveau régional. Après un premier trimestre en hausse de plus de 4 000 salariés, l'emploi repart à la baisse le restant de l'année 2012, avec, toutefois, un ralentissement au dernier trimestre.

Sur la période 2008-2012, la région perd en moyenne chaque année 0,2 % de salariés, tandis que la France métropolitaine en perd trois fois plus (- 0,6 %).

### ■ Une fin d'année favorable dans l'industrie

Les créations nettes dans le tertiaire marchand compensent les pertes dans la construction, tandis que les effectifs dans l'industrie se stabilisent sur l'année.

L'industrie, atone les trois premiers trimestres, retrouve un peu de vigueur en fin d'année. Le secteur est le seul à créer de l'emploi au dernier trimestre 2012. Il se stabilise au premier trimestre, puis perd des effectifs durant deux trimestres



Évolution trimestrielle de l'emploi salarié des secteurs principalement marchands dans la région Aquitaine

Source : Insee, Estimations d'emploi

Note : données CVS

Champ : Emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs

consécutifs avant de se redresser en fin d'année. Les secteurs des matériels de transport, l'aéronautique en particulier, et de l'agroalimentaire sont les plus dynamiques.

### ■ Encore une mauvaise année pour la construction

La construction est toujours en chute. Après une légère hausse en début d'année 2012, l'emploi salarié dans la construction repart à la baisse à partir du second trimestre. Sur l'année, 700 emplois salariés sont détruits.

Le tertiaire marchand crée de l'emploi seulement au premier trimestre. Dans ce secteur, l'intérim et le commerce perdent des effectifs salariés en 2012 tandis que les services marchands hors intérim en créent 2 800.

Le commerce, stable au premier semestre, renoue avec la baisse d'emploi au second, après une année 2011 plutôt favorable. Sur un an, il perd 800 emplois.

### Progression des effectifs dans les matériels de transport

Unité : %

Secteur d'activité NAF rév. 2, 2008	Emploi salarié au T4 2012 (milliers)		Glissement annuel		Glissement annuel moyen sur 5 ans <sup>(1)</sup>	
	Aquitaine	Aqui- taine	France méto.	Aqui- taine	France méto.	
<b>Industrie</b> . . . . .	<b>146,0</b>	<b>0,0</b>	<b>- 0,9</b>	<b>- 1,0</b>	<b>- 2,1</b>	
Industrie agroalimentaire . . . . .	32,0	0,9	- 0,9	0,4	- 0,8	
Énergie, eau, déchets, cokéfaction et raffinage . . . . .	20,0	- 1,0	1,2	0,2	0,4	
Biens d'équipement . . . . .	12,2	0,1	- 0,8	- 2,1	- 2,8	
Matériels de transport . . . . .	17,9	2,3	0,3	0,4	- 1,9	
Autres branches industrielles . . . . .	63,8	- 0,8	- 1,8	- 2,1	- 3,0	
<b>Construction</b> . . . . .	<b>74,5</b>	<b>- 0,9</b>	<b>- 1,0</b>	<b>- 1,0</b>	<b>- 1,0</b>	
<b>Tertiaire marchand</b> . . . . .	<b>484,6</b>	<b>0,1</b>	<b>- 0,5</b>	<b>0,1</b>	<b>0,0</b>	
Commerce . . . . .	156,3	- 0,5	- 0,7	- 0,2	- 0,3	
Transports . . . . .	61,5	0,2	- 0,4	0,3	- 0,3	
Hébergement - restauration . . . . .	47,8	1,9	0,6	1,6	0,8	
Information - communication . . . . .	22,2	2,2	0,3	1,6	0,6	
Services financiers . . . . .	34,1	0,5	0,6	- 0,1	0,3	
Services immobiliers . . . . .	10,2	- 0,2	- 1,3	- 1,8	- 1,1	
Services aux entreprises . . . . .	93,4	0,6	1,1	0,1	1,1	
Services aux ménages . . . . .	34,3	1,7	- 0,8	1,9	0,5	
Intérim . . . . .	24,8	- 5,5	- 10,7	- 2,8	- 4,7	
<b>Total</b> . . . . .	<b>705,0</b>	<b>0,0</b>	<b>- 0,6</b>	<b>- 0,2</b>	<b>- 0,6</b>	

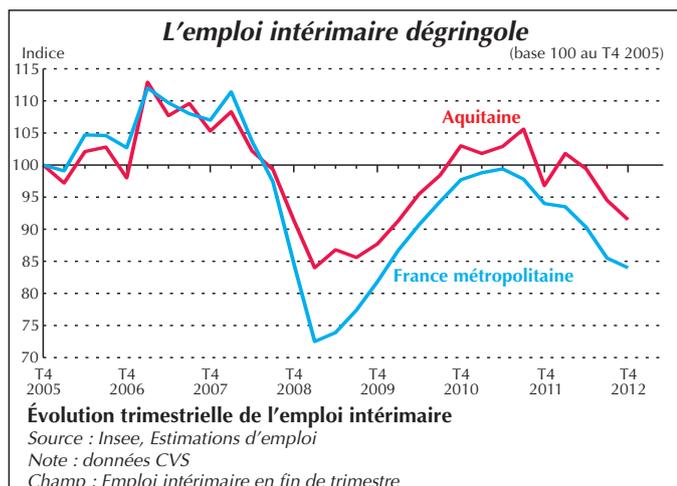
### Emploi salarié des secteurs principalement marchands

Source : Insee, Estimations d'emploi

Note : données CVS

(1) Glissement annuel qu'aurait connu l'emploi salarié du secteur, si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période de 5 ans considérée.

Champ : Emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs



Les services créent au premier trimestre des emplois, puis n'en créent plus durant deux trimestres, avant une légère hausse au quatrième trimestre. Les secteurs les plus dynamiques sont l'information-communication et l'hébergement-restauration. Les services immobiliers en perdent un peu, mais nettement moins que dans les années précédentes.

Sur l'année, le déficit de l'emploi intérimaire atteint les 5,5 %, moitié moins qu'au niveau national.

### ■ Croissance de l'emploi salarié en Gironde et dans les Landes

La Gironde et les Landes sont les deux départements créateurs d'emploi, tandis que les trois autres en perdent à des degrés divers.

La Gironde crée de l'emploi dans la construction, le commerce et les services. Les nombreux chantiers de travaux publics ou d'immobilier de bureaux expliquent la bonne santé de la construction.

Les Landes créent de l'emploi dans l'industrie, en particulier l'industrie agroalimentaire, et le commerce.

La Dordogne est particulièrement touchée, avec une perte annuelle de 1,7 %. Elle perd des emplois pendant les trois premiers trimestres de 2012. Sur un an, tous les secteurs sont orientés à la baisse. Le secteur du commerce affiche une baisse de 3,5 %.

### L'industrie, secteur porteur dans les Landes en 2012

Unité : %

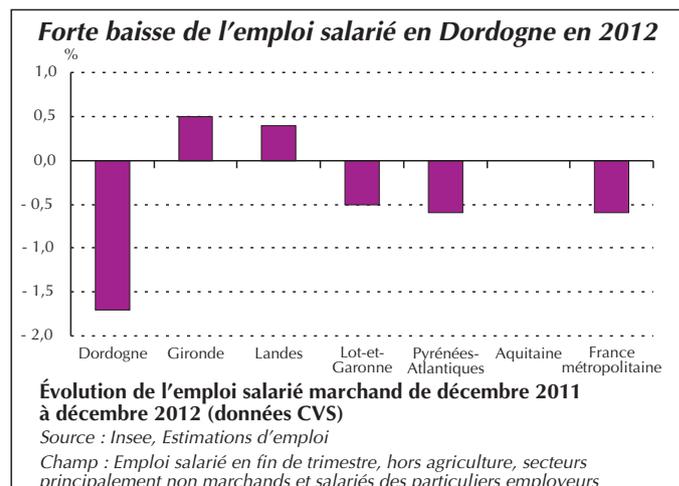
	Emploi salarié au T4 2012 (milliers)	Glissement annuel					
		Indus-trie	Cons-truction	Ter-tiaire mar-chand	Dont com-merce	Dont inté-rim	Total
Dordogne . . . . .	69,7	-1,0	-3,6	-1,6	-3,5	-3,0	-1,7
Gironde . . . . .	356,2	0,0	1,0	0,6	0,3	-5,9	0,5
Landes . . . . .	73,7	1,7	-1,6	0,1	1,3	-7,7	0,4
Lot-et-Garonne . . .	61,4	-2,4	-2,4	0,5	-1,3	1,6	-0,5
Pyrénées-Atlantiques	144,0	0,4	-2,4	-0,6	-1,3	-7,6	-0,6
<b>Aquitaine . . . . .</b>	<b>705,0</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,9</b>	<b>0,1</b>	<b>-0,5</b>	<b>-5,5</b>	<b>0,0</b>

### Emploi salarié par département et par secteur

Source : Insee, Estimations d'emploi

Note : données CVS

Champ : Emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs



La baisse en Lot-et-Garonne et en Pyrénées-Atlantiques est trois fois moindre qu'en Dordogne. De plus, certains secteurs s'en sortent, c'est le cas de l'industrie en Pyrénées-Atlantiques avec la filière aéronautique et les services en Lot-et-Garonne.

### ■ Année 2011 : perte de 3 000 emplois en Aquitaine

Au 1<sup>er</sup> janvier 2012, l'emploi total aquitain est estimé à 1 309 300 personnes : 3 000 emplois de moins que début 2011. La région a perdu 5 900 emplois salariés tandis que le solde net d'emplois non salariés est positif, environ 2 900.

### En 2011, des créations d'emploi seulement en Gironde

	Emploi total (milliers)		Évol. 2011/2010 (%)	Évol. annuelle moy. 2008-2011 (%)	Part des non-salariés (%)	
	2010	2011			2010	2011
Dordogne . . . . .	146	143	-1,8	-0,9	15,6	15,8
Gironde . . . . .	637	638	0,3	0,7	9,9	10,1
Landes . . . . .	141	141	-0,3	0,2	13,4	13,9
Lot-et-Garonne . . . . .	122	121	-1,2	-0,6	14,6	14,6
Pyrénées-Atlantiques . . . . .	266	266	-0,1	0,0	13,7	14,0
<b>Aquitaine . . . . .</b>	<b>1 312</b>	<b>1 309</b>	<b>-0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>12,1</b>	<b>12,4</b>
<b>France de province . . . . .</b>	<b>20 279</b>	<b>20 296</b>	<b>0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>10,4</b>	<b>10,6</b>
<b>France métropolitaine . . . . .</b>	<b>26 259</b>	<b>26 336</b>	<b>0,3</b>	<b>0,0</b>	<b>9,4</b>	<b>9,6</b>

### Emploi total par département au 31 décembre 2010 et 2011

Source : Insee, Estimations d'emploi

Les données 2010 sont définitives, les données 2011 sont provisoires.

Champ : Emploi total, salarié et non salarié au 31 décembre

Entre 2008 et 2011, l'emploi total progresse de 0,2 % par an en moyenne, alors qu'en France métropolitaine il stagne.

Début 2012, l'emploi salarié représente 88 % de l'emploi total régional. La part de la région dans l'emploi métropolitain se situe à 4,8 % pour les salariés et 6,4 % pour les non-salariés. □

**Corine KAPEL**  
Insee Aquitaine

### POUR EN SAVOIR PLUS...

• Site de l'Insee :

www.insee.fr

--> Thème Travail - Emploi

## Progression du chômage en 2012 en Aquitaine, avec des inscriptions à Pôle emploi supérieures aux sorties et une augmentation des dispositifs de soutien à l'emploi

En 2012, le chômage atteint en fin d'année 10,2 % de la population active régionale. Fin décembre, près de 240 000 personnes disponibles pour un emploi sont inscrites à Pôle emploi (catégories A, B, C, en CVS). Les flux diminuent en 2012, mais les inscriptions à Pôle emploi restent supérieures aux sorties. Les entreprises aquitaines confient près de 166 000 offres d'emploi à Pôle emploi en 2012, un volume en baisse de 13 % par rapport à l'année 2011.

Dans un contexte de crise économique et de budget contraint, le nombre de dispositifs mis en œuvre au cours de l'année 2012 pour le soutien à l'emploi et l'accompagnement aux mutations économiques est en augmentation. À partir du 1<sup>er</sup> novembre 2012, les "Emplois d'avenir" viennent compléter la boîte à outils des dispositifs d'aide à l'emploi pour favoriser l'insertion.

En 2012, en Aquitaine, les pertes d'emplois enregistrées dans les principaux grands secteurs et l'intérim se traduisent par une détérioration du marché du travail et une progression du chômage.

### ■ Un taux de chômage qui dépasse 10 %

En Aquitaine, le taux de chômage atteint 10,2 % à la fin de l'année 2012, soit + 0,7 point sur un an. Ce niveau, identique à la moyenne nationale métropolitaine, n'avait pas été atteint depuis une quinzaine d'années.

#### Une augmentation du chômage dans tous les départements

Unité : % de la population active

	2011				2012		Évolution sur un an (points de %)
	T4	T1	T2	T3	T4 (p)		
Dordogne . . . . .	10,5	10,7	11,0	11,1	11,5		1,0
Gironde . . . . .	9,8	10,0	10,1	10,0	10,4		0,6
Landes . . . . .	9,0	9,2	9,4	9,6	9,9		0,9
Lot-et-Garonne . . . . .	10,1	10,1	10,4	10,5	10,8		0,7
Pyrénées-Atlantiques . . . . .	8,3	8,5	8,7	8,7	9,0		0,7
<b>Aquitaine . . . . .</b>	<b>9,5</b>	<b>9,7</b>	<b>9,9</b>	<b>9,9</b>	<b>10,2</b>		<b>0,7</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>9,4</b>	<b>9,6</b>	<b>9,8</b>	<b>9,9</b>	<b>10,2</b>		<b>0,8</b>

#### Taux de chômage

Source : Insee, Taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé

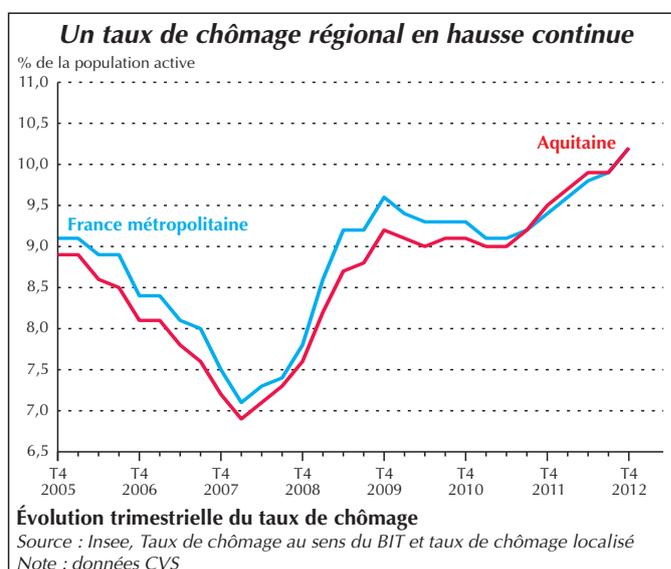
p : données provisoires

Note : données CVS

Le chômage augmente dans tous les départements, en Dordogne et dans les Landes particulièrement.

### ■ La progression du nombre d'inscrits à Pôle emploi s'intensifie

La détérioration du marché du travail se traduit par une forte augmentation des inscriptions à Pôle emploi. Celles-ci restent largement supérieures aux sorties. Fin décembre 2012, près de 240 000 personnes disponibles pour un emploi sont inscrites à Pôle emploi (catégories A, B, C), soit + 8,2 % sur un an (en données corrigées des variations saisonnières). Cela représente 18 000 inscrits de plus qu'un an auparavant. Parmi ces demandeurs d'emploi, les deux tiers n'occupent aucun emploi, soit plus de 157 000 personnes inscrites en catégorie A (+ 9,0 % sur un an).



### ■ Une durée de chômage qui s'allonge

Après quelques signes d'amélioration en 2011, le rythme d'augmentation du chômage de longue durée s'accélère. Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi depuis plus d'un an croît de 14,9 % en 2012 contre 1,4 % en 2011. La

#### Un demandeur d'emploi sur cinq a au moins 50 ans

	Demandeurs d'emploi au 31/12/2012 (milliers)		Évolution sur un an (%)	
	Cat. A, B, C	Cat. A	Cat. A, B, C	Cat. A
Hommes . . . . .	115,4	82,3	9,2	10,6
Femmes . . . . .	131,7	83,1	7,3	7,8
Moins de 25 ans . . . . .	40,9	28,4	8,8	8,4
25 à 49 ans . . . . .	155,9	102,5	6,1	7,1
50 ans ou plus . . . . .	50,3	34,4	14,6	16,6
Inscrits depuis plus d'un an . . . . .	91,3	nd	15,0	nd
<b>Aquitaine . . . . .</b>	<b>247,1</b>	<b>165,3</b>	<b>8,1</b>	<b>9,1</b>
<b>France métropolitaine . . . . .</b>	<b>4 689,8</b>	<b>3 193,3</b>	<b>8,6</b>	<b>10,2</b>

#### Demandeurs d'emploi en fin de mois

Sources : Pôle emploi - Dares

nd : données non disponibles - Cat. : catégories

Note : données brutes

part des chômeurs inscrits depuis plus d'un an atteint 37,5 % dans la région, elle augmente dans tous les départements. Parmi les chômeurs de longue durée, les seniors sont de plus en plus nombreux.

### ■ Augmentation continue du chômage des seniors

L'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi âgés de 50 ans ou plus se poursuit toujours à un rythme soutenu : + 14,7 % en 2012 pour les catégories A, B, C et + 16,5 % pour la catégorie A. Les seniors représentent 21 % de la demande d'emploi totale, soit deux points de plus qu'en 2011.

Une large part de cette population s'inscrit dans un chômage durable. Fin 2012, 55 % des demandeurs d'emploi seniors sont inscrits depuis au moins un an à Pôle emploi : c'est cinq points de plus qu'à la fin 2011. Presque un tiers est inscrit depuis deux ans ou plus.

Dans toutes les grandes catégories de métiers, la demande augmente fortement. Les services à la personne et à la collectivité concentrent 27 % de la demande d'emploi des seniors, les services aux entreprises 15 % et le commerce 12 %.

### ■ La demande d'emploi des jeunes augmente à un rythme soutenu

Pour les moins de 25 ans, l'augmentation de la demande est plus forte que les années antérieures. Elle progresse de 8,6 % pour les catégories A, B, C et de 7,9 % pour la seule catégorie A, soit une situation proche de celle de 2009, année de crise.

Dans les Landes et les Pyrénées-Atlantiques, le nombre de jeunes inscrits à Pôle emploi progresse le plus fortement : respectivement 12,2 % et 9,5 % sur un an.

Le nombre de jeunes demandeurs d'emploi pour les métiers "hôtellerie, restauration, tourisme, loisir", "installation et maintenance", "construction et travaux publics" et "agriculture" s'accroît particulièrement.

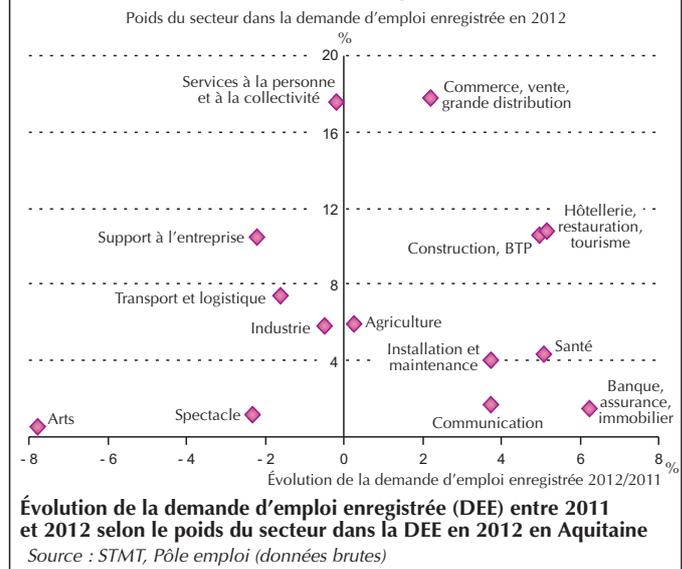
### ■ Baisse des inscriptions à Pôle emploi, mais pas dans tous les secteurs

En Aquitaine, avec plus de 26 000 inscriptions en moyenne par mois, les flux d'entrée à Pôle emploi sont en baisse de 1,2 % sur un an, après une hausse de 5 % en 2011. Au niveau national, la tendance est plutôt à la stagnation.

Cette baisse des inscriptions ne touche pas tous les domaines professionnels, alors qu'en 2011 leur hausse était générale. Elle concerne les métiers des services à la personne (principalement dans les services domestiques), du support à l'entreprise (secrétariat, comptabilité, opérations administratives) et du transport et de la logistique (magasinage et préparation de commandes, manutention manuelle de charges,...).

Par contre, l'hôtellerie-restauration enregistre une des plus fortes hausses des inscriptions. Toutefois, le fort turn-over dans ce secteur occasionne un taux d'écoulement de la demande d'emploi parmi les plus élevés.

### Un tiers des inscriptions dans le commerce et les services à la personne



### ■ Un tiers des inscriptions suite à une fin de contrat

En période de dégradation de la conjoncture économique, les premiers touchés sont les titulaires de contrats à durée déterminée (CDD ou mission d'intérim). Les inscriptions pour ce motif représentent un tiers des entrées à Pôle emploi. En 2012, seules les entrées pour ce motif et pour le motif "autres cas" progressent, mais moins qu'en 2011 (respectivement + 0,7 % et + 0,1 % sur un an). Les inscriptions pour le motif "autres cas" regroupent celles dont le motif est inconnu (82 %), les ruptures conventionnelles (14 %) et les inscriptions faisant suite à une fin d'activité non salariée (4 %).

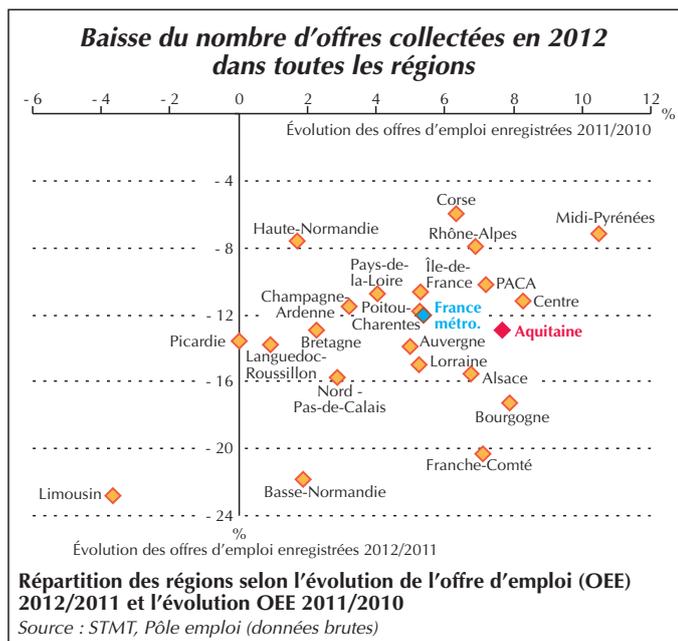
Pour les autres motifs d'inscription, la diminution la plus nette en 2012 concerne les premières entrées sur le marché du travail (- 11 % en glissement annuel), suivies des démissions (- 9 %) et des licenciements (- 2 % pour les licenciements économiques, - 5 % pour les autres licenciements).

### ■ Baisse du volume d'offres d'emploi collectées par Pôle emploi

En 2012, toutes les régions métropolitaines enregistrent une baisse des offres d'emploi collectées par Pôle emploi, de 6 % en Corse jusqu'à 23 % en Limousin. En Aquitaine, plus de 166 000 offres d'emploi ont été collectées par Pôle emploi, soit une baisse de 13 % sur un an (- 12 % en France métropolitaine). La région retrouve le niveau d'offres d'emploi collectées de l'année 2009.

Tous les types d'offre sont touchés par cette baisse mais parmi les contrats durables, le CDI reste le principal contrat proposé.

Deux familles de métiers se partagent équitablement un tiers des offres collectées en 2012 : le commerce et les services à la personne. Précisément, 16 % des offres d'emploi proposées concernent des métiers du commerce (principalement dans la force de vente) dont près de 6 sur 10 sont pour des postes en



CDI ou CDD d'au moins 6 mois. Dans le domaine des services à la personne et à la collectivité, les principaux profils recherchés se situent dans le nettoyage de locaux, l'assistance auprès des enfants et l'aide à domicile.

L'Aquitaine bénéficiant d'un fort potentiel touristique, le 3<sup>e</sup> domaine concentrant le plus d'offres est l'hôtellerie-restauration-tourisme avec 14 % des offres en 2012, principalement pour des contrats de 1 à 6 mois (personnel de cuisine, service en restauration, animation de loisirs auprès d'enfants ou d'adolescents).

## ■ Un nouveau dispositif : les "Emplois d'avenir"

Le nombre de dispositifs mis en œuvre en 2012 pour le soutien à l'emploi et l'accompagnement aux mutations économiques progresse. En particulier, le nombre d'entrées en contrats uniques d'insertion, le volume d'heures d'activité partielle pris en charge ou encore le nombre de bénéficiaires d'accompagnement aux licenciements sont en progression.

Fin 2012, un nouveau dispositif "Emplois d'avenir" pour l'insertion dans l'emploi et la formation des jeunes a été mis en place. L'objectif est de promouvoir des contrats longs (3 ans) permettant la mise en œuvre d'actions de formation tout au long du contrat en ciblant les jeunes les plus éloignés de l'emploi. Les premiers contrats ont été signés dès novembre 2012. D'ici fin 2013, l'objectif est d'en signer près de 4 300 en Aquitaine.

## ■ Des entrées en contrat unique d'insertion plus nombreuses

Pour favoriser l'insertion professionnelle des personnes en difficulté sur le marché du travail, l'État subventionne des emplois dans le secteur non marchand - les CUI-CAE (contrats uniques d'insertion - contrats d'accompagnement dans l'emploi) - et dans une moindre mesure dans le secteur marchand -

les CUI-CIE (contrats uniques d'insertion - contrats initiative emploi).

Dans un contexte d'aggravation de la situation sur le marché du travail, près de 22 900 contrats uniques d'insertion (CUI) sont signés en 2012, dont 20 200 CUI-CAE dans le secteur public et associatif et 2 700 CUI-CIE dans le secteur marchand. Le nombre d'entrées en CUI progresse ainsi de 15,6 % par rapport à 2011 (respectivement + 15,3 % pour les CUI-CAE et + 18,0 % pour les CUI-CIE).

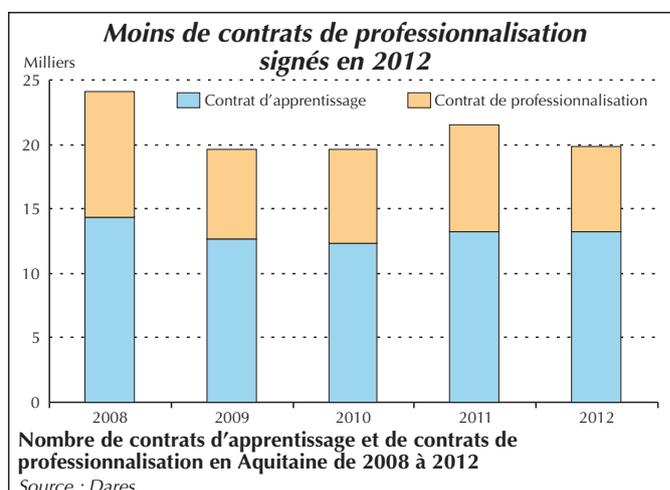
Les entrées supplémentaires dans ces dispositifs d'aide à l'emploi bénéficient en premier lieu aux jeunes : le nombre de CUI signés par des jeunes de moins de 26 ans augmente de 22 % en 2012, soit deux fois plus que pour les personnes de 50 ans ou plus.

À partir du 1<sup>er</sup> novembre 2012, les "Emplois d'avenir" viennent compléter la boîte à outils des dispositifs d'aide à l'emploi pour favoriser l'insertion professionnelle. Ils sont réservés aux jeunes âgés de 16 à 25 ans peu ou pas qualifiés et aux personnes handicapées de moins de 30 ans. Les critères d'accès peuvent évoluer en fonction du niveau de diplôme et du territoire de résidence du bénéficiaire. Les emplois d'avenir concernent essentiellement les activités présentant un caractère d'utilité sociale ou environnementale ou alors fortement créatrices d'emploi, pour offrir aux jeunes des perspectives de recrutement sur le long terme.

Les "contrats de génération", autre mesure dont le projet de loi a été présenté en décembre 2012, poursuivront l'effort pour favoriser l'emploi des jeunes, mais aussi des seniors. L'objectif de ces contrats qui seront mis en œuvre au cours de l'année 2013, sera de favoriser d'une part l'emploi durable des jeunes et le maintien dans l'emploi des seniors, et d'autre part la transmission des savoirs et de l'expérience entre générations.

## ■ Baisse du nombre d'entrées en formation en alternance

Le recours à la formation en alternance, alliant travail en entreprise et enseignement, connaît un fléchissement en 2012. Les difficultés en matière d'emploi ne facilitent pas les entrées en formation en alternance. La conjoncture économique a des ré-



percussions sur les capacités des entreprises à proposer des contrats d'alternance.

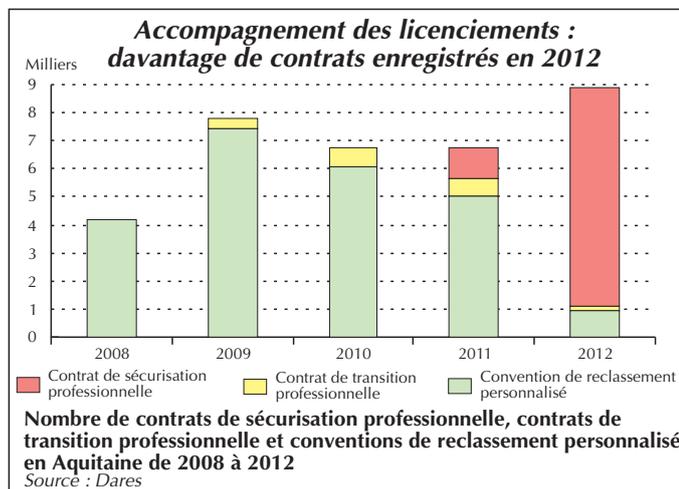
Le contrat de professionnalisation qui s'adresse aux jeunes de 16 à 25 ans révolus et aux demandeurs d'emploi de 26 ans connaît moins de succès qu'en 2011. Avec 6 623 contrats signés, les entrées en formation de professionnalisation chutent de 21 %.

En revanche, le contrat d'apprentissage, autre principale mesure de formation en alternance, résiste mieux. Plus de 13 200 contrats en apprentissage sont signés en 2012, c'est un chiffre très légèrement supérieur aux entrées enregistrées en 2011 (+ 0,4 %).

### ■ Des dispositifs d'accompagnement des licenciements plus nombreux en 2012

En vigueur en septembre 2011, le contrat de sécurisation professionnelle (CSP) se substitue progressivement aux anciens dispositifs d'accompagnement aux licenciements que sont le contrat de transition professionnelle (CTP) et la convention de reclassement personnalisé (CRP). Il se généralise à l'ensemble des licenciés économiques des entreprises de moins de mille salariés ou en liquidation judiciaire. Il permet au salarié licencié de percevoir une allocation de sécurisation professionnelle, d'accéder à des formations et de bénéficier d'un accompagnement renforcé de Pôle emploi.

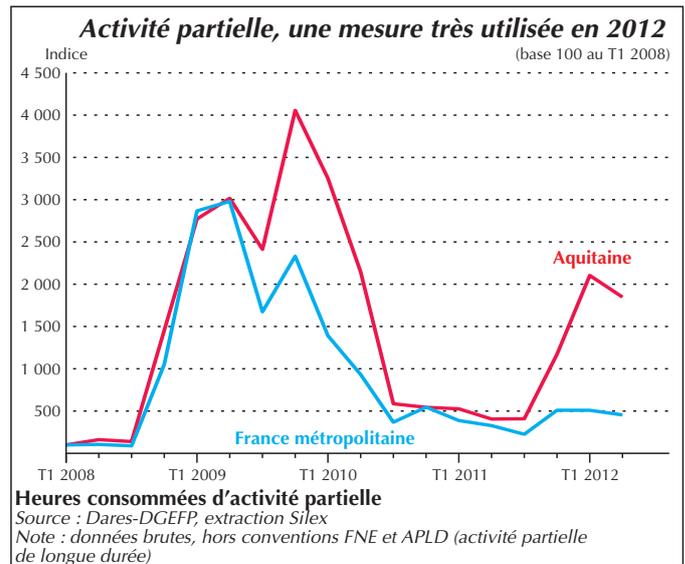
Dans ce cadre rénové, le nombre de bénéficiaires de mesure d'accompagnement des licenciements progresse en 2012 avec 8 900 contrats signés (dont 7 800 CSP), soit 32 % de plus qu'en 2011.



### ■ Le recours à l'activité partielle en augmentation

En période de difficultés, une entreprise peut réduire ou suspendre son activité. Le salarié, en situation de chômage partiel, continue de percevoir une rémunération, prise en charge pour partie par l'État. Il peut également bénéficier d'actions de formation durant cette période d'activité partielle.

Les entreprises ont davantage recours à cette mesure d'accompagnement aux mutations économiques en 2012 qu'en 2011.



Les heures consommées et les effectifs concernés par l'activité partielle augmentent considérablement. En 2012, près de 1,2 million d'heures de chômage partiel sont consommées, soit 2,8 fois plus qu'en 2011. Cela concerne en moyenne presque 2 000 salariés chaque mois. La hausse est particulièrement forte dans l'industrie, secteur gros consommateur de chômage partiel (en particulier l'automobile). En dehors du secteur automobile, les industries du bois et papier et celles des équipements électriques et électroniques sont les principaux contributeurs de cette hausse de consommation dans l'industrie. Dans la construction et le secteur tertiaire, en particulier l'hôtellerie-restauration, l'activité partielle augmente, mais dans une moindre mesure. □

**Karim MOUHALLI**  
Directrice Aquitaine

**Florence LANDAU**  
Pôle emploi Aquitaine

#### POUR EN SAVOIR PLUS...

• Site de la Direccte Aquitaine :

[www.aquitaine.travail.gouv.fr](http://www.aquitaine.travail.gouv.fr)

--> Publications et statistiques

• Site de la Dares :

[www.travail-emploi.gouv.fr](http://www.travail-emploi.gouv.fr)

• Site de Pôle emploi :

[www.pole-emploi.org](http://www.pole-emploi.org)

--> Statistiques et analyses

## En 2012, la construction et les services aux entreprises n'attirent pas les créateurs d'entreprises en Aquitaine

Le nombre de créations d'entreprises recule légèrement en Aquitaine en 2012, après le net ralentissement observé en 2011. Pour les créations hors auto-entreprises, les évolutions sont moins favorables, mais la diminution est moins prononcée dans la région (- 3 %) qu'au niveau national (- 6 %). Les demandes d'immatriculation en auto-entreprise progressent, après la baisse constatée en 2011. Seuls les secteurs de la construction et des services aux entreprises enregistrent une diminution. Dans un contexte économique peu favorable, les défaillances d'entreprises jugées au cours de l'année 2012 progressent de 3 % par rapport à l'année 2011.

Le terme entreprise auquel il est fait référence dans ces pages renvoie à une unité légale exerçant une activité au sein du système productif marchand et non à une entreprise au sens du décret d'application (n°2008-1354) de l'article 51 de la loi de modernisation de l'économie (LME).

Avec 29 260 entreprises nouvelles en 2012, le nombre de créations d'entreprises marchandes non agricoles diminue de 0,7 % en Aquitaine, alors qu'il est stable au niveau France métropolitaine. Le nombre d'unités créées hors auto-entreprises recule de 3 % dans la région et de 6 % dans l'Hexagone. Les créations sous forme de sociétés diminuent de 2 % en Aquitaine, alors que la baisse est deux fois plus forte pour la France métropolitaine. Les créations d'entreprises individuelles hors auto-entrepreneurs reculent plus nettement. Le régime de l'auto-entreprise reste plébiscité en cas de création d'entreprise individuelle : 8 créations sur 10 relèvent des auto-entrepreneurs.

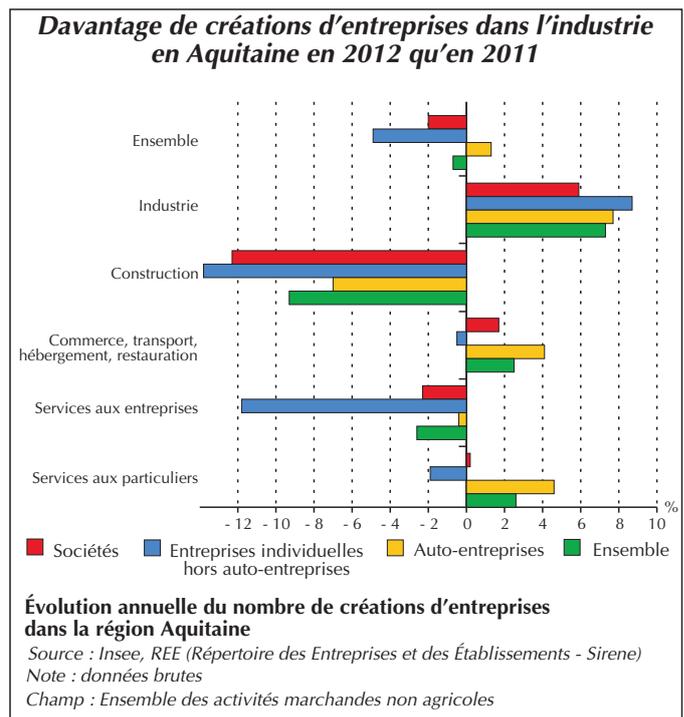
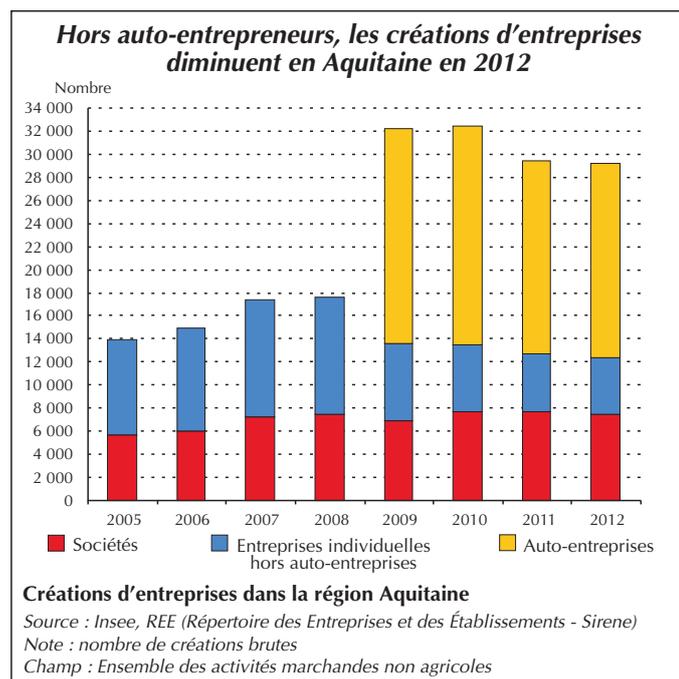
En 2012, le nombre de nouvelles entreprises individuelles régresse (- 2 %) : la hausse des demandes d'immatriculation en auto-entreprise (+ 1,3 %) modère la baisse des autres créations d'entreprises individuelles (- 5 %). Le renouvellement de ces dernières créées en 2012 est bien inférieur au volume des créations antérieures à 2009, date de mise en place du statut d'auto-entrepreneur.

### Moins de créations dans la construction et les services aux entreprises

La contraction du nombre des créations n'affecte en 2012 que les secteurs de la construction et des services aux entreprises, contrairement à la baisse quasi généralisée de 2011. En 2012, à l'origine de 14 700 créations, le secteur des services représente la moitié du renouvellement des entreprises et reste donc majoritaire dans l'économie aquitaine.

Comme au niveau national, le secteur des services aux entreprises présente un bilan négatif ; seule l'activité "Information et communication" compte plus de nouvelles entreprises qu'en 2011. Le recul du nombre de créations d'entreprises est moins important dans les activités spécialisées scientifiques et techniques qui représentent 43 % des créations des services aux entreprises. Les activités immobilières chutent de 12 % par rapport à 2011, année favorable pour ce secteur. Les services aux particuliers progressent de 3 % en Aquitaine comme dans l'Hexagone.

Le secteur regroupant les activités du commerce, des transports et de l'hébergement-restauration rassemble 28 % des créations d'entreprises en Aquitaine. Après deux années de recul, il s'enrichit de 200 nouvelles unités en 2012, dont huit sur dix en



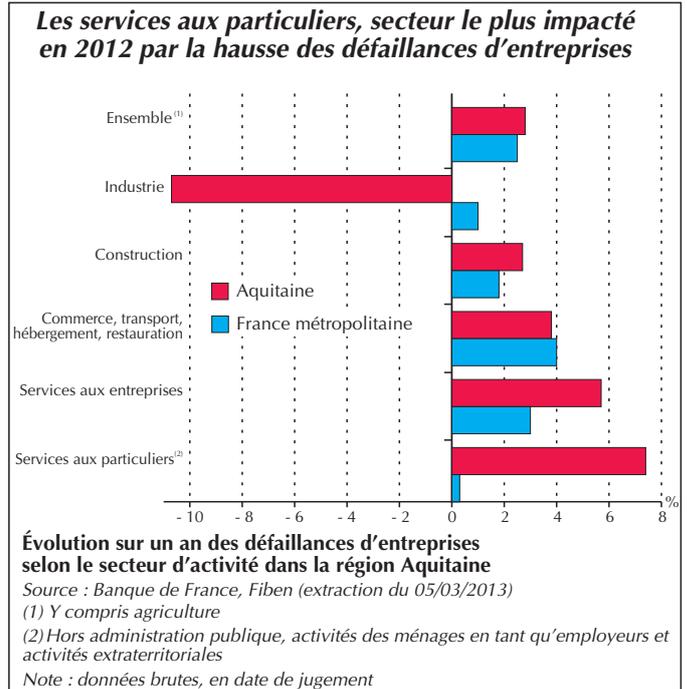
auto-entreprises. Le commerce de détail reste le sous-secteur le plus créateur, avec 4 340 entreprises créées. Les demandes de créations y progressent de 0,8 % par rapport à 2011, et la hausse est plus forte pour celles créées sous le statut d'auto-entrepreneur (+ 3 %).

Au contraire de la tendance nationale, le secteur de la construction connaît, en 2012, la plus forte baisse des créations d'entreprise à laquelle participe le recul des créations d'auto-entreprise (- 7 %), qui concentrent 62 % de ces créations. La création d'entreprises dans l'industrie progresse de 7 % sur un an, plus qu'au niveau national. Huit créations sur dix relèvent de l'industrie manufacturière et six nouvelles unités sur dix sont des auto-entreprises.

### ■ Bilan positif des créations dans les Pyrénées-Atlantiques

En 2012, l'évolution du nombre de nouvelles entreprises est faible par rapport à 2011, dans quasiment tous les départements aquitains. Seul le département des Pyrénées-Atlantiques enregistre une augmentation du nombre de créations. La hausse des créations par auto-entreprise compense la chute des autres formes de créations. Dans les autres départements, la baisse des immatriculations varie de - 0,8 % en Gironde et dans le Lot-et-Garonne à - 3,5 % dans les Landes. Le nombre de créations d'entreprises individuelles hors auto-entreprises diminue dans tous les départements, celui des sociétés augmente uniquement dans le Lot-et-Garonne (+ 7 %). Le nombre de nouveaux auto-entrepreneurs reste du même ordre qu'en 2011 en Dordogne et en Gironde, mais ce type de création est moins important dans les Landes et en Lot-et-Garonne.

Tous secteurs confondus, le département des Landes enregistre la plus forte baisse, cela s'explique notamment par la mauvaise santé des services aux entreprises. La Dordogne enregistre un net repli des créations dans l'industrie et la construction. La création d'en-



treprises dans la construction chute dans tous les départements, mais particulièrement en Dordogne et en Gironde.

Le secteur "Commerce, transport, hébergement-restauration" capte trois créations d'entreprises sur dix dans les départements aquitains, excepté dans les Pyrénées-Atlantiques (deux créations sur dix). En 2012, le renouvellement des unités de ce secteur ralentit dans les Landes.

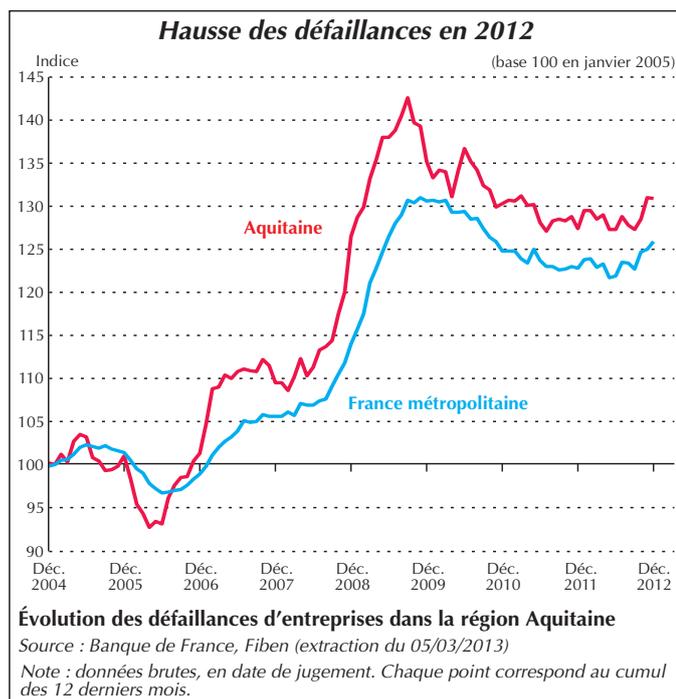
### ■ Davantage de défaillances d'entreprises

En Aquitaine, 3 280 défaillances d'entreprises ont été jugées au cours de 2012, soit une hausse de 3 % par rapport à 2011, évolution conforme à celle observée au niveau national.

Le secteur des services est plus touché que les autres. Le nombre de défaillances d'entreprises progresse un peu plus dans les services aux particuliers que dans ceux destinés aux entreprises. Ces deux activités représentent respectivement 9 % et 18 % des défaillances d'entreprises aquitaines. Les activités de commerce-transport-hébergement-restauration (40 %) et de construction (25 %) constituent la majorité des défaillances. Ces deux secteurs enregistrent une hausse des défaillances proche de 3 %, alors que l'industrie s'en sort avec une baisse de 11 % mais ne compte que peu d'unités.

Les défaillances diminuent en Dordogne et en Lot-et-Garonne. Elles sont en forte hausse dans les Landes. Elles augmentent également dans les Pyrénées-Atlantiques et plus modérément en Gironde. □

**Yvette WILLM**  
 Insee Aquitaine



**POUR EN SAVOIR PLUS...**

- Site de l'Insee : [www.insee.fr](http://www.insee.fr)
- > Thème Entreprises

## De bonnes moissons avec des prix des céréales en hausse en 2012

En 2012, en Aquitaine, les récoltes de céréales sont bonnes, avec un fort accroissement des cours. L'année 2012 n'est pas une très bonne année pour les légumes et c'est une mauvaise année pour les fruits. Les vendanges 2012 sont faibles en volume par rapport à 2011. Les charges des agriculteurs augmentent en raison de l'envolée des prix des matières premières, de l'énergie et de l'alimentation animale. Aussi le contexte économique est rendu toujours plus difficile dans certaines filières animales. Avec près de 6 milliards d'€, les produits de l'agriculture, des IAA et de la forêt jouent un rôle très important dans les exportations régionales.

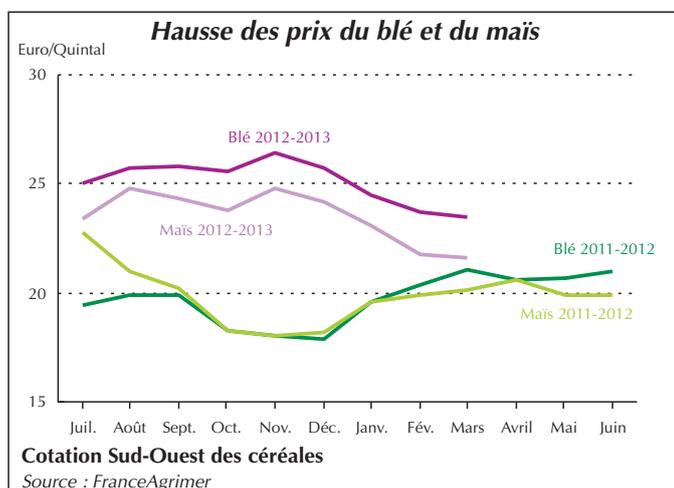
L'Aquitaine n'a pas connu en 2012 une forte sécheresse printanière comme en 2011. Aussi la production des prairies, même inférieure à la moyenne de référence, est supérieure à celle de l'année précédente. En 2011, les départements concernés par un déficit de pluviométrie étaient la Dordogne et le Lot-et-Garonne, en 2012, ce sont les Landes et les Pyrénées-Atlantiques qui subissent cet aléa.

### Des moissons d'un bon niveau

Le début d'année, avec ses périodes de neige, de froid et un mois de mars exceptionnellement sec et chaud, a fait craindre le pire pour les céréales à paille. Au final les moissons ont été d'un bon niveau. Le maïs a souffert des conditions climatiques des mois d'août et septembre avec un déficit de pluviométrie important. Sur le plan économique, les prix des céréales et des oléagineux ont encore augmenté en 2012, au fur et à mesure des annonces pessimistes sur les niveaux de production dans les principales régions mondiales de production. Les coûts de production et les prix payés aux producteurs sont aussi à la hausse.

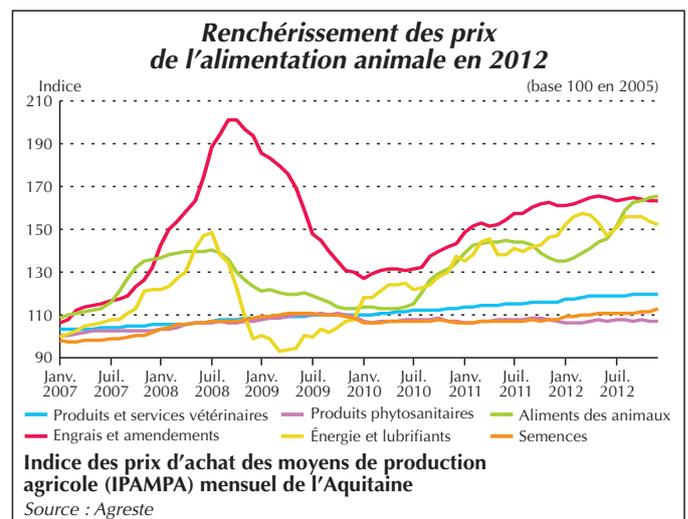
### Les cours des céréales et des oléagineux toujours à la hausse

En 2012, le cours du blé augmente de 31 % et celui du maïs de 23 %. Ils augmentent dès le début de l'année suite à diverses annonces, en janvier sur les conditions climatiques préoccupantes en Amérique du Sud, en juin sur la sécheresse aux États-Unis ou en fin d'année avec l'annonce par l'Ukraine d'un embargo de ses exportations. Les oléagineux suivent mais dans une proportion moindre.



### Des intrants toujours à la hausse

L'année 2012 est marquée par une hausse régulière des cours des matières premières utilisées pour l'alimentation animale depuis le mois de janvier. Les cours des céréales dépassent largement le niveau atteint lors de la flambée de la campagne 2011/2012. Le cours du tourteau de soja s'envole littéralement pour atteindre un sommet en août. Pour ce qui concerne les prix de l'énergie, le prix du pétrole brut "Brent", après des évolutions en dents de scie, se rétracte depuis la fin de l'été pour revenir à un niveau proche de décembre 2011.



La hausse des prix des céréales et des tourteaux a des incidences sur les coûts de production dans les secteurs de l'élevage et ce d'autant plus que les prix à la production des produits animaux, bien qu'ils s'élèvent, augmentent moins vite que les prix de l'alimentation animale. Le maintien des prix d'achat des aliments à leur niveau élevé, atteint au cours de l'été 2012, ravive l'effet de ciseaux de prix défavorable qui a affecté les secteurs de l'élevage au cours de l'année 2011.

Les prix payés aux producteurs augmentent aussi, mais dans une moindre mesure (cf. indice Ippap). On assiste à nouveau à un décrochage entre l'évolution des prix sur les marchés et l'évolution des prix payés aux producteurs.

### Une vendange plus faible qu'en 2011

Une hétérogénéité due principalement aux événements climatiques de l'année est notée au sein du vignoble. Cependant, les bonnes conditions de récolte annoncent une belle qualité des vins. La baisse des rendements a été limitée par les pluies

de septembre. Pour les blancs secs, le mois d'août ensoleillé mais pas caniculaire a permis de conserver une bonne acidité et un bon développement des arômes.

En 2012, selon les Douanes, le volume de la vendange en Aquitaine se situe autour de 6,5 millions d'hectolitres contre 7,5 millions en 2011.

### ■ Du mieux pour les Bordeaux en 2011/2012

Les volumes commercialisés en vrac en 2011/2012 pour les vins de Bordeaux, représentent plus de 3 millions d'hectolitres, équivalents à ceux de la campagne précédente. Le cours moyen du Bordeaux rouge passe de 902 à 948 euros le tonneau, mais celui du Bordeaux blanc sec recule légèrement et passe de 1 048 à 1 030 euros le tonneau.

Pour les vins de Dordogne, 2011-2012 reste une très petite campagne de vrac avec 269 000 hl enregistrés, soit 15 % de moins que la campagne précédente (- 8 % pour les rouges et - 25 % pour les blancs). Par rapport à 2010/2011, à 761 € le tonneau le prix moyen du Bergerac rouge reste stable. À 888 €, celui du blanc sec recule de 3 %.

### ■ 2012, petites récoltes de fruits

Comme pour la production de légumes, l'arboriculture fruitière 2012 a souffert des aléas climatiques. L'hiver, particulièrement sec, a été marqué par une vague de froid importante durant la première quinzaine de février entamant la capacité de production de la noix. En avril, plusieurs épisodes de gel sont intervenus et ont détruit une part importante des fleurs de pommiers et de poiriers, grevant le potentiel de récolte. Pour ces fruits, 2012 marquera la plus petite récolte de la décennie. Le kiwi, à l'image des autres fruits à pépins, a subi les affres climatiques (gel, pluie, sécheresse). Pour la cerise, les intempéries de début mai compromettent la récolte des variétés précoces. Puis en juin, les précipitations affectent les variétés tardives.

En 2012, pruneaux et fraise tirent leur épingle du jeu. Enfin, sous l'impulsion du Lot-et-Garonne, le bio poursuit sa croissance. Une offre réduite a permis également de maintenir ou de voir progresser des cours qui, s'ils ne sont pas toujours rémunérateurs, permettent d'atténuer la perte de volume.

### ■ Année en demi-teinte pour les légumes

La production et la consommation de produits agricoles sont fortement liées au climat. Elles sont donc très exposées à ses aléas. Retard de mise en place des cultures, décalage des calendriers, rendements en baisse, caractérisent la plupart des productions légumières du premier semestre.

Pour la majorité d'entre elles, la hausse des prix n'a pas compensé la baisse des volumes. Si la tomate, le concombre et la laitue tirent leur épingle du jeu lors de l'été, en progression, que ce soit en volume comme en prix, c'est surtout par rapport à une année 2011 catastrophique, entachée par la suspicion à tort d'Escherichia coli. Pour ces légumes, il y a plutôt un retour à la normale. Pour d'autres, à l'image du melon ou de la courgette, la saison n'aura pas tenu ses espérances.

### ■ Hausse des coûts de production et incertitudes sur l'avenir

En 2012, avec la baisse des volumes produits, certaines filières de production animale arrivent encore à maintenir un prix "rémunérateur". C'est le cas des producteurs de veaux de boucherie, de porcs, et dans une moindre mesure de ceux orientés vers l'agneau ou la volaille. Pour d'autres, en particulier les producteurs de lait de vache ou de chèvre, la situation est très difficile. Les prix ne suivent pas.

Depuis deux ans, si la hausse des prix des céréales réjouit nombre de producteurs, elle affecte particulièrement la trésorerie des éleveurs. Selon les orientations des exploitations, le poste alimentation animale absorbe de la moitié aux trois quarts des dépenses d'approvisionnements. La moindre hausse des prix a donc un effet immédiat.

Dans un contexte économique global tendu, deux hypothèses pour les éleveurs se font jour :

- Réussir à répercuter les hausses des charges sur le prix de vente, au risque de voir la consommation se rétracter en volume ou s'orienter vers des produits de moindres qualités.
- Absorber la hausse des charges sans répercussion sur le prix de vente, au risque de mettre en danger la viabilité économique de leur exploitation.

Aujourd'hui, les éleveurs aquitains ont des incertitudes sur l'avenir.

### ■ Premier pilier des exportations d'Aquitaine : l'agriculture, les IAA et la forêt

L'Aquitaine est première région exportatrice de bois, papier et carton et deuxième région exportatrice pour les boissons, pour les produits de la culture et l'élevage, pour les produits transformés à base de fruits ou de légumes. Au niveau régional, les secteurs liés aux ressources naturelles du territoire soutiennent les exports d'Aquitaine. Ils en assurent 40 % contre 15 % dans le restant de l'Hexagone.

En 2012, dans un contexte globalement en retrait pour les exportations d'Aquitaine, produits agricoles ou issus de la sylviculture maintiennent le cap et les gains enregistrés l'année précédente. Les exports IAA (en valeur) poursuivent leur croissance, sous l'effet d'un grand millésime pour les vins de Bordeaux. En 2012, ils détrônent les produits de la construction aéronautique et spatiale.

Au total, avec près de six milliards d'€ sur un total de treize, les produits de l'agriculture, des IAA et de la forêt s'affirment comme le premier pilier du commerce extérieur aquitain. □

**Alain IRIBARREN**  
Draaf Aquitaine

#### POUR EN SAVOIR PLUS...

- Site de l'Agriculture :

[www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)

## 2012 : dégradation dans la construction après la reprise de 2011

En 2012, la situation du secteur de la construction se dégrade après la reprise de 2011. La production de logements tourne au ralenti. Les autorisations chutent de 16,5 % et les mises en chantier de près de 30 %. Le logement individuel a moins souffert que le collectif.

L'année 2012 se termine sur une conjoncture terne en termes de ventes de logements neufs. Celles-ci se replient de 24 % sur l'année. L'augmentation des stocks de 45 % témoigne à la fois du maintien de la production et de la difficulté à l'écouler qui se confirme par l'augmentation nette des délais de vente.

En 2012, les autorisations de logements individuels, collectifs et en résidence en Aquitaine chutent de 16,5 % par rapport à 2011 contre - 6,8 % au niveau national. Leur recul dans le secteur des logements collectifs (y compris en résidence) est quasiment quatre fois plus important que dans l'habitat individuel (- 6 % pour l'individuel pur et - 10,3 % pour l'individuel groupé). De fait, la part de l'habitat individuel passe de 54 % à 60 %, confirmant l'importance de ce type d'habitat en période de crise. En France, c'est le contraire, l'habitat individuel est plus affecté que le collectif. Les autorisations de logements de la région représentent 6,4 % des autorisations nationales.

Le nombre d'autorisations s'effondre en Gironde (- 26 %) et encore plus dans les logements collectifs du département avec près de 40 % d'autorisations en moins par rapport à l'année précédente. Il progresse seulement dans les Landes grâce à une nette hausse dans l'habitat individuel qui compense le déficit dans les

logements collectifs. Dans les trois autres départements aquitains, les baisses varient de 7 % à 9 %. La Dordogne affiche la plus basse, elle est aussi la seule à bénéficier d'une forte hausse des autorisations de logements collectifs ordinaires.

### ■ Des mises en chantier en fort repli

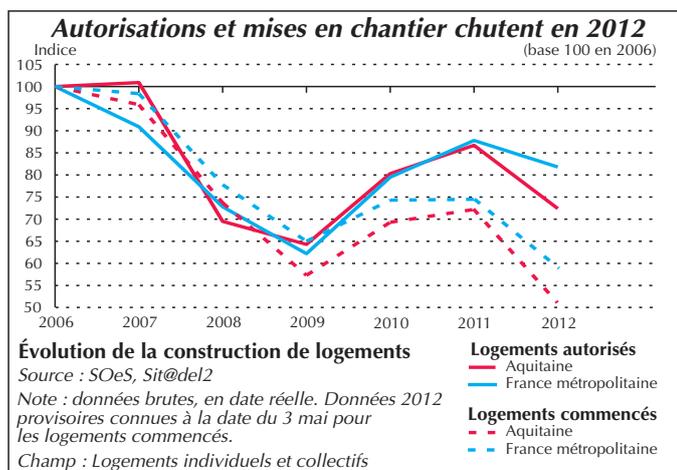
En 2012, selon les données en date réelle connues début mai 2013, 18 600 logements sont mis en chantier en Aquitaine, soit une chute de 29 % par rapport à l'année précédente. Ils représentent 7 % du total France métropolitaine. Le secteur individuel demeure majoritaire avec une part de 63 % contre 56 % en 2011. Les mises en chantier se replient de plus de 40 % dans l'habitat collectif et de 20 % dans l'individuel.

Les mises en chantier baissent dans l'ensemble des départements de la région où la Gironde concentre à elle seule plus de 80 % du volume perdu. Parmi les types d'habitat, le secteur collectif représente 60 % des mises en chantier perdues sur un an. L'individuel groupé tend à mieux résister que l'individuel pur.

### ■ Chute des ventes de logements neufs

En 2012, avec un volume de 4 350 logements, dont 90 % dans du collectif, les ventes de logements neufs se rétractent de 24 % par rapport à 2011 (- 18 % en France métropolitaine). Toutefois, elles semblent se stabiliser depuis le troisième trimestre 2012. Les ventes d'appartements, largement majoritaires, se replient de 23 % et celles des pavillons de 30 %.

En Aquitaine, comme en France métropolitaine, les mises en vente se replient de 11 % et atteignent 6 167 logements sur l'année alors qu'entre 2010 et 2011, l'offre nouvelle progressait de 19 %. Les mises en vente chutent de 11 % pour le collectif



### Chute des autorisations plus grande en Aquitaine qu'au niveau national

	Logements individuels		Logements collectifs et logements en résidence		Total	
	Logements en 2012 (nombre)	Évolution 2012/2011 (%)	Logements en 2012 (nombre)	Évolution 2012/2011 (%)	Logements en 2012 (nombre)	Évolution 2012/2011 (%)
Dordogne	2 134	- 7,1	225	- 2,2	2 359	- 6,6
Gironde	7 306	- 12,1	5 825	- 38,5	13 131	- 26,2
Landes	3 053	8,5	1 321	- 12,3	4 374	1,3
Lot-et-Garonne	1 224	- 11,8	257	11,3	1 481	- 8,5
Pyrénées-Atlantiques	2 700	- 6,9	3 440	- 8,2	6 140	- 7,7
<b>Aquitaine</b>	<b>16 417</b>	<b>- 7,3</b>	<b>11 068</b>	<b>- 27,1</b>	<b>27 485</b>	<b>- 16,5</b>
France métropolitaine	197 148	- 8,0	233 286	- 5,8	430 434	- 6,8

### Logements autorisés par département

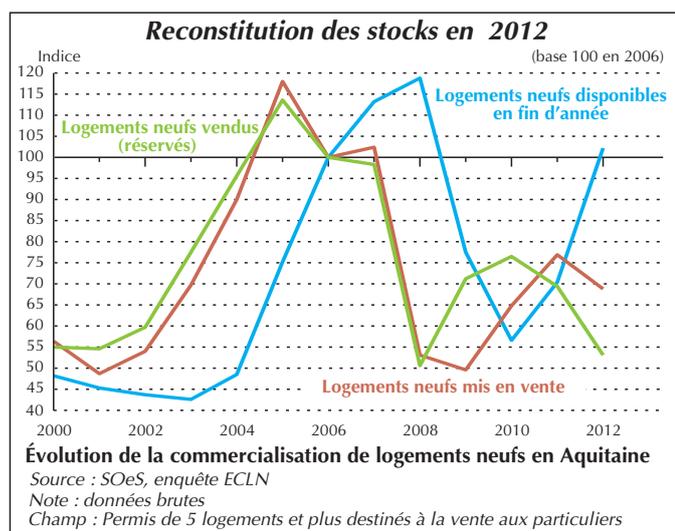
Source : SOeS, Sit@del2

\* Taux d'évolution annuel qu'aurait connu la construction de logements, pour le département ou la région, si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période de 5 ans considérée.

Note : données brutes, en date réelle

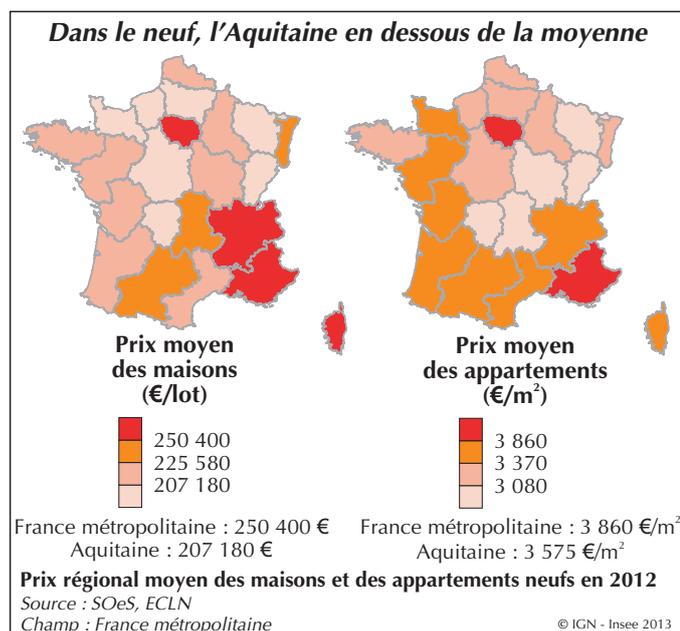
(qui progressait de 31 % en 2011) et celles de l'habitat individuel ne diminuent que de 3 % après le fort repli de 42 % constaté en 2011.

Avec une conjoncture difficile, les stocks gonflent avec un encours de 5 000 logements au 31 décembre 2012, soit 45 % de plus par rapport à fin 2011. Le stock des logements collectifs qui représente 89 % de l'encours s'accroît de 51 % par rapport à fin 2011 ; celui des logements individuels progresse de 23 %.



## Des prix en hausse pour le collectif

Entre 2011 et 2012, le prix moyen de l'habitat collectif au mètre carré augmente de 3 % en moyenne et surtout pour les appartements de taille moyenne (+ 4 % pour les T3, + 6 % pour les T4) ainsi que pour les 5 pièces et plus (+ 12 %). Dans le secteur individuel, le prix moyen d'un lot est en retrait de 4 % après une hausse de 2 % en 2011. Les prix des types T3 et T4 (85 % des ventes) se replient, respectivement de 6 % et 3 % et celui des T2 chute de 17 %. À l'opposé, les prix des T5 augmentent de 19 %.



En France métropolitaine, les prix s'orientent à la hausse : 2 % par mètre carré pour les immeubles collectifs et 1,5 % pour le prix moyen d'un pavillon.

## Les délais d'écoulement doublent

Au quatrième trimestre 2012, les délais d'écoulement sont en nette augmentation. Ainsi, pour les logements individuels, ils sont de 14,7 mois contre 8 mois un an plus tôt. Pour les logements collectifs, le délai est de 13,1 mois contre 6 mois au dernier trimestre 2011. En France métropolitaine, la tendance est la même avec un délai de 12 mois pour les logements collectifs, contre 8 mois auparavant, et 19 mois pour les pavillons contre 13 mois un an plus tôt. □

**Philippe NEUILLY**  
Dreal Aquitaine

### Commercialisation des logements neufs

Les résultats portant sur la commercialisation des logements neufs sont issus de l'enquête sur la commercialisation des logements neufs (ECLN) réalisée chaque trimestre par les pôles de production statistique du Service de l'observation et des statistiques (SOeS) auprès des promoteurs sur les programmes de logements neufs destinés à la vente aux particuliers d'au moins cinq logements.

### La base de gestion des permis de construire : Sit@del2

Les données sont issues de Sit@del2 (Système d'information et de traitement automatisé des données élémentaires sur les logements et les locaux). Elles sont exprimées en date réelle de l'autorisation connue par l'autorité compétente et de la mise en chantier déclarée par le pétitionnaire. Elles reflètent la réalité de la construction dans le temps et doivent être utilisées de préférence aux séries en date de prise en compte pour toutes les études structurelles sur les années passées.

Un permis de logements autorisés est un permis ayant reçu un avis favorable de la part du service instructeur. Une construction est commencée lorsque la déclaration d'ouverture de chantier a été envoyée par le pétitionnaire au service instructeur.

On distingue différents types de logements :

- **Un logement ordinaire** (individuel ou collectif) désigne un type d'habitation qui ne sert qu'à l'habitation. On en distingue 3 types :

- **Les logements collectifs** sont des logements faisant partie d'un bâtiment de deux logements ou plus qui ont une entrée commune et dont certains ne disposent pas d'un accès privatif.

Une maison individuelle désigne un logement individuel c'est-à-dire un logement ayant sa propre entrée.

- **Une maison individuelle pure** désigne une maison individuelle, faisant partie ou non d'un lotissement, et dont la construction fait l'objet d'un permis de construire relatif à cette seule maison.

- **Des maisons individuelles groupées** désignent des maisons individuelles regroupées dans un même permis de construire.

- **Un logement en résidence** désigne une résidence pour personnes âgées, une résidence universitaire, une résidence de tourisme ou une autre résidence telle que logement pour jeune travailleur, pour travailleur social, pour travailleur immigré, pour enfant ou adolescent, pour handicapé, etc.

Les locaux d'hébergement, hôtels, motels, foyers pour personnes âgées, foyers pour étudiants ou jeunes travailleurs, etc. sont considérés comme des locaux à usage autre qu'habitation.

### POUR EN SAVOIR PLUS...

- **Site du Service de l'observation et des statistiques (MEDDE) :** [www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr](http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr)  
--> Thème Logement-Construction

## Transports : une baisse de trafic pour le mode routier en 2012

Le trafic voyageurs augmente fortement en 2012 pour le mode ferroviaire, mais aussi pour le mode aérien. Le trafic en voitures particulières diminue tandis que les immatriculations de véhicules neufs dégringolent. Pour le trafic marchandises, qu'il soit routier, maritime ou ferroviaire, l'évolution est à la baisse. En 2012, l'aéroport de Bordeaux-Mérignac poursuit sa progression, tandis que Bordeaux Port Atlantique se maintient à niveau.

Les immatriculations de véhicules neufs sont en très forte baisse en 2012, en particulier pour les véhicules particuliers. Les Landes sont le département le plus impacté.

Le trafic global 2012 des véhicules légers (VL) sur l'axe nord-sud décroît en comparaison avec l'année 2011 (- 5,4 %), en particulier sur l'autoroute A63, au sud de Bordeaux. Seul le trafic VL de la RN10 au nord de Bordeaux augmente de 4,4 % avec un trafic moyen journalier annuel de

### Immatriculations de véhicules neufs : forte baisse en 2012

Unité : %

Évolution 2012/2011	Véhicules particuliers	Véhicules utilitaires légers <sup>(1)</sup>	Véhicules industriels à moteur <sup>(2)</sup>	Ensemble immatriculations <sup>(3)</sup>
Dordogne . . . . .	- 14,0	- 10,8	- 6,8	- 13,2
Gironde . . . . .	- 14,6	- 4,4	- 16,3	- 12,5
Landes . . . . .	- 17,2	- 17,4	- 14,4	- 17,2
Lot-et-Garonne . . . . .	- 13,6	0,6	- 5,1	- 10,6
Pyrénées-Atlantiques . . . . .	- 14,2	- 13,6	- 9,1	- 13,7
<b>Aquitaine . . . . .</b>	<b>- 14,7</b>	<b>- 7,9</b>	<b>- 12,3</b>	<b>- 13,3</b>
<b>France métropolitaine . . . . .</b>	<b>- 14,1</b>	<b>- 10,6</b>	<b>- 7,7</b>	<b>- 13,4</b>

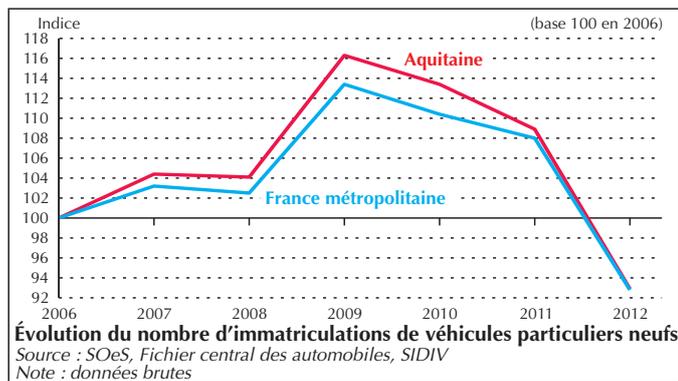
### Évolution du nombre d'immatriculations de véhicules neufs

Source : SOeS, SIDIV

(1) Camionnettes et véhicules automoteurs spécialisés <= 3,5 t de PTAC

(2) Camions, véhicules automoteurs spécialisés > 3,5 t de PTAC et tracteurs routiers

(3) Y compris immatriculations de transports en commun



### Une baisse régionale plus modérée qu'au niveau national

Transports de marchandises par la route en Aquitaine	2012 (p) (millions de tonnes-km transportés)	Évol. annuelle (%)	Évol. annuelle moyenne sur 5 ans (%) <sup>(1)</sup>
Entrées dans la région . . . . .	5 287,3	- 4,1	- 5,3
Sorties de la région . . . . .	5 518,9	- 0,9	- 5,0
Intérieur de la région . . . . .	4 509,4	- 2,7	- 0,5
<b>Total Aquitaine . . . . .</b>	<b>15 315,6</b>	<b>- 2,5</b>	<b>- 3,9</b>
<b>France métropolitaine . . . . .</b>	<b>254 621,1</b>	<b>- 7,9</b>	<b>- 4,9</b>

### Transport de marchandises par la route

Source : SOeS, Enquête Transport routier de marchandises

p : données provisoires

(1) Taux d'évolution annuel qu'aurait connu le transport de marchandises si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période de 5 ans considérée.

Champ : France métropolitaine hors Corse, données hors transport international

12 000 véhicules. Le trafic de poids lourds (PL), en nombre de véhicules, est également en baisse. Il diminue de 5,5 % avec une forte diminution sur la RN10 au nord de Bordeaux.

### Air : Bordeaux-Mérignac au 5<sup>e</sup> rang

Le nombre de passagers locaux des aéroports aquitains s'élève en 2012 à 6,4 millions de passagers, soit une augmentation de 5 % à 6 % par rapport à 2011. Cette augmentation est le fait des aéroports de Bordeaux et Biarritz, les autres étant plutôt en perte de trafic.

En 2012, le trafic passagers de l'aéroport de Bordeaux-Mérignac progresse de 8,9 % par rapport à 2011. Le nombre de passagers internationaux augmente de 12 %, celui des passagers nationaux de 6,9 %. L'aéroport a connu l'ouverture de 14 nouvelles destinations et a accueilli, au printemps, une nouvelle compagnie, Volotea ; il conforte sa 5<sup>e</sup> place des aéroports régionaux français. Les vols low cost, dont la principale activité est l'international, ont toujours autant de succès avec 1 350 000 passagers, soit une progression de 38 %. Grâce à Billi, le terminal à services simplifiés, Bordeaux a gagné 1 160 000 passagers depuis son ouverture et a enregistré 38 nouvelles destinations et l'arrivée de cinq nouvelles compagnies low cost. La part de marché des vols low cost dépasse 30 % en 2012.

L'aéroport de Biarritz-Anglet-Bayonne enregistre une augmentation de 4,9 % du trafic passagers locaux. Le nombre de passagers internationaux augmente de 15 % par rapport à l'année 2011 et celui des passagers nationaux de 2,4 %.

La tendance se confirme pour l'aéroport de Pau-Pyrénées : baisse de 4,8 % de passagers embarqués en 2012, après des années de baisse depuis 2010. Le trafic national largement majoritaire accuse une baisse de 3 %, et le trafic international une baisse de 31 %.

Pour l'aéroport d'Agen-La-Garenne, le nombre de passagers locaux diminue de 3,6 % par rapport à l'année 2011. Le nombre

### Bordeaux et Biarritz concentrent 86 % du trafic des passagers locaux en 2012

Nombre de passagers locaux	2010	2011	2012	Évol. 2012/2011 (%)
Bordeaux-Mérignac . . . . .	3 612 242	4 023 757	4 380 145	8,9
Biarritz-Anglet-Bayonne . . . . .	989 152	1 032 698	1 083 604	4,9
Pau-Pyrénées . . . . .	672 289	639 879	609 171	- 4,8
Bergerac-Dordogne-Périgord* . . . . .	259 723	288 999	248 393	- 14,1
Agen-La-Garenne . . . . .	31 075	34 964	33 704	- 3,6
Périgueux-Bassillac . . . . .	6 968	7 256	7 470	2,9
<b>Total Aquitaine . . . . .</b>	<b>5 571 449</b>	<b>6 027 553</b>	<b>6 362 487</b>	<b>5,6</b>

### Trafic de passagers des aéroports aquitains

Source : Direction de la sécurité de l'aviation civile Sud-Ouest - Union des aéroports français

\* Aéroport fermé pour travaux du 09/01/2012 au 23/03/2012

de passagers embarqués pour Paris baisse de 3,4 % avec 33 500 passagers en 2012.

Pour l'aéroport de Bergerac-Dordogne-Périgord, le nombre de passagers internationaux diminue de 14 %. Ces 246 786 passagers représentent plus de 99 % du nombre de passagers totaux.

### Mer : trafic maritime en baisse

Le trafic maritime de l'Aquitaine en 2012 est en baisse de 5 % par rapport à 2011. Cette baisse se ressent dans les deux ports aquitains, Bordeaux Port Atlantique et le port de Bayonne, confirmant la tendance amorcée dès 2009 et perpétuée les années suivantes.

Avec une baisse modérée de 2 % sur l'année, Bordeaux Port Atlantique réalise en 2012 un trafic de 8,2 millions de tonnes. C'est un chiffre proche de l'année précédente, malgré une forte baisse sur les céréales et les oléagineux, deux filières prépondérantes. Bordeaux Port Atlantique maintient cependant le cap dans un contexte économique toujours difficile, où les ports européens et les grands ports maritimes français ont été parfois lourdement affectés.

Les importations, soit 6 Mt, se maintiennent à niveau. La perte de 100 000 tonnes enregistrée sur les oléagineux est compensée par la forte progression des trafics d'engrais manufacturés, en hausse de 36 % avec 308 000 t. La filière a été dynamisée par la demande agricole et par les nouveaux moyens de stockage déployés à Bassens. Les imports de granulats, en hausse de 16 %, ainsi que les produits liés à la chimie continuent de progresser, stabilisant le trafic aux entrées. Si les importations de charbon, conditionnées par la demande des industriels chutent de 29 %, les hydrocarbures se maintiennent à niveau.

Les exportations, soit 2,2 Mt, sont en repli de 7 %, touchées par les baisses sur les trois postes les plus importants que sont le pétrole brut (- 20 %), les céréales (- 11,5 %) et les tourteaux (- 19 %). Bordeaux subit, comme l'ensemble des ports céréaliers, une perte sur ces trafics stratégiques, après deux années de référence. De leur côté, les produits industriels ou de recyclage, qui se développent actuellement, affichent des résultats encourageants, avec + 66 % pour la ferraille.

Le trafic conteneur poursuit sa progression avec une hausse de 4,5 % et 63 285 EVP (équivalent vingt pieds) soit 3 000 de plus qu'en 2011. Si les tonnages reculent de 1,7 %, le nombre de conteneurs pleins est quant à lui en hausse de 2 %, signe du dynamisme commercial de la filière, notamment à l'import.

Enfin, Airbus maintient un niveau d'activité élevé, légèrement inférieur à 2011 avec 16 200 tonnes de marchandises ayant transité par les quais du port de Bordeaux.

Le port de Bayonne connaît une baisse de son trafic de 12,2 %. Cette baisse est due à la diminution des exportations de 27 % par rapport à l'année 2011, alors que les importations augmentent de 15 %.

### Rail : forte augmentation sur les TER

La fréquentation des trains express régionaux (TER) continue de progresser en 2012. Elle augmente de 9,5 %, en nombre de voyageurs par kilomètres, après une augmentation de 8,4 % en

### Un trafic TER en très forte augmentation en 2012

Unité : million de voyageurs x kilomètres

	2008	2009	2010	2011	2012	Évol. 12/11 (%)
Bordeaux - Agen . . . . .	96,7	95,3	94,9	101,5	104,0	2,5
Bordeaux - Arcachon . . . . .	84,1	86,1	87,4	92,1	95,9	4,1
Bordeaux - Périgueux - Brive . . . . .	83,6	83,9	83,1	89,2	89,9	0,8
Bordeaux - Dax - Hendaye . . . . .	76,6	69,3	71,3	79,0	98,8	25,1
Bordeaux - Bergerac - Sarlat . . . . .	51,9	49,9	49,4	51,9	54,6	5,3
Bordeaux - Mont-de-Marsan . . . . .	38,1	38,8	37,8	39,0	40,6	4,2
Bordeaux - Pau - Tarbes . . . . .	26,4	29,8	26,9	32,8	49,7	51,6
Bordeaux - Angoulême . . . . .	20,8	19,1	19,0	19,6	21,1	7,9
Bordeaux - Pointe de Grave . . . . .	18,6	18,7	14,5	19,2	20,6	7,3
Bordeaux - St-Mariens . . . . .	11,7	11,9	12,3	13,6	18,8	38,4
Agen - Périgueux . . . . .	11,4	11,8	11,5	11,7	10,5	- 10,6
Hendaye - Pau - Tarbes . . . . .	11,1	10,9	10,5	11,8	10,4	- 11,7
Pau - Oloron - Canfranc . . . . .	4,9	4,6	3,8	4,6	4,9	6,1
Bayonne - St-Jean-Pied-de-Port . . . . .	2,9	2,7	2,1	2,7	2,8	4,1
<b>Ensemble TER . . . . .</b>	<b>538,8</b>	<b>532,8</b>	<b>524,5</b>	<b>568,5</b>	<b>622,6</b>	<b>9,5</b>

#### Trafic des Trains Express Régionaux

Sources : SNCF - Conseil Régional Aquitaine

2011. Les plus fortes augmentations de fréquentation se remarquent sur les lignes Bordeaux-Pau-Tarbes (+ 52 %), Bordeaux-Saint-Mariens (38 %) et Bordeaux-Dax-Hendaye (25 %). Deux "petites" lignes affichent une forte baisse : Agen-Périgueux et Hendaye-Pau / Tarbes.

### Fret ferroviaire

Les effets de la crise qui perdurent impactent toujours l'activité des principaux secteurs de marché générateurs de transports ferroviaires. Ainsi, les marchés de la sidérurgie, de l'automobile, des BTP et des produits de grande consommation restent durement touchés. Parallèlement, la concurrence intermodale s'est accrue du fait de la crise économique, le mode routier baissant globalement ses prix de transport. Simultanément, la concurrence intramodale continue à se développer. La concurrence intramodale représente environ 15 % du tonnage à l'échelle nationale. Cette part est supérieure au niveau régional, notamment dans le département des Pyrénées-Atlantiques et depuis l'année 2012, en Dordogne.

Par ailleurs, les travaux incontournables réalisés sur le Réseau Ferré National impactent fortement les trafics ferroviaires de marchandises dont ceux de Fret SNCF. Les principales gares concernées par l'activité Fret en Aquitaine sont Hendaye, Boucau, Lacq, Artix, Thiviers, Bordeaux, Hourcade et Bassens. La part des trains entiers représente environ 60 %. L'offre wagon isolé de Fret SNCF (Multilots Multiclients), représente 40 % des transports réalisés par Fret SNCF en Aquitaine. Enfin, les trois principaux secteurs de marché sont les produits chimiques, le Combiné et l'activité Agriculture-Produits de Carrières (source SNCF Géodis). □

**Bruno CARRÉ**  
Dreal Aquitaine

#### POUR EN SAVOIR PLUS...

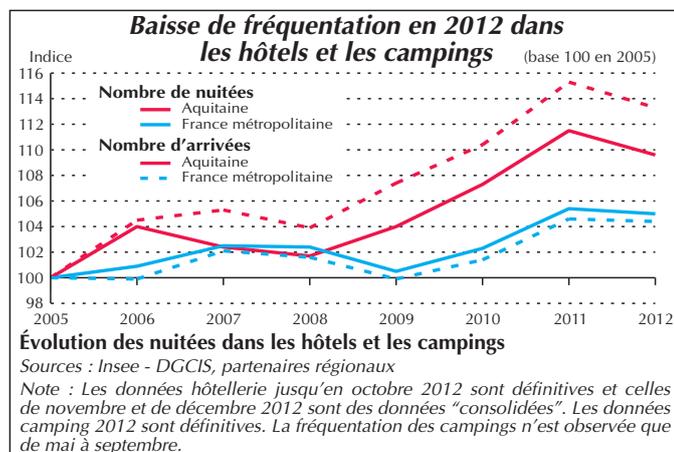
• Site des Transports en Aquitaine :

[www.transports.aquitaine.equipement.gouv.fr](http://www.transports.aquitaine.equipement.gouv.fr)

## Baisse de nuitées dans les hôtels et les campings aquitains en 2012

**Les touristes sont venus moins nombreux en Aquitaine dans les hôtels et les campings en 2012. Leur fréquentation atteint cependant un niveau élevé avec 22,9 millions de nuitées. La désaffection des touristes touche davantage les hôtels que les campings. Une météo maussade en juillet et une conjoncture économique difficile caractérisent la saison estivale de 2012.**

Après une année touristique record en 2011, grâce à la fréquentation française, l'année 2012 paraît plus terne en Aquitaine. Le nombre total de nuitées diminue de 1,7 % pour l'ensemble des hôtels de tourisme et des campings de la région. Dans le même temps, en France, il recule de 0,4 %. En Aquitaine, cette baisse est moins marquée pour la clientèle française (- 1,4 %) que pour celle résidant à l'étranger (- 2,5 %) - *nommés étrangers dans la suite du texte.*



### Repli de l'activité hôtelière en 2012

En janvier 2012, le parc hôtelier aquitain compte 1 100 établissements pour une capacité de 23 200 chambres offertes, stable par rapport à l'année précédente. Les capacités d'hébergement diminuent en catégorie économique et milieu de gamme au profit du haut de gamme. Quatrième destination française pour sa fréquentation hôtelière, l'Aquitaine accueille 4,9 millions de touristes pour 8,5 millions de nuitées en 2012, en baisse de 3,5 % par rapport à l'année précédente. La durée moyenne des séjours hôteliers s'établit à 1,7 jour, soit une demi-journée de moins que la moyenne nationale. Tous les départements de la

### Une baisse sensible dans les Landes et en Pyrénées-Atlantiques

Unité : %

	Nombre de nuitées dans les hôtels			Part de nuitées effectuées en 2012 par une clientèle étrangère
	2012 (milliers)	Évolution sur un an	Évolution moyenne annuelle sur 5 ans <sup>(1)</sup>	
Dordogne	1 035	- 1,8	0,0	24,9
Gironde	3 551	- 2,1	1,3	17,3
Landes	1 012	- 5,5	- 2,0	9,7
Lot-et-Garonne	382	- 2,6	- 1,1	7,0
Pyrénées-Atlantiques	2 508	- 5,7	- 1,8	15,3
<b>Aquitaine</b>	<b>8 488</b>	<b>- 3,6</b>	<b>- 0,3</b>	<b>16,3</b>

### Nombre de nuitées dans les hôtels par département

Sources : Insee - DGCS, partenaires régionaux  
 Note : Les données jusqu'en octobre 2012 sont définitives et celles de novembre et de décembre 2012 sont des données "consolidées".  
 (1) Taux d'évolution annuel qu'aurait connu le nombre de nuitées si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période de 5 ans considérée.

région connaissent une baisse de fréquentation sur l'année 2012, cette dernière étant cependant plus limitée pour la Dordogne, la Gironde et le Lot-et-Garonne. Elle est plus appuyée pour les deux autres départements aquitains. Ce repli de la fréquentation hôtelière est surtout lié à la saison estivale 2012 inférieure à celle record de 2011. En effet, les mois de mai à septembre concentrent 84 % de la fréquentation annuelle des hôtels aquitains. Les touristes de l'Hexagone, majoritaires (huit nuitées sur dix), ont moins fréquenté les hôtels aquitains en 2012 (- 4,5 % par rapport à 2011). Par contre, la fréquentation hôtelière des touristes venant de l'étranger progresse de 1,6 %.

### Une saison estivale 2012 plus terne

De mai à septembre 2012, l'hôtellerie aquitaine enregistre 4,9 millions de nuitées, soit une baisse de 4 % par rapport à la saison 2011. L'été 2011 était la meilleure saison depuis l'an 2000. Cependant, la fréquentation 2012 se maintient à un niveau élevé, supérieur à celui de la saison estivale 2010. Cette baisse du nombre de nuitées hôtelières est entièrement imputable à la clientèle française dont les nuitées diminuent de 5 %.

Seul le département de la Dordogne maintient sa fréquentation hôtelière grâce à un intérêt croissant des touristes, notamment étrangers, pour le Périgord noir. En Gironde, la clientèle française a fait défaut dans les hôtels du littoral et de l'intérieur. Leurs volumes de séjours et de nuitées diminuent de 7 % sur l'ensemble du département. À l'inverse, les vacanciers étrangers venus moins nombreux ont allongé très légèrement leur durée de séjour. Dans les Landes, le niveau d'activité de la saison 2012 est lui aussi inférieur à celui de l'été précédent. La fréquentation fléchit dans les hôtels situés dans l'intérieur landais, mais elle augmente dans ceux du bord de mer où les touristes français et étrangers se sont maintenus (+ 1 %). Dans le Lot-et-Garonne, les estivants sont venus moins nombreux (- 10 %). En léger retrait, la clientèle française reste largement majoritaire avec 92 % des nuitées des hôtels. La fréquentation de la clientèle étrangère se rétracte de 27 %. Les hôtels des Pyrénées-Atlantiques, second département le plus touristique de la région après la Gironde pour ce mode d'hébergement, accueillent moins de clients que la saison antérieure. Le volume de nuitées des touristes de l'Hexagone se réduit de 5 %, comme celui de la clientèle étrangère, moins nombreuse dans ces hôtels.

### Recul de la clientèle européenne

Alors que la fréquentation étrangère est stable, le nombre de nuitées hôtelières des touristes européens diminue de 3 %. Ces derniers demeurent néanmoins les principaux clients étrangers des hôtels en 2012 : huit nuitées sur dix. Le contexte économique incertain en France et dans plusieurs pays européens a

affaibli l'activité touristique de l'été. En conséquence, l'évolution de la fréquentation étrangère est très différente selon les pays. Celle des touristes résidant en Espagne, fortement affectée par la crise économique, chute de 22 %. Les nuitées des Italiens, également confrontés à de graves difficultés, marquent un net recul (- 17 %). À l'inverse, malgré les Jeux Olympiques de Londres, la clientèle britannique est restée fidèle à la région. La fréquentation des touristes en provenance de la Belgique et de la Suisse s'accroît. Les nuitées de la clientèle extérieure à l'Europe progressent de 12 %. Celle-ci vient essentiellement d'Amérique et d'Asie.

### ■ Une baisse modérée dans les campings aquitains

Durant la saison 2012, l'activité de l'hôtellerie de plein air fléchit légèrement par rapport au résultat record de l'été 2011. La hausse des nuitées françaises (+ 0,8 %) ne compense pas la diminution de celles des campeurs étrangers. Avec 14,4 millions de nuitées, la fréquentation de l'hôtellerie de plein air reste toujours à un niveau supérieur à celui enregistré de 2005 à 2010.

#### Un niveau de fréquentation encore élevé en 2012

Unité : %

	2012 (milliers)	Nombre de nuitées dans les campings		Part de nuitées effectuées en 2012	
		Évol. sur un an	Évol. moy. annuelle sur 5 ans <sup>(1)</sup>	Par une clientèle étrangère	Sur empla- cements locatifs
Dordogne . . . . .	2 912	0,3	3,0	41,7	46,1
Gironde . . . . .	3 815	- 1,0	4,3	32,2	44,0
Landes . . . . .	5 477	0,2	2,1	25,1	52,8
Lot-et-Garonne . . . . .	273	- 3,2	2,6	25,9	42,9
Pyrénées-Atlantiques . . . . .	1 933	- 2,7	- 0,4	16,3	43,5
<b>Aquitaine . . . . .</b>	<b>14 410</b>	<b>- 0,6</b>	<b>2,5</b>	<b>29,2</b>	<b>47,7</b>
<b>France métropolitaine . . . . .</b>	<b>105 682</b>	<b>- 1,0</b>	<b>1,6</b>	<b>33,6</b>	<b>44,6</b>

#### Nombre de nuitées dans les campings par département

Sources : Insee - DGCI, partenaires régionaux

Note : données 2012 définitives. La fréquentation des campings n'est observée que de mai à septembre.

(1) Taux d'évolution annuel qu'aurait connu le nombre de nuitées si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période de 5 ans considérée.

Les campeurs viennent plus nombreux (+ 2 %), mais raccourcissent leurs vacances (- 0,2 jour). La durée moyenne de séjour des touristes français faiblit moins que celle des étrangers (respectivement - 0,1 jour et - 0,4 jour). Ces derniers passent en moyenne 6,7 jours en camping contre 7,1 jours en 2011.

### ■ Les juilletistes pénalisés par la météo

La fréquentation des campings aquitains ralentit durant la haute saison (juillet, août), par rapport à celle de 2011. Les nuitées de juillet, mois très pluvieux, reculent de 5 %, alors que celles d'août augmentent de 2 %. En juin, la fréquentation chute de 15 %, comparée au même mois exceptionnel de l'année précédente, qui bénéficiait de week-ends prolongés. Le mois de mai tire profit des ponts plus nombreux qu'en 2011 et se distingue par une forte progression des nuitées. Depuis 2008, les campings attirent toujours plus de vacanciers en septembre (+ 51 % de nuitées en 5 ans). La fréquentation de septembre 2012 dépasse celle de septembre 2011.

Les campeurs privilégient le confort. En 2012, l'offre des campings s'oriente vers plus d'emplacements locatifs (+ 12 %) avec

#### Nouvelle classification des hébergements touristiques

Suite à la loi du 22 juillet 2009, le système de classification des hébergements touristiques est modifié. Désormais, les campings et les hôtels sont classés de 1 à 5 étoiles. Malgré la date butoir du 23 juillet 2012, de nombreux établissements n'ont pas encore leur nouvelle homologation. En décembre 2012, 40 % des hôtels aquitains n'étaient pas enregistrés par Atout France, l'opérateur unique de l'État en matière de tourisme depuis 2009. À la même date, seulement 15 % des campings avaient changé de catégorie. En conséquence, aucune comparaison par catégorie avec les années précédentes n'est possible tant que le parc n'est pas stabilisé. Entre le 1<sup>er</sup> décembre de 2009 et de 2012, le parc hôtelier homologué a perdu trente unités. Les capacités d'hébergement diminuent en catégorie économique et milieu de gamme au profit du haut de gamme.

bungalows et mobil-homes et moins d'emplacements nus (- 3 %). Le taux d'occupation des emplacements équipés, bien que supérieur à celui des emplacements nus, diminue de cinq points en un an.

### ■ Moins de campeurs dans les Pyrénées-Atlantiques

La clientèle française assure sept nuitées sur dix dans l'hôtellerie de plein air. Sa fréquentation progresse dans les départements aquitains, à l'exception des Pyrénées-Atlantiques. Par contre, la clientèle étrangère recule dans les cinq départements. Les campings du Lot-et-Garonne et des Pyrénées-Atlantiques en sont les plus affectés.

L'espace littoral est moins attractif que l'arrière-pays. Le bassin d'Arcachon et la côte basque cumulent la désaffection des deux types de clientèle, française et étrangère. L'activité des campings de l'espace non littoral croît de 1 %, soutenue par la clientèle française (+ 3 %). Le Périgord noir reste le territoire rural de prédilection des campeurs, mais sa fréquentation fléchit. La croissance des nuitées françaises ne compense pas la moindre fréquentation des étrangers. Ces derniers se sont davantage tournés vers les autres territoires de la Dordogne. L'intérieur de la Gironde et des Landes a aussi attiré plus de vacanciers qu'en 2011.

### ■ Surtout des campeurs néerlandais et allemands

Les campings aquitains accueillent en grande majorité des touristes européens. En 2012, la baisse de fréquentation étrangère concerne aussi bien les campeurs européens que ceux des pays lointains.

Les Néerlandais et les Allemands sont les campeurs étrangers les plus présents. Ils concentrent près des deux tiers de la fréquentation étrangère, mais leurs nuitées reculent de 4 %. Les ressortissants du Royaume-Uni canalisent 14 % des nuitées étrangères ; ils viennent en moins grand nombre et restent moins longtemps durant la saison 2012. Par contre, la fréquentation des campeurs venant de Belgique, d'Espagne et de Suisse augmente. □

**Patricia DOUBLET**  
**Yvette WILLM**  
Insee Aquitaine

#### POUR EN SAVOIR PLUS...

• Site de l'Insee :

[www.insee.fr](http://www.insee.fr)

--> Thème Tourisme

## Repli de l'activité en Aquitaine en 2012, malgré la résistance du secteur tertiaire

En Aquitaine, après le retournement du deuxième trimestre 2011 et un bon début d'année 2012, la conjoncture s'installe dans un attentisme quelque peu délétère tout au long de l'année 2012. Les marges de capacité de production inemployées des entreprises industrielles demeurent importantes et pèsent négativement sur l'investissement. Le BTP fait face à un nouveau repli d'activité tandis que les entreprises des services marchands connaissent une modeste progression de leur chiffre d'affaires.

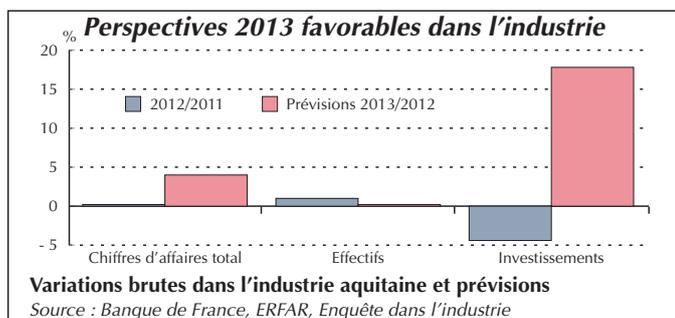
Malgré un climat des affaires dégradé et des marges dans l'ensemble en repli, les chefs d'entreprise anticipent une reprise très progressive en 2013.

Le chiffre d'affaires de l'industrie régionale fait du surplace en 2012. La conjoncture s'est progressivement dégradée de façon irrégulière et contrastée selon les secteurs.

### ■ Une année difficile, mais des perspectives positives dans l'industrie

Les branches automobiles ou navales sont à la peine alors que l'industrie aéronautique demeure dynamique. Les facturations progressent dans l'industrie agroalimentaire soutenues par un effet valeur en raison de la hausse des prix. En revanche, les réalisations des équipements électriques et électroniques, de la plasturgie et de la filière bois-papier sont en recul.

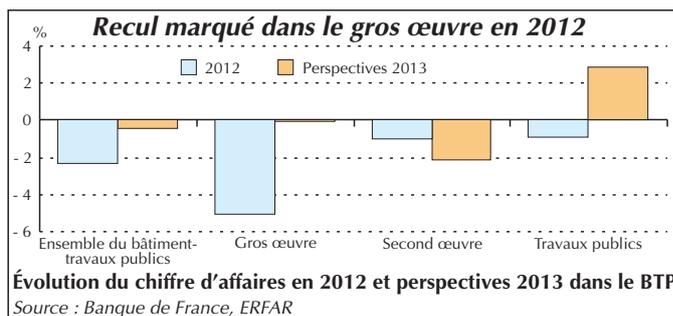
Les espoirs nés de la réaccélération de la rentrée 2012 ont laissé place à une nouvelle contraction des affaires, conjuguée à une perte de substance des carnets de commande en fin d'année. À fin janvier 2013, les commandes en cours se stabilisent en dessous de leur niveau d'équilibre et pourtant les prévisions demeurent globalement favorables. D'après les chefs d'entreprises, ce courant porté par le dynamisme de la demande étrangère pourrait bénéficier à l'ensemble des branches industrielles.



Les investissements reculent globalement, confirmant l'indice d'un climat des affaires régionales engourdi en 2012. Pour 2013, la reprise des investissements est concentrée sur quelques ETI (entreprises de taille intermédiaire).

### ■ Une situation préoccupante pour le BTP

L'activité dans le bâtiment-travaux publics a poursuivi en 2012 sa contraction initiée dans le gros-œuvre à partir du second semestre 2011. Elle pourrait se stabiliser en 2013. Le recul observé en 2012 (- 2,3 %) est particulièrement marqué dans le gros œuvre (- 5,1 %) en raison de la réduction progressive des grands programmes immobiliers et des incertitudes fiscales. Ce ralentissement est attendu avec un certain décalage en 2013



dans le second œuvre (- 2,2 %) et la plupart des entreprises devraient continuer à consommer du carnet.

Pour les travaux publics, le dernier trimestre 2012 est plutôt meilleur que prévu et l'activité régresse modérément par rapport à 2011 (- 0,9 %). En 2013, les grands projets initiés sur la région contribuent à des anticipations favorables.

Pour tous, la concurrence est exacerbée notamment par la présence d'entreprises frontalières et les marges se resserrent. Ce contexte a eu globalement un impact mesuré sur le niveau des emplois (- 0,4 %). La contraction la plus marquée, en relation avec la diminution des mises en chantiers, est enregistrée dans le gros œuvre et, dans une moindre mesure par le second œuvre, avec un ajustement des emplois intérimaires.

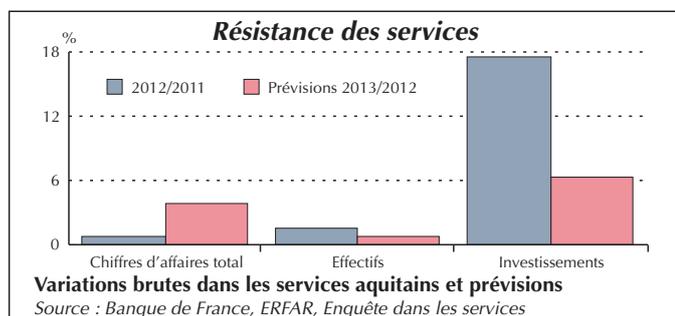
Pour 2013, les prévisions sont incertaines avec une quasi-stabilité du chiffre d'affaires et une contraction des effectifs. Malgré les effets porteurs de quelques grands projets, la plupart des entreprises devrait continuer à consommer du carnet et à perdre en efficacité globale.

### ■ Un tertiaire aquitain plus porteur

Les services marchands résistent et le négoce poursuit l'amélioration constatée en 2011. Globalement, la progression très modérée du chiffre d'affaires des services marchands est inférieure aux prévisions et au niveau de l'inflation en 2012. Les exportations suivent une tendance similaire malgré leur bonne tenue dans les activités informatiques et les services d'information. Les transports routiers perdent des parts de marché : la concurrence de l'Europe du Sud s'intensifie sensiblement et le cabotage s'est fortement développé en Aquitaine.

L'évolution défavorable des facturations dans les secteurs du transport et de l'hébergement touristique est essentiellement imputable à la répercussion des hausses de charges dans les prix de vente. Les activités liées au travail intérimaire sont en net recul, confirmé par la baisse du nombre de missionnés.

L'emploi global progresse légèrement sur l'année. Les emplois permanents sont préservés dans la majorité des branches au détriment des emplois à durée déterminée.



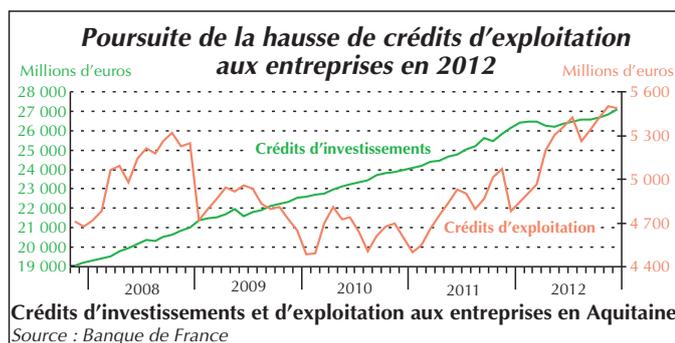
Les prévisions pour 2013 sont bien orientées en ce qui concerne l'évolution de l'activité avec des perspectives plus favorables pour le travail temporaire. Dans la majorité des branches, les exportations devraient se stabiliser. Les entreprises de services n'envisagent pas d'augmentation significative de leurs effectifs globaux. Une stratégie de rétablissement des marges semble clairement engagée.

Dans le prolongement de l'amélioration constatée en 2011, le chiffre d'affaires des entreprises du commerce de gros progresse de 2,6 %, soutenu par le dynamisme des exportations viticoles. Le développement du marché de la Chine et de Hong-Kong est notamment un levier pour les volumes commercialisés par le négoce de vin. Le contexte favorise les investissements et les emplois sont globalement préservés.

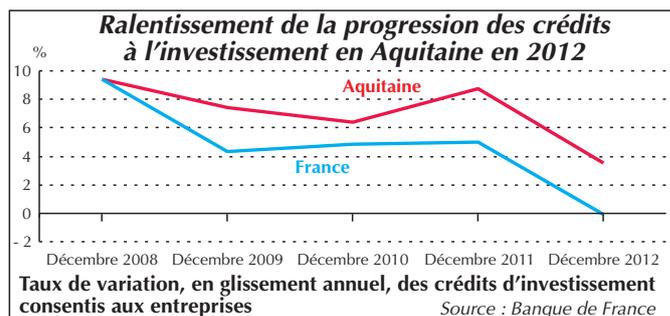
Pour 2013, les anticipations des chefs d'entreprises sont prudentes, attentives aux orientations du BTP et de l'industrie.

### ■ Progression plus modérée des crédits aux entreprises

En 2012, les financements accordés par les établissements bancaires aux entreprises régionales progressent (+ 5,3 %) à un rythme inférieur à celui des dernières années, mais nettement supérieur à celui observé au niveau national (+ 0,8 %).

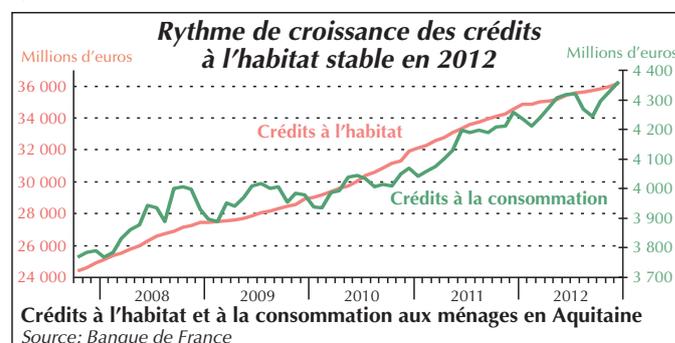


Les crédits d'exploitation consentis aux entreprises locales tirent la tendance de 2012 avec une hausse de 14,7 % en glissement annuel, supérieure à celle de l'année précédente (4,4 %) et dépassant ainsi le niveau atteint en 2008. Cette augmentation reflète celle des besoins en fonds de roulement d'exploitation des entreprises qui pourrait traduire les prémices d'une reprise de l'activité. Autre composante, la croissance des encours de crédits d'investissement amorce un ralentissement en 2012 (+ 3,5 %) mais reste toujours plus élevée que la référence nationale.

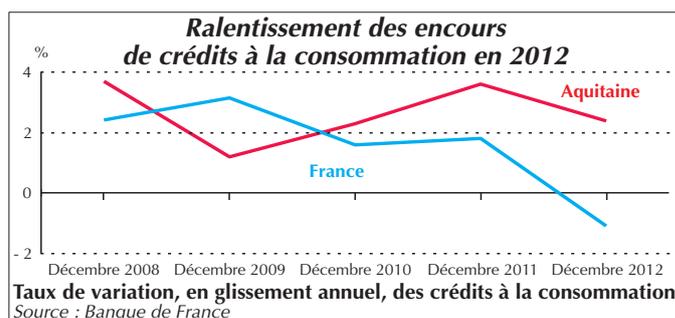


### ■ La croissance des crédits aux ménages se maintient pour le logement et se tasse pour la consommation

La croissance des crédits consentis aux ménages se maintient en glissement annuel sur 2012 (4,4 % en Aquitaine contre 2,3 % en France).



En moindre progression que sur les années antérieures, le marché de l'immobilier aquitain reste actif en 2012 avec une croissance des financements à l'habitat de 4,6 %. Cette évolution, supérieure à celle observée au plan national (3,0 %) est notamment un effet du flux migratoire positif observé sur la région.



Les crédits à la consommation régressent au niveau national (- 1,1 %) et un ralentissement de la progression s'observe sur l'Aquitaine (+ 2,4 % en 2012 contre + 3,6 % en 2011), notamment jusqu'à l'automne. □

**Banque de France**

Direction des affaires régionales - Aquitaine

Pôle études et statistiques

#### POUR EN SAVOIR PLUS...

• Site de la Banque de France :

[www.banque-france.fr](http://www.banque-france.fr)

--> Rubrique Économie et Statistiques / Conjoncture et croissance / Publications régionales / Aquitaine

## Le recyclage en 2012 en Aquitaine : une activité porteuse d'avenir

En 2012, en Aquitaine, l'activité de recyclage compte plus d'une centaine d'entreprises et emploie environ 1 900 salariés. Ce secteur en croissance connaît de fortes mutations, avec un phénomène de concentration des entreprises et une industrialisation du métier. Il est parfois confronté à des difficultés de recrutement. Les salariés doivent se professionnaliser. La région propose des formations dans ce domaine.

En Aquitaine, l'activité de recyclage compte plus d'une centaine d'entreprises début 2012 (dont 45 en Gironde) et emploie environ 1 900 salariés pour un chiffre d'affaires dépassant le milliard d'euros, d'après les estimations de la Fédération des entreprises du recyclage (Federec).

Cette activité en Aquitaine représente près de 8 % du chiffre d'affaires national, soit 1,02 Md € sur un total national de 13,21 Mds €. La région ne compte cependant que 108 entreprises dans le secteur du recyclage, soit 5 % seulement des entreprises nationales, ce qui fait de l'Aquitaine une des économies les plus performantes dans le domaine en 2012.

### Le recyclage, un secteur performant en Aquitaine

	Aquitaine	France	Part de l'Aquitaine en France (%)
Nombre d'entreprises . . . . .	108	2 150	5,0
Nombre d'emplois . . . . .	1 900	33 000	5,8
Chiffre d'affaires (Mds euros) . . . . .	1,02	13,21	7,7

#### Les chiffres sur les entreprises de recyclage début 2012

Sources : Rapport 2012 Federec et base de données Diane

Cette activité connaît de fortes mutations, avec notamment une industrialisation du métier et un phénomène de concentration. Les grands groupes, comme Sita ou Veolia, rachètent de plus en plus les petites et moyennes entreprises.

Pourtant, la région Aquitaine reste très compétitive dans le domaine, avec des PME de renom comme Decons (au Pian-Médoc en Gironde), qui emploie aujourd'hui près de 200 salariés et se déploie sur une quinzaine de sites dans le Grand Sud-Ouest et en Espagne.

Pena Métaux (à Mérignac et Saint-Jean-d'Illac en Gironde) spécialisé dans le traitement des déchets, Ipaq (à Izon en Gironde) spécialisé dans le recyclage du verre, et Seosse (à Saint-Lon-les-Mines dans les Landes) avec la valorisation bois sont autant d'exemples de réussite locale.

### Des métiers "porteurs d'avenir"

L'effectif employé est en augmentation de 2,5 % par rapport à 2011 selon les données de Federec Sud-Ouest. Le secteur connaît néanmoins des difficultés de recrutement : ingénieurs, juristes et marketeurs sont, par exemple, recherchés.

Selon le Commissariat général du développement durable, le seul métier "vert" pour lequel le nombre d'offres dépasse largement celui des demandes concerne la revalorisation de produits industriels (recyclage, tri des déchets), considéré métier en "tension", les entreprises éprouvant de grandes difficultés à recruter.

#### Le champ de l'étude "recyclage"

Sont étudiées dans cet article l'ensemble des entreprises ayant une activité de récupération, de recyclage et de valorisation, incluant à la fois les entreprises relevant des codes NAF :

- 3831Z (démantèlement d'épaves) ;
- 3832Z (récupération de déchets triés) ;
- et 4677Z (commerce de gros de déchets et débris).

Sont exclues les entreprises réalisant uniquement la collecte et le traitement d'ordures ménagères, ainsi que les casses automobiles, qui relèvent plutôt du secteur "traitement des déchets", où le recyclage n'est qu'une option de sortie parmi d'autres (incinération, enfouissement, etc.).

Le dénombrement des entreprises du recyclage de cette étude provient des extractions de l'outil Diane utilisé par la Direccte, ainsi que des chiffres nationaux fournis par la fédération des entreprises du recyclage (Federec).

D'après Forco (organisme paritaire collecteur agréé de la branche du recyclage), la branche "industries et commerce de la récupération (CCN n° 3228)" connaît des besoins importants de formation pour recruter de nouveaux entrants dans le métier et pour développer les compétences des salariés en place. Il est également déterminant pour la branche de disposer de salariés capables de répondre aux exigences de l'évolution des réglementations française et européenne : cette évolution, associée à un phénomène d'industrialisation et d'automatisation des process, est à l'origine d'un besoin de professionnalisation important des salariés.

### Des formations présentes en région

Toutefois, la région Aquitaine ne connaît pas de manque de formations dans le domaine du recyclage : d'après l'Atlas de la formation initiale de l'Onisep (juin 2012 et référentiels de certifications), il existe plusieurs possibilités comme le CAP "opérateur des industries de recyclage" par apprentissage, le bac pro "hygiène et environnement", et des formations en continu sur financements publics telles que :

- "responsable d'exploitation des industries du recyclage" ;
- titre professionnel "agent technique en déchetterie" ;
- CAP "gestion des déchets et propreté urbaine"...

Par ailleurs, existe également une licence professionnelle "mention transformations industrielles, spécialité recyclage et valorisation des matériaux pour le transport" au sein de l'université Bordeaux 1. Ce cursus vise à former des étudiants dans les applications industrielles pour la valorisation des matériaux utilisés dans le transport : démantèlement, tri sélectif, gestion des déchets, analyse des matériaux, réglementation des déchets, droit du transport des déchets, hygiène et sécurité des personnes, sécurité de l'environnement, etc.

## ■ Les chiffres du recyclage

D'après l'organisme "Eco-Emballages Sud-Ouest", en Aquitaine, 164 860 tonnes d'emballages ménagers ont été recyclées en 2011, ce qui représente 52,8 kg d'emballages recyclés par habitant et par an, contre 49,2 kg pour la moyenne nationale. Cela représente une progression pour la région de 7,5 % en un an, en nette hausse par rapport aux années précédentes.

Les 164 860 tonnes d'emballages ménagers recyclés se répartissent comme suit :

- 15 215 tonnes d'acier (+ 4,7 % par rapport à 2010) et 1 186 tonnes d'aluminium (+ 8,7 % par rapport à 2010) ;
- 34 512 tonnes de papiers/cartons (+ 27 % par rapport à 2010) ;
- 12 151 tonnes de plastique (+ 4 % par rapport à 2010) ;
- 101 796 tonnes de bouteilles/bocaux en verre (+ 2,9 % par rapport à 2010).

En Aquitaine, comme en France, ce bilan positif résulte de la mobilisation de l'ensemble des acteurs du dispositif. Dans la région, 56 collectivités locales sont partenaires d'Eco-Emballages (soit 2 246 communes), qui leur a reversé 26 M € de soutien en 2011 (contre 19,3 M € en 2010, soit 35 % d'augmentation). Les entreprises ont augmenté également leurs contributions de 36 % depuis 2009, malgré le contexte de marasme économique. □

**Soufiane DAHBI**

Directrice Aquitaine, Pôle 3 E

### Valorisation des déchets ménagers

La région valorise les déchets ménagers davantage qu'au niveau national ou au niveau France de province.

#### L'Aquitaine fait mieux que le niveau national

Unité : %

	Taux de valorisation des déchets ménagers	Taux de déchets ménagers mis en décharge
Alsace . . . . .	42	7
<b>Aquitaine . . . . .</b>	<b>39</b>	<b>35</b>
Auvergne . . . . .	34	58
Bourgogne . . . . .	40	40
Bretagne . . . . .	47	21
Centre . . . . .	40	31
Champagne-Ardenne . . . . .	33	36
Corse . . . . .	13	83
Franche-Comté . . . . .	39	17
Île-de-France . . . . .	28	13
Languedoc-Roussillon . . . . .	35	32
Limousin . . . . .	34	23
Lorraine . . . . .	27	47
Midi-Pyrénées . . . . .	34	42
Nord - Pas-de-Calais . . . . .	47	18
Basse-Normandie . . . . .	41	45
Haute-Normandie . . . . .	39	22
Pays de la Loire . . . . .	45	29
Picardie . . . . .	41	47
Poitou-Charentes . . . . .	51	28
Provence - Alpes - Côte d'Azur . . . . .	25	51
Rhône-Alpes . . . . .	40	21
<b>France de province . . . . .</b>	<b>38</b>	<b>33</b>
<b>France métropolitaine . . . . .</b>	<b>37</b>	<b>30</b>
Guadeloupe . . . . .	8	79
Guyane . . . . .	47	52
Martinique . . . . .	10	39
La Réunion . . . . .	36	63
<b>France . . . . .</b>	<b>36</b>	<b>31</b>

#### Valorisation de déchets ménagers en 2009

Source : Ademe

Les déchets ménagers comprennent six catégories : les ordures ménagères résiduelles en mélange collectées en porte à porte, le verre et les matériaux secs (emballages, journaux et magazines,...), collectés en porte à porte ou par apport volontaire aux bornes de collecte, les bio déchets et les déchets verts, les encombrants, les déchets déposés en déchèteries.

Le traitement des déchets comprend le recyclage et le réemploi (valorisation matière), ainsi que le compostage, la méthanisation et l'épandage (valorisation organique). Les autres modes de traitement sont l'incinération avec ou sans valorisation énergétique et la mise en décharge.

L'enquête Collecte interroge l'ensemble des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) et les communes indépendantes de plus de 1 000 habitants (2 300 EPCI et 500 communes indépendantes), ayant au moins une compétence collecte et/ou déchèterie afin d'identifier leurs compétences, leur desserte et les flux de déchets collectés.

#### POUR EN SAVOIR PLUS...

- **Site de la Direccte Aquitaine :**

[www.aquitaine.direccte.gouv.fr](http://www.aquitaine.direccte.gouv.fr)

- **Site du Ministère du redressement productif et du Ministère de l'artisanat, du commerce et du tourisme :**

[www.dgciis.redressement-productif.gouv.fr](http://www.dgciis.redressement-productif.gouv.fr)

- **Site de l'Insee :**

[www.insee.fr](http://www.insee.fr)

--> Thème Industrie

## En 2012, en Aquitaine, une baisse des échanges plus marquée qu'au plan national

En 2012, la baisse des échanges est plus marquée au niveau régional qu'au niveau national. En Aquitaine, les exportations sont en recul de 2 % et les importations chutent de 6 % par rapport à l'année 2011. Cette baisse plus sensible des importations permet à la région de conserver son excédent commercial qui se situe au terme de l'année à 664 millions d'euros.

Dans un contexte économique encore difficile, le secteur des boissons redevient le principal atout de la région à l'exportation. Le Royaume-Uni s'affirme comme un partenaire précieux pour les exportations régionales puisqu'il est désormais le premier pays de destination pour les vins.

Les États-Unis reprennent la tête du classement des pays clients de l'Aquitaine, devant l'Espagne.

Au niveau national, sur l'ensemble de l'année 2012, les échanges commerciaux marquent le pas, à l'export comme à l'import. Les exportations et les importations ralentissent, mais progressent un peu. Les exportations sont impactées par les contre-performances de l'automobile et de certains produits agricoles ou encore par la baisse des ventes de produits intermédiaires. À l'inverse, les livraisons aéronautiques et spatiales atteignent un niveau record et les ventes pharmaceutiques bondissent.

Les importations souffrent de l'atonie de la demande intérieure et progressent désormais sans vigueur. Cette contraction des achats, notamment hors "énergie", explique pour partie que le déficit commercial de la France soit ramené à 67 milliards après 74 milliards en 2011.

### ■ Les échanges s'essouffent au niveau national

Les exportations ralentissent (+ 3,2 %, après 8,4 %) et baissent de façon significative au dernier trimestre. Elles sont tirées vers le bas par le repli des ventes de l'industrie automobile et de l'industrie chimique, par la baisse des exportations de produits métallurgiques et métalliques, de papier et carton, de machines industrielles et agricoles.

En revanche, les exportations correspondant aux points forts de la spécialisation française sont tout à fait dynamiques.

L'aéronautique et spatial dégage ainsi un excédent commercial record à 20,3 milliards, après 17,2 milliards en 2011.

Pour leur part, les ventes de produits liés à la santé reprennent vigoureusement après un fléchissement en 2011. Il s'agit pour l'essentiel des ventes de produits pharmaceutiques mais aussi d'équipements électromédicaux de diagnostic et de traitement (7 % des exportations du secteur santé).

Les ventes agricoles et agroalimentaires continuent de progresser (+ 2,3 %), offrant un surplus commercial de + 11,5 milliards, soit le deuxième excédent après celui de l'aéronautique.

Les ventes de produits de terroir (cognac, champagne et autres vins fins, fromage AOC) se distinguent tout particulièrement. À l'inverse, les exportations de produits agricoles bruts, de céréales notamment, subissent une nette érosion.

Enfin, les exportations de l'industrie du luxe continuent d'afficher de beaux résultats en 2012 (parfums et cosmétiques, sacs à main et articles de bagage, bijoux).

Les importations progressent faiblement en 2012 (+ 1,3 % après + 12,3 %). La hausse des achats énergétiques est moins

forte qu'en 2011, en raison à la fois d'une diminution des volumes acheminés et d'un moindre relèvement du prix du pétrole.

De plus, les importations hors énergie sont stables (+ 0,1 % après + 8,2 %).

Les importations de véhicules et d'équipements automobiles enregistrent un net recul et le repli des achats de biens intermédiaires concourt également à la décélération des importations.

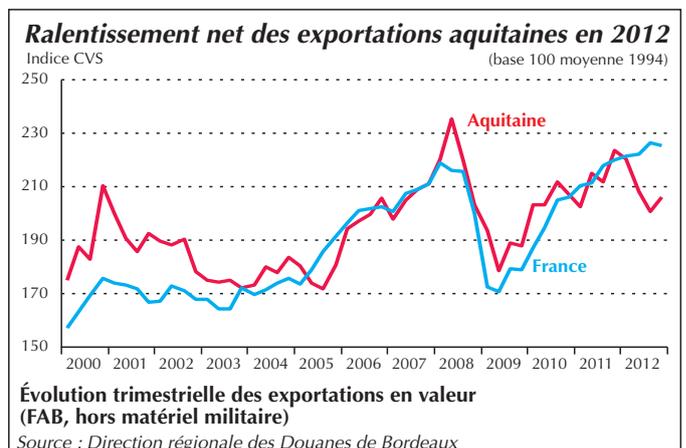
Même les importations de produits informatiques et électroniques se tassent, à l'exception des téléphones.

En revanche, les importations du secteur aéronautique progressent fortement (+ 19 %), surtout auprès de l'Allemagne, dans le cadre de la fabrication coordonnée d'Airbus.

De même, les achats pharmaceutiques connaissent une croissance vigoureuse portée notamment par les échanges intra-groupes des firmes multinationales implantées en France.

### ■ Un commerce extérieur régional fragilisé

En 2012, l'Aquitaine réalise 3,1 % des exportations et 2,5 % des importations nationales. Comme en 2011, elle se place au douzième rang des régions françaises à l'import comme à l'export. Si, au niveau national, les échanges parviennent à progresser légèrement, il n'en va pas de même dans la région, où à la fois les importations et les exportations sont en recul. Les importations chutent de près de 6 %, les exportations de 2 %. Dans la mesure où les exportations cèdent un peu moins de terrain, le solde de la région, traditionnellement excédentaire, mais très menacé en 2011, reprend un peu de marge (+ 664 millions d'euros).



### ■ Les boissons, toujours le meilleur atout à l'export

Les exportations régionales s'élèvent à 13,5 milliards d'euros en 2012. Il faut rappeler que quatre années auparavant, en 2008, avant l'impact de la crise économique et financière, elles atteignaient 14 milliards d'euros.

Le repli est quasi général. Cette dégradation touche les produits de la construction aéronautique et spatiale (- 3 %), ceux de la culture et de l'élevage (- 3 %), les produits chimiques de base (- 4 %), la pâte à papier et les papiers et cartons (- 3 %), les équipements pour automobiles (- 48 %), pour ne citer que les principaux. Les bons résultats viennent encore des boissons, essentiellement les vins, et aussi des produits pharmaceutiques dont les ventes reprennent un nouvel essor. Le secteur des boissons démontre son excellente santé en continuant de progresser (+ 15 % après + 31 % en 2011) au point de réaliser 19 % des exportations de l'Aquitaine. Ce secteur est en tête du palmarès des ventes 2012, prenant la première place devant la construction aéronautique et spatiale. Les produits de la culture et de l'élevage se maintiennent au troisième rang.

### ■ Des importations en berne

Après la forte progression de 2011 (+ 17 % par rapport à 2010), la tendance s'inverse à l'importation en Aquitaine. Comme à l'exportation, le recul affecte la plupart des produits, notam-

ment ceux de la construction aéronautique et spatiale (- 6,6 %), ceux de la construction automobile (- 23 %) et de manière très significative les produits pharmaceutiques (- 63 %).

Comme en 2011, les produits pétroliers, en progression de 3,5 %, restent le produit clé des échanges, devant les produits chimiques de base (+ 1,6 %). Les produits de la construction aéronautique et spatiale se positionnent au troisième rang du palmarès des achats. Les produits de la construction automobile sont désormais à la quatrième place.

### ■ Les États-Unis, 1<sup>er</sup> client de l'Aquitaine

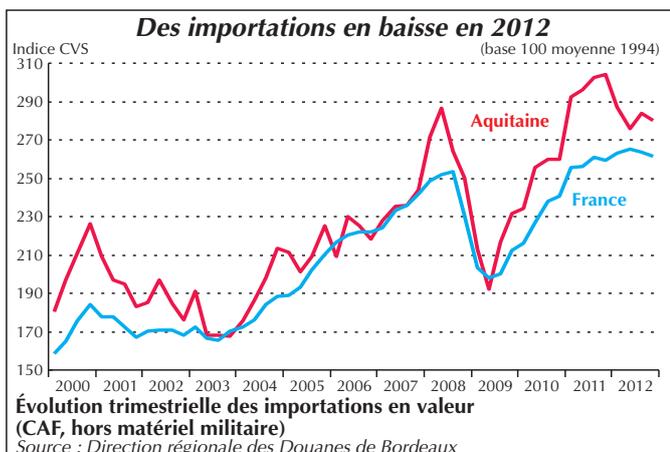
En 2012, les liens commerciaux de la région se renforcent avec les États-Unis. Les exportations à destination de ce pays, portées par la forte progression des ventes d'aéronefs (+ 10 %) et de vins (+ 71 %), placent les États-Unis au premier rang des pays clients. À l'importation, les achats en provenance de ce pays progressent de 45 % (produits pétroliers, produits de la construction aéronautique, produits chimiques de base).

Par ailleurs, le partenariat aquitain avec le Royaume-Uni s'accroît à l'export (+ 12 %), grâce à un essor remarquable des expéditions de vins vers ce pays (+ 39 %). En 2012, le Royaume-Uni est le principal destinataire des vins, devant la Chine (- 2 %) et Hong-Kong (- 29 %) (considérés comme deux territoires distincts dans les statistiques du commerce extérieur).

Au palmarès des pays clients, les États-Unis se positionnent devant l'Espagne, l'Allemagne et le Royaume-Uni. Ce quatuor de tête se retrouve à l'import, dans l'ordre suivant : Espagne, États-Unis, Allemagne, Royaume-Uni. Il concentre toujours davantage les exportations et les importations régionales. En effet, 52 % des exportations de l'Aquitaine partent vers ces pays et 46 % des importations régionales proviennent de ces quatre pays. □

**Philippe GUÉRIN DE TOURVILLE**

Direction régionale des Douanes de Bordeaux  
Pôle Action économique



#### POUR EN SAVOIR PLUS...

- Site des Douanes : <http://lekiosque.finances.gouv.fr>

### Le secteur agroalimentaire dynamique en 2012 dans les exportations aquitaines

Unité : million d'euros

Nomenclature agrégée A17	Exportations			Importations		
	2012	Évol. 12/11 (%)	Part (%)	2012	Évol. 12/11 (%)	Part (%)
AZ Produits agricoles, sylvicoles, de la pêche et de l'aquaculture	1 205	- 5,3	8,9	529	- 3,1	4,1
C1 Produits des industries agroalimentaires (IAA)	3 676	10,5	27,1	1 221	- 4,6	9,5
dont boissons	2 544	14,6	18,8	293	- 6,8	2,3
C2 Produits pétroliers raffinés et coke	4	- 53,1	0,0	2 402	3,5	18,6
C3 Équipements mécaniques, matériel électrique, électronique et informatique	786	- 11,6	5,8	1 632	6,0	12,7
C4 Matériels de transport (fer, air, mer, route)	2 591	- 11,1	19,1	1 841	- 15,9	14,3
dont produits de la construction aéronautique et spatiale	2 231	- 3,0	16,5	860	- 6,6	6,7
C5 Autres produits industriels	4 943	- 2,7	36,5	4 969	- 10,2	38,6
DE Hydrocarbures naturels, autres produits des industries extractives, électricité, déchets	294	5,6	2,2	225	15,3	1,7
Autres (produits de l'édition, plans techniques, objets d'art...)	49	1,1	0,4	64	- 4,2	0,5
<b>Ensemble</b>	<b>13 547</b>	<b>- 2,0</b>	<b>100,0</b>	<b>12 883</b>	<b>- 5,8</b>	<b>100,0</b>

#### Évaluation des opérations sous le seuil de la prise en compte statistique

Source : Direction régionale des Douanes de Bordeaux, Exploitation base de données BEANET d'avril 2013

Note : Les importations sont comptées en valeur CAF (coût, assurance, fret), les exportations FAB (franco à bord), les données ne comprennent pas le matériel militaire.

## Parc locatif social : les bailleurs sociaux accentuent leur dynamisme

Au 1<sup>er</sup> janvier 2012, le patrimoine locatif social de l'Aquitaine s'élève à 149 300 logements, soit une progression de 3,3 % sur un an. La région confirme son dynamisme et figure ainsi au deuxième rang des régions métropolitaines. Le parc se compose aux trois quarts de logements collectifs. Sept logements sur dix sont des T3 ou T4. En janvier 2012, le loyer moyen mensuel pratiqué par mètre carré de surface habitable est de 5,40 €. Parmi les 30 % de logements ayant eu un diagnostic de performance énergétique réalisé, 45 % relèvent de la classe C.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2012, le parc locatif social compte 149 300 logements et s'accroît de 3,3 % par rapport à l'année précédente, battant la progression record de 2,7 % constatée en 2007. L'Aquitaine se classe au deuxième rang des régions métropolitaines pour l'accroissement du parc, derrière Midi-Pyrénées (+ 4,1 %). Le parc aquitain représente 3,2 % du parc France entière.

Le parc aquitain compte 10,5 logements sociaux pour 100 résidences principales ; sa densité est de 46 logements pour 1 000 habitants (72 logements pour 1 000 habitants en France entière).

La Gironde et les Pyrénées-Atlantiques abritent plus des trois quarts du parc régional et les densités de logements pour 1 000 habitants y sont les plus fortes. Dans les autres départements les densités sont proches de 30 %.

### Une croissance du parc aquitain deux fois plus forte que celle du parc national

	Nombre de logements	Part (%)	Évolution 2012/2011 (%)	Logements sociaux	
				pour 100 résidences principales	pour 1 000 habitants
Dordogne . . . . .	13 378	9,0	2,9	7,3	32,3
Gironde . . . . .	84 219	56,4	3,5	13,1	58,2
Landes . . . . .	11 616	7,8	3,5	7,0	30,3
Lot-et-Garonne . .	9 780	6,6	2,1	6,8	29,5
Pyr.-Atlantiques . .	30 263	20,3	3,1	10,5	46,2
<b>Aquitaine . . . . .</b>	<b>149 256</b>	<b>100,0</b>	<b>3,3</b>	<b>10,5</b>	<b>46,2</b>
<b>France . . . . .</b>	<b>4 652 300</b>	-	<b>1,7</b>	<b>17,0</b>	<b>72,0</b>

### Parc locatif social au 1<sup>er</sup> janvier 2012

Sources : SOeS, RPLS 2012 - DGI, TH 2010 - Insee, Estimations de population au 1<sup>er</sup> janvier 2010

### L'offre locative poursuit sa progression

En 2012, 146 100 logements, soit 98 % du parc, sont offerts à la location. Les 3 150 logements restants sont soit loués à des associations, soit laissés vides en attente de réhabilitation, de démolition ou de vente.

### Une part de grands logements plus élevée dans les Landes

	Logements sociaux				
	Collectifs	Individuels	1-2 pièces (%)	3-4 pièces (%)	5 pièces ou plus (%)
Dordogne . . . . .	8 184	5 194	17,4	75,0	7,5
Gironde . . . . .	65 708	18 511	21,0	71,2	7,8
Landes . . . . .	6 836	4 780	15,7	74,3	10,1
Lot-et-Garonne . .	6 793	2 987	19,9	71,1	9,0
Pyr.-Atlantiques . .	27 682	2 581	23,2	68,0	8,8
<b>Aquitaine . . . . .</b>	<b>115 203</b>	<b>34 053</b>	<b>20,6</b>	<b>71,1</b>	<b>8,2</b>

### Logements sociaux par type et nombre de pièces

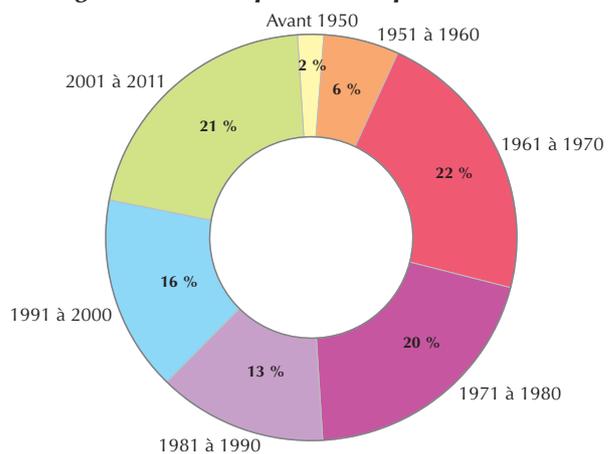
Source : SOeS, RPLS 2012

Le parc aquitain a enregistré 5 900 mises en service de logements en 2012, dont 97 % sont neufs contre 91 % pour la France. L'effort de mise en location, c'est-à-dire la part des mises en service dans le parc, est de 3,9 %. Celles-ci sont supportées par les entreprises sociales de l'habitat à hauteur de 47 % et par les offices publics HLM pour 34 %.

Le parc aquitain est à 77 % collectif. Les logements de type T3 ou T4 sont majoritaires avec une part de 71 %.

La moitié du parc a été construit au cours des trois dernières décennies.

### Un logement sur cinq construit après l'année 2000



Parc locatif des bailleurs sociaux selon l'année d'achèvement de la construction des logements

Source : SOeS, RPLS 2012

### Des loyers plus élevés que la moyenne des régions

En janvier 2012, le loyer moyen mensuel régional tous modes de financement confondus est de 5,40 €/m<sup>2</sup> de surface habitable, en évolution de 3,3 % sur un an (5,24 €/m<sup>2</sup> en France hors Île-de-France). Pour un quart des logements aux loyers

### Un logement aquitain sur deux a un loyer mensuel par m<sup>2</sup> inférieur à 5,28 €

	Loyer* au 01/01/2012 (euros)		Taux de vacance (%)	Taux d'emménagement (%)
	Moyenne	Médiane		
Dordogne . . . . .	4,86	4,94	5,3	13,9
Gironde . . . . .	5,62	5,49	1,5	9,7
Landes . . . . .	5,05	5,08	2,7	12,8
Lot-et-Garonne . .	4,91	4,83	3,7	12,6
Pyr.-Atlantiques . .	5,30	5,13	2,8	9,2
<b>Aquitaine . . . . .</b>	<b>5,40</b>	<b>5,28</b>	<b>2,4</b>	<b>10,4</b>

### Logements sociaux : loyers et taux de vacance et d'emménagement

Source : SOeS, RPLS 2012

\* Loyer mensuel par m<sup>2</sup> de surface habitable

les moins élevés, le loyer mensuel est inférieur à 4,54 €/m<sup>2</sup> et pour le quart des logements aux loyers les plus forts, il est supérieur à 5,99 €/m<sup>2</sup>.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2012, 3 510 logements sont déclarés vacants, soit 2,4 % du parc proposé à la location en augmentation de 0,2 point sur un an. La vacance varie de 1,5 % en Gironde à 5,3 % en Dordogne. En France, 3,2 % du parc locatif est vacant.

**La majorité des logements dans les Pyrénées-Atlantiques disposent d'un DPE**

	Nombre de logements		Taux de DPE (%)
	du parc social	avec DPE	
Dordogne . . . . .	13 378	3 780	28,3
Gironde . . . . .	84 219	22 427	26,6
Landes . . . . .	11 616	1 439	12,4
Lot-et-Garonne . . . . .	9 780	2 168	22,2
Pyrénées-Atlantiques . . . . .	30 263	15 422	51,0
<b>Aquitaine . . . . .</b>	<b>149 256</b>	<b>45 236</b>	<b>30,3</b>

**Logements du parc locatif social concernés par un diagnostic de performance énergétique (DPE)**

Source : SOeS, RPLS 2012

Au cours de l'année 2011, 5 310 logements ont fait l'objet d'un emménagement par des nouveaux ménages tandis que 14 810 ménages changeaient de logement dans le parc. Le taux d'emménagement, 10,4 % est resté stable (10,3 % en 2010). La Dordogne présente le plus fort taux avec 13,9 % d'emménagements, soit 1 720 logements concernés. En Gironde, ce taux est moindre, 9,7 %, mais près de 7 900 logements, soit 4,5 fois plus, y ont fait l'objet d'un emménagement en 2011.

**Seuls 30 % des logements disposent d'un diagnostic de performance énergétique**

Le diagnostic de performance énergétique (DPE) concerne 30 % des logements (47 % en France métropolitaine), ce qui positionne l'Aquitaine au 20<sup>e</sup> rang des régions de métropole. Dans les Pyrénées-Atlantiques, le taux de DPE est supérieur à celui de la métropole. □

**Philippe NEUILLY**  
Dreal Aquitaine

**Dans un contexte difficile pour l'immobilier, le logement social soutient l'activité du bâtiment**

Le nombre de logements sociaux financés au cours de l'année 2012 diminue par rapport à 2011, mais reste supérieur à 2010. Malgré des résultats globalement inférieurs à l'année précédente, l'Aquitaine conserve son rang de 2<sup>e</sup> région (hors Île-de-France) en nombre de logements locatifs sociaux financés (PLUS, PLAi et PLS). Les logements sociaux financés en Aquitaine représentent, comme en 2011, 6,4 % de la production de la France métropolitaine.

La production de logements très sociaux (PLAi) se maintient. Intégrés dans des opérations mixtes, ces logements sont désormais une composante incontournable de la production.

À partir de 2008, plus de 80 % de la production se recentre sur les zones les plus tendues (zones B1 et B2').

De plus en plus de collectivités en zone tendue, et en particulier dans les agglomérations qui accusent un déficit de logements sociaux au titre de l'article 55 de la loi SRU<sup>2</sup>, se sont engagées dans des politiques d'aménagement permettant le développement d'opérations mixtes public-privé afin de stimuler l'émergence de logements sociaux.

Les servitudes de mixité sociale intégrées dans les programmes locaux pour l'habitat (PLH) imposent à toute opération immobilière un pourcentage de logements sociaux. Le développement de l'offre nouvelle de logements sociaux s'opère ainsi de plus en plus à travers la vente en l'état futur d'achèvement (VEFA), ce qui permet de remédier à l'insuffisance de réserves foncières et de renforcer la mixité sociale, tout en soutenant fortement la construction privée. Certains territoires réalisent plus de 40 % de leur production sociale en partenariat avec le privé.

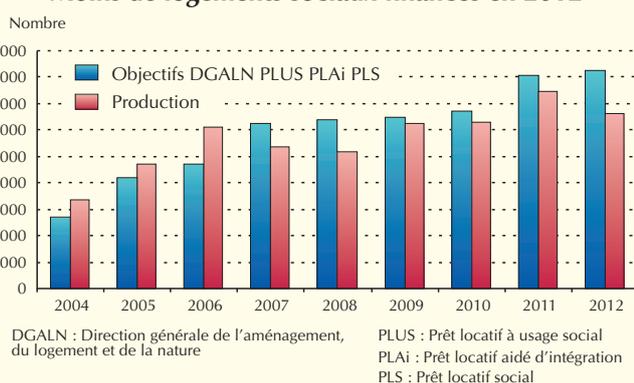
Le logement social, loin d'être en concurrence, s'affirme toujours comme un élément du développement économique de la région, non négligeable pour l'activité de la filière du BTP.

**Roselyne DELPHIN**  
Dreal Aquitaine

<sup>(1)</sup>Zonage Scellier pour les aides à l'investissement locatif

<sup>(2)</sup>Loi du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains

**Moins de logements sociaux financés en 2012**



**Objectifs et production de logements sociaux**

Source : Dreal Aquitaine, SALD - DHL

**Définitions**

**Taux de vacance** : rapport entre le nombre de logements sociaux vacants au 1<sup>er</sup> janvier de l'année et le nombre de logements sociaux recensés à la même date.

**Taux d'emménagement** : rapport entre le nombre d'emménagements, autres que ceux liés à une première mise en location, et le nombre de logements proposés à la location en service depuis au moins un an.

**POUR EN SAVOIR PLUS...**

• **Site du Service de l'observation et des statistiques (MEDDE)** : [www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr](http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr)  
--> Thème Logement-Construction/Logement social

## Dispositifs d'hébergement : un faible taux d'équipement en Aquitaine fin 2012

En Aquitaine, fin 2012, l'hébergement d'urgence, de stabilisation ou d'insertion offre près de 1 600 places. Avec 0,9 place pour 1 000 adultes de 20 à 59 ans, le taux d'équipement en places d'hébergement est plus faible en Aquitaine qu'en France métropolitaine où il atteint 1,7 place. L'hébergement d'insertion est majoritaire avec plus des deux tiers des places. Neuf places sur dix relèvent des centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS).

L'accueil, l'hébergement et l'insertion des personnes vivant à la rue ou en rupture d'hébergement relèvent de la compétence principale de l'État et se concrétise dans un ensemble de structures et de services désigné sous l'appellation "dispositif AHI" (pour Accueil – Hébergement – Insertion).

L'offre d'hébergement regroupe l'hébergement d'urgence, l'hébergement de stabilisation et l'hébergement d'insertion. Ces types d'hébergement relèvent des centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) ou de structures associatives ou municipales (par exemple des centres communaux d'action sociale-CCAS).

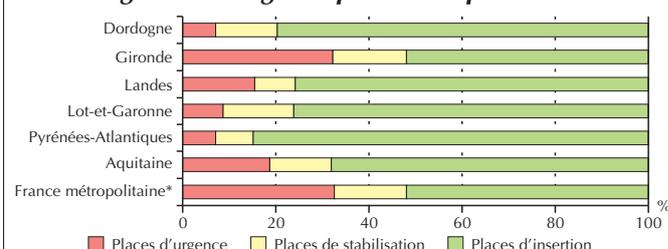
### ■ Un faible taux d'équipement en Aquitaine

L'importance de l'économie touristique ou saisonnière en Aquitaine alimente l'instabilité et la précarité des populations locales et des populations attirées par l'activité saisonnière. Dans un contexte conjoncturel de pénurie d'offre et de forte tension sur le marché immobilier, de difficultés économiques et de taux de chômage élevé, les situations de pauvreté se font plus fréquentes et aggravent les difficultés d'accès au logement. Ces conditions économiques régionales ne se traduisent pas par une offre d'hébergement correspondante ; car le taux d'équipement, c'est-à-dire le nombre de places d'hébergement par adulte, est plus faible en Aquitaine qu'au niveau national : 0,9 place pour 1 000 personnes de 20 à 59 ans, soit un taux près de deux fois inférieur à celui de la France métropolitaine (1,7 ‰). Dans la région, il est particulièrement bas dans le département des Landes (inférieur à 0,5 ‰).

### ■ Trois types d'hébergement

Trois types de dispositifs sont destinés à répondre aux besoins d'hébergement : l'hébergement d'urgence, l'hébergement de stabilisation et l'hébergement d'insertion. Le logement temporaire n'est pas considéré comme un hébergement car les occupants y ont un statut d'occupation (bail ou autre titre tel que le contrat de résidence) avec garanties de maintien dans les lieux ; ils paient un loyer ou une redevance et bénéficient des aides

### Un hébergement d'urgence plus conséquent en Gironde



Répartition des places d'hébergement selon le type au 31/12/2012

Sources : DRJSCS Aquitaine, DGCS

\* Données France métropolitaine au 31/12/2010

personnelles au logement. Dans le cas de l'hébergement, il n'y a en revanche pas de titre d'occupation ; une participation peut être demandée, mais elle est fixée en fonction des ressources et n'ouvre pas droit aux aides personnelles au logement ; de plus, les personnes hébergées n'ont pas droit au maintien dans les lieux. La distinction entre hébergement et logement dépend donc du statut des occupants.

L'offre d'hébergement d'urgence, de stabilisation ou d'insertion est réalisée dans des structures spécifiques, souvent des CHRS, mais parfois une même structure peut mettre en œuvre ces trois modalités d'accueil. La sélectivité ou non de l'hébergement et sa durée distinguent le secteur de l'insertion de celui de l'urgence. L'hébergement d'urgence est défini comme un accueil inconditionnel, c'est-à-dire sans sélectivité des publics, et de courte durée. L'hébergement d'insertion se caractérise au contraire par la sélection du public accueilli, l'élaboration d'un projet d'insertion et un accueil de plus longue durée. L'hébergement de stabilisation est intermédiaire entre les deux.

### ■ L'hébergement d'urgence assuré au deux tiers par les CHRS

L'hébergement d'urgence est un hébergement de courte durée, pendant lequel la situation des personnes est évaluée ; elles seront aidées dans leurs démarches d'accès aux droits, et orien-

### La grande majorité des places d'hébergement relèvent des CHRS

Places d'hébergement	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Aquitaine	France métropolitaine*
Places en centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) . . .	207	579	91	176	321	<b>1 374</b>	<b>38 956</b>
dont places d'urgence . . . . .	16	158	14	0	0	<b>188</b>	<b>4 624</b>
dont places de stabilisation . . . . .	14	69	8	29	0	<b>120</b>	<b>3 860</b>
dont places d'insertion . . . . .	177	352	69	147	321	<b>1 066</b>	<b>30 472</b>
Places de stabilisation hors CHRS . . . . .	15	39	0	0	30	<b>84</b>	<b>4 357</b>
Places en centres d'hébergement d'urgence (CHU) . . . . .	0	61	0	17	27	<b>105</b>	<b>14 472</b>
Taux d'équipement (places pour 1 000 adultes de 20 à 59 ans) . . . . .	1,1	0,9	0,5	1,2	1,1	<b>0,9</b>	<b>1,7</b>

### Nombre de places d'hébergement selon le type de structure et le type d'hébergement au 31 décembre 2012

Sources : DRJSCS Aquitaine, DGCS - Insee, Estimations de population au 01/01/2010

\* Données France métropolitaine au 31 décembre 2010

tées selon leurs besoins, vers le logement ou vers une structure adaptée. Ce type d'hébergement vise à répondre à une nécessité de mise à l'abri immédiate pour toute personne ne disposant pas d'un toit à un instant donné.

En Aquitaine, les deux tiers des places d'urgence sont assurées par les CHRS. Les structures spécifiques que sont les centres d'hébergement d'urgence (CHU) fournissent le tiers restant, alors qu'au niveau national elles en offrent les trois quarts. Ces structures sont souvent gérées par des associations ou des collectivités locales par l'intermédiaire d'un centre communal d'action sociale (CCAS). À défaut de places disponibles dans les centres d'hébergement d'urgence ou afin d'éviter l'éclatement

#### **Le dispositif AHI (Accueil – Hébergement – Insertion)**

*Le service public de l'hébergement est basé sur le principe du "logement pour le plus grand nombre". Il repose sur un certain nombre de dispositifs :*

*- **Le premier accueil** : la première mission d'urgence sociale consiste à apporter une réponse aux situations d'urgence en garantissant un accueil immédiat et sans discrimination à ceux qui en ont besoin. Elle s'appuie sur 4 piliers que sont le 115, les équipes mobiles de type SAMU social, les centres d'hébergement d'urgence et les lieux d'accueil de jour.*

*- **Le passage de l'hébergement au logement**, avec les dispositifs d'hébergement d'urgence, d'hébergement de stabilisation, et les CHRS.*

*Les centres d'hébergement d'urgence (CHU) permettent un accueil de courte durée avant orientation vers une structure d'insertion. L'hébergement de stabilisation ajoute un accompagnement social pour des personnes éloignées de l'insertion, afin de les orienter ultérieurement vers des structures d'insertion adaptées.*

*Les CHRS (centres d'hébergement et de réinsertion sociale) ont un rôle d'hébergement et de prise en charge globale des personnes. Leur mission première est l'hébergement : de l'asile de nuit pour répondre aux situations d'urgence, à un hébergement de plus longue durée, aussi bien dans des structures collectives que dans des appartements individuels où les personnes sont logées dans des conditions proches d'un logement ordinaire. Mais les CHRS élaborent aussi un projet de prise en charge individualisée et globale par le biais "d'un projet d'insertion", avec la personne ou la famille accueillie, afin de la conduire vers la plus grande autonomie personnelle possible (accès aux droits, accès à l'emploi, formation, logement, santé, inclusion sociale, citoyenneté, culture,...). Certains CHRS sont spécialisés dans l'accueil d'un public spécifique ou prioritaire (femmes victimes de violence, personnes sous main de justice...).*

*- **Les dispositifs de logement adapté** : maisons relais, résidences sociales, foyers de jeunes travailleurs, intermédiation locative, foyers de travailleurs migrants.*

*Les maisons relais sont de petites structures de 10 à 30 places, alternatives de logement pour des personnes en situation de grande exclusion, trop fragilisées pour vivre de façon autonome dans un logement individuel. Sorte de pension de famille, elles ont vocation à accueillir des personnes dont les perspectives d'insertion et de retour à l'autonomie sont très faibles : personnes isolées, très désocialisées, qui ont connu la rue ou des passages multiples en CHRS.*

*Les résidences sociales sont des structures d'une trentaine de logements qui permettent à des personnes isolées ou à des familles de disposer d'un logement temporaire avant d'accéder à un logement autonome. Elles s'adressent à des personnes en difficulté sociale et/ou économique ayant un besoin de logement temporaire lié à la mobilité ou dans l'attente d'un logement durable, en capacité d'occuper un logement autonome avec, si besoin seulement, un accompagnement léger.*

*L'intermédiation locative est un service de médiation rendu par les DDCS et DDCSPP, envers les propriétaires bailleurs pour permettre l'accueil de ménages défavorisés tant en ce qui concerne leur solvabilité que leur accompagnement social.*

*Les foyers de jeunes travailleurs (FJT) et les foyers de travailleurs migrants (FTM) sont des structures qui louent des chambres à des jeunes travailleurs ou à des travailleurs migrants. La plupart de FJT et des FTM ont été transformés en résidences sociales.*

de familles avec enfants, qui ne peuvent être accueillies en urgence, l'accueil des personnes (et des familles) en situation de détresse, souvent orientées par le 115, peut se faire pour quelques nuits dans des hôtels conventionnés, notamment pendant la période hivernale. Ce dispositif est cependant coûteux, tout en n'étant qu'un palliatif, puisqu'il ne résout pas les problèmes de fond. Il n'est mobilisé qu'en l'absence d'autres solutions mieux adaptées. Près de 9 500 places ont été ouvertes au niveau national durant l'hiver 2011-2012.

#### ■ **L'hébergement de stabilisation : 13 % des places**

En Aquitaine, quelque 200 places sont offertes par les structures d'hébergement de stabilisation, soit 13 % des places d'hébergement.

La mission de l'hébergement de stabilisation est l'accompagnement social de personnes éloignées de l'insertion, afin qu'elles soient orientées ultérieurement vers des structures adaptées à leur situation. Fruits du PARS (plan d'action renforcé en direction des personnes sans abri), ces structures sont à mi-chemin entre les centres d'hébergement d'urgence et les services d'insertion, et souvent dans les CHRS. Elles s'articulent avec l'hébergement d'insertion. Cet hébergement est ouvert 24 h sur 24 h. Le public est le même que celui des centres d'hébergement d'urgence mais les personnes ont un passé plus ou moins long dans le dispositif d'hébergement. Là encore, ce type d'hébergement est mis en œuvre à la fois par les CHRS ou par d'autres structures gestionnaires, associations ou CCAS.

#### ■ **L'hébergement d'insertion majoritaire**

Plus des deux tiers des places offertes par les trois types d'hébergement dans la région sont des places d'insertion, contre la moitié en métropole. L'hébergement d'insertion consiste à accompagner l'hébergement par des prestations d'insertion destinées à conduire les personnes ou les familles accueillies vers la plus grande autonomie personnelle.

Un projet de prise en charge individualisée et globale par le biais d'un "projet d'insertion" est élaboré avec la personne accueillie. Après le premier accueil et l'hébergement, chaque personne est accompagnée dans un parcours d'insertion conçu sur mesure, en fonction des besoins de chacun. La prise en charge n'est pas limitée dans le temps. Le principe d'une aide apportée aussi longtemps que nécessaire équivaut à une obligation de non-abandon des personnes. L'admission pour une durée déterminée est renouvelable, la situation de la personne accueillie doit faire l'objet d'un bilan tous les six mois. L'objectif est que la personne ou la famille accède le plus rapidement possible à une insertion durable en milieu ordinaire ou adapté (logement, emploi...). □

**Éric AMRANE**  
**Liliane LEMAO**  
DRJSCS Aquitaine

#### **POUR EN SAVOIR PLUS...**

• **Site de la DRJSCS d'Aquitaine :**  
[www.aquitaine.drjscs.gouv.fr](http://www.aquitaine.drjscs.gouv.fr)

## Une forte évolution positive de la population scolaire

À la rentrée 2012, 677 000 jeunes sont en formation dans des établissements de l'enseignement scolaire, d'apprentissage et de l'enseignement supérieur hors enseignement agricole. Les effectifs progressent sur un an notamment en collège, en lycée général et technologique et dans l'enseignement supérieur. Les taux de réussite au baccalauréat général et technologique sont en hausse mais en retrait pour le baccalauréat professionnel.

À la rentrée scolaire 2012, 551 600 élèves sont scolarisés dans les établissements publics et privés de l'académie de Bordeaux, 108 900 étudiants préparent une formation dans l'enseignement supérieur et 16 500 apprentis sont inscrits dans les centres de formation d'apprentis publics ou privés (hors agriculture). Sur ces 677 000 jeunes en formation dans la région, un peu moins de la moitié sont des écoliers (44 %), 23 % des collégiens, 15 % des lycéens, 16 % des étudiants et 2 % des apprentis.

### ■ 1 000 écoliers supplémentaires à la rentrée 2012

Dans l'académie de Bordeaux, avec 299 500 écoliers à la rentrée 2012, le nombre d'élèves scolarisés dans le 1<sup>er</sup> degré est en légère augmentation (+ 0,3 %), soit 1 000 élèves de plus qu'en 2011. Cette hausse est supérieure à celle observée sur l'ensemble des académies métropolitaines (+ 0,1 %). L'enseignement élémentaire accueille 700 élèves supplémentaires (+ 0,4 %) grâce à l'arrivée de la génération 2006 en cours préparatoire plus nombreuse que celle de 2001 qui a quitté le CM2.

La progression des effectifs est plus modérée dans l'enseignement préélémentaire (+ 0,2 %). La baisse des effectifs des enfants âgés de 2 ans ralentit suite à l'assouplissement de la politique d'accueil des enfants de moins de 3 ans. Le taux de scolarisation est de 9,0 %, en retrait de 0,6 point sur un an. Les effectifs en enseignement spécialisé dans des classes d'intégration scolaire (Clis) s'accroissent (+ 2,7 %).

### ■ Des collégiens et lycéens généraux et technologiques plus nombreux

Les 567 collèges ou lycées de l'académie scolarisent 252 085 élèves (hors formations post-baccalauréat) à la rentrée 2012, soit 1 460 de plus sur un an (+ 0,6 %). Dans le même temps les effectifs se sont accrus de 0,1 % en métropole.

#### **Hausse de 0,3% dans les écoles et de 0,6% dans les collèges et lycées**

Année 2012/2013	Effectifs 2012-2013			Évol. sur un an	
	Public	Privé*	Total	Nombre	%
Préélémentaire.....	100 520	11 253	111 773	253	0,2
Élémentaire.....	164 318	21 228	185 546	696	0,4
Enseignement spécialisé - Adaptation	2 005	189	2 194	58	2,7
<b>Total premier degré.....</b>	<b>266 843</b>	<b>32 670</b>	<b>299 513</b>	<b>1 007</b>	<b>0,3</b>
Collèges (y c SEGPA et EREA).....	125 095	28 222	153 317	2 342	1,6
Lycées généraux et technologiques .	54 365	12 415	66 780	1 441	2,2
Lycées professionnels.....	24 947	7 041	31 988	- 2 324	- 6,8
<b>Total second degré.....</b>	<b>204 407</b>	<b>47 678</b>	<b>252 085</b>	<b>1 459</b>	<b>0,6</b>

Effectif des élèves dans le premier et second degrés (hors post-baccalauréat)

Source : Rectorat de Bordeaux

\* Y compris hors contrat

Pour la sixième année consécutive, le nombre de collégiens progresse (+ 1,6 %). Les générations 1998 et 2001 actuellement scolarisées sont plus nombreuses que les précédentes.

Les effectifs en 2<sup>nd</sup> cycle général et technologique augmentent également sur un an (+ 2,2 %) tandis qu'ils se réduisent fortement en 2<sup>nd</sup> cycle professionnel (- 6,8 %). Cette baisse conjoncturelle est liée à la réforme du bac pro avec la fin en 2011 de la double cohorte des élèves issus à la fois des BEP et du bac professionnel rénové en 3 ans. En 2012, il ne subsiste plus que le nouveau cursus en 3 ans. La baisse est accentuée par la hausse du taux de passage de la 3<sup>e</sup> vers la 2<sup>nd</sup>e générale et technologique (+ 1,2 point sur un an) et a contrario la baisse du taux vers la voie professionnelle (- 0,9 point).

Comme l'année précédente, l'académie de Bordeaux reste très attractive. Elle a accueilli dans les établissements du 2<sup>nd</sup> degré 7 985 élèves en provenance d'autres académies tandis que, dans le même temps, 4 480 élèves la quittaient.

À la rentrée 2012, 15 810 élèves sont scolarisés en 1<sup>re</sup> générale et 5 820 en 1<sup>re</sup> technologique. La série S reste la plus attractive avec 38,5 % des effectifs de 1<sup>re</sup> générale ou technologique devant la série ES (23 %) et la série L (11,4 %). Malgré la disparition des premières d'adaptation auparavant dédiées aux BEP (280 élèves en 2011), les effectifs de 1<sup>re</sup> technologique progressent de 1,3 %. La hausse est forte dans les séries nouvellement réformées : sciences et technologies de la santé et du social - ST2S (+ 39 %), sciences et technologies de l'industrie et du développement durable - STI2D (+ 7 %) ainsi que dans l'hôtellerie (+ 22 %). Les séries sciences et technologies du management et de la gestion - STMG et sciences et technologies de laboratoire - STL sont stables sur un an.

### ■ Une forte attractivité des formations non universitaires

À la rentrée universitaire 2011, 108 900 étudiants sont inscrits dans l'enseignement supérieur dans l'académie (hors agriculture). L'effectif est en hausse de 2,1 % sur un an, soit une progression supérieure à celle observée au niveau national (+ 1,2 %). Cette hausse est liée à l'afflux de nouveaux bacheliers.

Les effectifs des universités (hors écoles d'ingénieurs) et IUT se renforcent légèrement (+ 0,4 %) et représentent 65 % des étudiants. Les classes préparatoires aux grandes écoles sont également en hausse (+ 3,0 %). En lien avec l'afflux de nouveaux bacheliers professionnels et leur engagement plus fréquent dans des études supérieures, les effectifs en sections de techniciens supérieurs augmentent de 1,6 %.

Les écoles d'ingénieurs confortent leur attractivité avec des effectifs en forte hausse sur un an (+ 6,6 %) notamment dans les écoles non universitaires et des écoles rattachées à l'Institut

## 108 900 étudiants dans l'enseignement supérieur

Année 2011/2012 (public et privé)	Établissements	Étudiants	
		Effectif 2011	Évolution 2011/2010 (%)
Universités (hors IUT et écoles d'ingénieurs) <sup>(1)</sup> . . .	5	66 122	0,4
Instituts universitaires de technologie (IUT) . . . .	6	5 374	0,4
STS <sup>(2)</sup> . . . . .	95	10 659	1,8
CPGE <sup>(2)</sup> . . . . .	10	3 005	3,0
Écoles d'ingénieurs <sup>(3)</sup> . . . . .	15	4 199	6,6
Écoles de commerce, gestion, comptabilité . . . .	25	8 387	2,1
Autres <sup>(4)</sup> . . . . .	49	11 171	12,1
<b>Enseignement supérieur de l'Éducation nationale</b>	<b>205</b>	<b>108 917</b>	<b>2,1</b>

## Nombre d'établissements et d'étudiants dans l'enseignement supérieur

Source : Rectorat de Bordeaux

(1) Y compris effectifs (638) des antennes des UFR sciences situées à Tarbes (65)

(2) Sections de techniciens supérieurs et classes préparatoires aux grandes écoles intégrées dans les lycées déjà comptés dans les établissements du second degré (hors agriculture)

(3) Ensemble des formations et écoles d'ingénieurs (universitaires ou non), y compris les formations d'ingénieurs en partenariat

(4) Dont écoles paramédicales et sociales, écoles d'architecture, écoles artistiques et culturelles...

## 12 800 jeunes dans l'enseignement agricole

À la rentrée 2012, 12 800 jeunes sont en formation dans les établissements scolaires et d'apprentissage de l'enseignement agricole en Aquitaine. Le nombre d'élèves et d'apprentis baisse sur un an (respectivement - 1,6 % et - 0,7 %), retrouvant l'effectif de 2010.

En Aquitaine, 10 600 élèves suivent une formation initiale scolaire à la rentrée 2012, dans l'un des 54 établissements agricoles de la région. Ils sont 200 de moins qu'à la rentrée précédente, soit une baisse de - 1,6 %. Ils se forment pour 36 % dans un établissement public, 34 % dans un établissement privé à rythme approprié (en maisons familiales rurales pour la plupart) et 30 % dans un établissement privé à temps plein.

Les effectifs des formations générales ou technologiques sont moindres sur un an. L'enseignement professionnel accueille 67 % des élèves, renforçant encore son poids. Les formations aux métiers des services à la personne et à la commercialisation profitent le plus de cette augmentation.

Quatre élèves sur dix sont inscrits dans des formations de cycle court, principalement en seconde pro. Le nombre d'élèves se formant aux baccalauréats général, technologique ou professionnel s'accroît largement (+ 10 %), en lien avec la fin de la mise en place du bac pro rénové et la fermeture des BEPA. Les effectifs des formations post-bac, 14 % des élèves, progressent également.

Par ailleurs, 2 200 apprentis se forment dans les CFA agricoles de l'Aquitaine, neuf sur dix dans un centre de formation public. Parmi eux, 34 % préparent un diplôme de niveau baccalauréat, et 29 % suivent une formation post-bac. L'effectif d'apprentis reste quasi stable (- 0,7 %) sur un an. Le nombre d'apprentis en cycle court diminue, tandis que celui des formations post-bac augmente (+ 7 %). Les formations aux productions animales et végétales profitent le plus de cette hausse.

À la session de juin 2012, 4 900 candidats se sont présentés aux examens de l'enseignement agricole en Aquitaine et 82,6 % d'entre eux ont été reçus. Ce taux est plus faible (- 2,1 points) que celui de la session de juin 2011. Plus de quatre admis sur cinq avaient suivi leur formation par la voie scolaire, 10 % par l'apprentissage et 3 % par la formation professionnelle ou des formations à distance.

Parmi ces candidats, 2 300 ont passé le baccalauréat. Le Bac S affiche un meilleur taux de réussite (96 %), tandis que les voies professionnelle (84 %) et technologique (75 %) connaissent moins de succès. La part des admis en BTSa augmente et atteint 74 %. La réussite aux diplômes de cycle court (CAPA et les derniers BEPA) est également plus importante qu'à la session précédente.

**Clélie GARNIER**  
Draaf Aquitaine

polytechnique de Bordeaux. Il en est de même des autres écoles du supérieur (+ 12 %), parmi lesquelles les écoles paramédicales et sociales non universitaires et les écoles artistiques et culturelles, et des écoles de commerce et de gestion (+ 2,1 %).

### ■ Un taux de réussite toujours supérieur à la moyenne nationale

Environ 27 600 candidats ont obtenu le bac en 2012 : la moitié dans la filière générale, un tiers dans la professionnelle et un cinquième dans la technologique. Le taux de réussite global, 87,1 %, perd 1,3 point par rapport à 2011. Il reste nettement supérieur à celui observé en France (+ 2,5 points). Le taux de réussite au bac général gagne 0,8 point et atteint un niveau exceptionnel de 90,4 %. De même, avec un taux de 87,4 %, le succès au bac technologique est grandissant (+ 0,7 point). Les résultats au bac professionnel baissent pour la troisième année consécutive pour s'établir à 82,2 %, soit - 5,3 points sur un an. Toutefois, avec 8 600 nouveaux lauréats dans cette voie dans l'académie, le nombre d'admis progresse très fortement (+ 42 % sur un an) du fait de l'augmentation du nombre de candidats dans cette filière rénovée. Cette hausse du nombre de bacheliers professionnels est deux fois plus forte qu'au niveau national.

Le taux de succès au diplôme national du brevet (DNB) s'établit à 88,4 % (+ 0,3 point) contre 85,9 % en France. Il baisse dans les séries collège et technologique tandis qu'il progresse dans la série professionnelle (+ 6 points).

Après une embellie en 2011, la part des admis au brevet de technicien supérieur (BTS) diminue de 0,8 point et atteint 75,3 % contre 73,2 % au niveau national. Les trois quarts des candidats sont dans des formations aux services, mais celles-ci affichent moins de réussite que celles de la production (73,3 % contre 81,1 %). Avec un taux de 86 %, les résultats aux CAP s'améliorent de 2 points. Les candidats dans la production sont plus nombreux que dans les services mais obtiennent de moins bons résultats (84,0 % contre 88,3 %). □

**Dominique MORIZUR**  
Rectorat de Bordeaux

#### Définitions

**BEP(A)** : Brevet d'études professionnelles (agricoles)

**BTS(A)** : Brevet de technicien supérieur (agricole)

**CAP(A)** : Certificat d'aptitude professionnelle (agricole)

**CFA** : Centre de formation des apprentis

**EREA** : Établissement d'enseignement adapté

**Privé sous contrat** : Établissements sous contrat d'association avec l'État (dépenses de personnel - agents publics contractuels - et de fonctionnement) ou sous contrat simple (rémunération des enseignants salariés de droit privé)

**SEGA** : Section d'enseignement général et professionnel adapté

#### POUR EN SAVOIR PLUS...

• **Site du rectorat de l'académie de Bordeaux :**

[www.ac-bordeaux.fr](http://www.ac-bordeaux.fr)

--> Répertoires et statistiques

• **Site de l'agriculture :**

[www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)

--> En région/Aquitaine

## Une ressource en eau très sollicitée en Aquitaine

Les prélèvements en eau, tous usages confondus, s'élèvent à 5,7 milliards de mètres cubes en 2010, en Aquitaine, dont plus de 80 % liés à la production d'électricité en Gironde. Hors énergie, entre 2000 et 2010, les prélèvements diminuent de 0,9 % par an dans la région, soit nettement moins qu'en métropole. Ils progressent pour l'agriculture, sont stables pour l'usage domestique et se réduisent sensiblement pour l'industrie. Les ressources souterraines sont les plus sollicitées, 70 % des prélèvements y sont effectués, alors qu'en 2000 cette proportion était de 45 %. L'utilisation de cette ressource a augmenté en moyenne de 3,7 % par an au cours de la dernière décennie.

En 2010, les prélèvements d'eau en Aquitaine s'élèvent à 5,7 milliards de m<sup>3</sup> tous usages confondus. Ce volume classe ainsi la région au deuxième rang, après Rhône-Alpes. Il permet de satisfaire les besoins liés à l'usage domestique, à l'industrie, à l'irrigation et à la production d'électricité. Les volumes d'eau sont captés dans les eaux superficielles ou dans les eaux souterraines selon leur destination.

### ■ Une baisse modérée des prélèvements en région

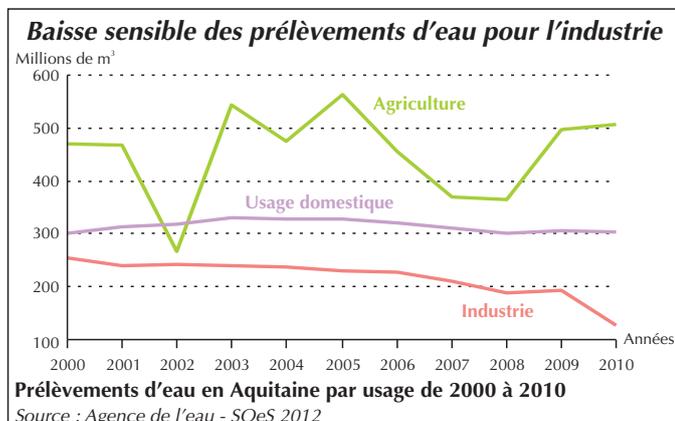
Le refroidissement des centrales de production électrique, uniquement localisées en Gironde, nécessite les plus grandes quantités d'eau, soit 84 % du volume capté en 2010.

L'irrigation des cultures, surtout en été, utilise 9 % du volume total, les besoins en eau pour l'usage domestique en représentent 5 %. Le secteur industriel utilise des volumes plus faibles, soit 2 % des prélèvements régionaux en 2010.

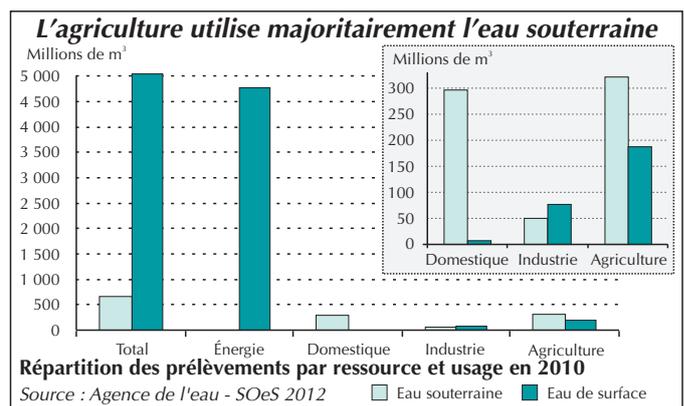
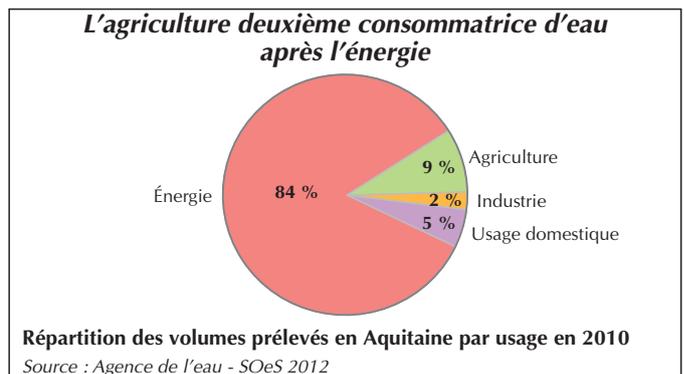
La consommation nette pour l'industrie et l'énergie est cependant faible puisqu'une grande partie des volumes prélevés est restituée au milieu avec souvent une qualité altérée.

Hors énergie, l'Aquitaine se positionne au quatrième rang des régions les plus consommatrices d'eau derrière Rhône-Alpes, PACA et Île-de-France (2009).

Sur la période 2000-2010, hors énergie, le volume des prélèvements tend à diminuer. Il baisse en moyenne de 0,9 % par an contre - 2,5 % pour la France métropolitaine. Des disparités sont à noter selon les usages. Pour l'agriculture, les prélèvements augmentent en moyenne de 0,8 % par an, pour l'usage domestique, ils sont relativement stables (+ 0,1 %) et pour l'industrie, ils diminuent en moyenne de 6,6 % par an.



*"L'eau fait partie du patrimoine commun de la nation. Sa protection, sa mise en valeur et le développement de la ressource utilisable, dans le respect des équilibres naturels, sont d'intérêt général."*  
Extrait du code de l'environnement



### ■ Des ressources souterraines sous pression

En 2010, les prélèvements, énergie comprise, sont effectués pour 88 % dans les eaux de surface. Le refroidissement des centrales électriques se fait exclusivement avec ces eaux superficielles. L'industrie y capte à 60 % ses besoins en eau.

En revanche, les eaux domestiques et d'irrigation sont issues majoritairement des eaux souterraines, soit respectivement 97 % et 63 % contre 70 % et 40 % pour la France métropolitaine.

Hors énergie, la région utilise beaucoup plus en proportion les ressources souterraines : 70 %, contre 55 % pour la métropole. La part des prélèvements dans les eaux souterraines n'était que de 45 % en 2000. Ceux-ci augmentent de 3,7 % par an sur la période 2000-2010. □

**Olga CORTIZO**  
Dreal Aquitaine

#### POUR EN SAVOIR PLUS...

• Site du Service de l'observation et des statistiques (MEDDE) : [www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr](http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr)  
--> Thème Environnement

## Chiffres clés départementaux

Indicateurs	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Aquitaine
<b>Démographie <sup>(1)</sup></b>						
Population au 1 <sup>er</sup> janvier 2012 (p) . . . . .	421 100	1 473 569	390 771	336 681	664 484	<b>3 286 605</b>
dont moins de 20 ans (%) . . . . .	20,3	23,7	22,2	21,8	21,8	<b>22,5</b>
dont 60 ans ou plus (%) . . . . .	32,7	23,3	28,7	30,6	27,8	<b>26,8</b>
Évolution annuelle moyenne entre 1999 et 2012 (%) . . . . .	0,6	1,1	1,4	0,7	0,8	<b>0,9</b>
due au solde naturel (%) . . . . .	- 0,3	0,3	0,0	- 0,1	0,0	<b>0,1</b>
due au solde migratoire apparent (%) . . . . .	0,9	0,8	1,4	0,8	0,8	<b>0,8</b>
Projections de population 2040 . . . . .	464 250	1 782 514	492 884	375 258	762 944	<b>3 877 850</b>
<b>Éducation - enseignement (rentrée 2012-2013) <sup>(2)</sup></b>						
Élèves - Premier degré - public . . . . .	31 624	129 906	33 292	26 825	45 196	<b>266 843</b>
Élèves - Premier degré - privé . . . . .	2 034	12 343	2 377	2 801	13 115	<b>32 670</b>
Collégiens - second degré - public . . . . .	15 405	59 281	16 830	12 475	21 104	<b>125 095</b>
Collégiens - second degré - privé . . . . .	2 210	11 908	1 676	2 613	9 815	<b>28 222</b>
Lycéens généraux et technologiques - second degré - public . . . . .	6 168	26 138	6 069	5 510	10 480	<b>54 365</b>
Lycéens généraux et technologiques - second degré - privé . . . . .	615	6 491	567	856	3 886	<b>12 415</b>
Lycéens professionnels - second degré - public . . . . .	2 910	11 387	3 133	2 570	4 947	<b>24 947</b>
Lycéens professionnels - second degré - privé . . . . .	626	3 459	630	269	2 057	<b>7 041</b>
Étudiants - enseignement supérieur - 2011/2012 (nc Tarbes : 638) . . . . .	2 952	82 628	1 974	2 997	17 730	<b>108 281</b>
Apprentis - hors Agriculture - 31 décembre 2011 . . . . .	2 214	8 044	1 557	1 527	3 120	<b>16 462</b>
<b>Revenus (2010) <sup>(3)</sup></b>						
Niveau de vie médian des ménages par UC en . . . . .	17 860	19 689	18 917	17 610	19 366	<b>19 064</b>
1 <sup>er</sup> décile en € . . . . .	9 854	10 879	11 023	9 774	10 987	<b>10 658</b>
9 <sup>e</sup> décile en € . . . . .	31 691	35 845	32 873	31 912	35 397	<b>34 552</b>
Rapport interdéciles . . . . .	3,2	3,3	3,0	3,3	3,2	<b>3,2</b>
<b>Pauvreté des ménages (2010) <sup>(3)</sup></b>						
Taux de pauvreté (%) . . . . .	16,7	12,5	12,1	17,6	12,2	<b>13,4</b>
Intensité de la pauvreté (%) . . . . .	19,5	18,8	17,7	18,9	18,0	<b>18,7</b>
<b>Part des prestations sociales dans le revenu disponible moyen (2010) <sup>(3)</sup></b>						
Pour l'ensemble des ménages (%) . . . . .	3,9	3,9	3,5	4,6	3,7	<b>3,9</b>
Pour les ménages pauvres (%) . . . . .	25,8	32,5	27,5	29,0	29,3	<b>29,9</b>
<b>Structure du revenu fiscal (2010) <sup>(4)</sup></b>						
Part des salaires yc. chômage (%) . . . . .	52,3	63,2	55,9	54,5	57,0	<b>59,0</b>
dont part des indemnités de chômage (%) . . . . .	3,1	3,1	3,0	3,4	2,7	<b>3,1</b>
Part des pensions, retraites et rentes (%) . . . . .	35,0	24,9	31,0	31,4	29,4	<b>28,3</b>
Part des bénéficiaires (%) . . . . .	6,6	6,0	7,0	7,2	6,4	<b>6,4</b>
Part des autres revenus (%) . . . . .	6,2	6,0	6,2	6,9	7,2	<b>6,4</b>
Part des ménages fiscaux imposés (%) . . . . .	50,2	59,3	56,5	49,3	57,7	<b>56,4</b>
<b>Emploi - chômage</b>						
Évolution annuelle de l'emploi salarié 4 <sup>e</sup> trim. 2012 (%), CVS (p) <sup>(5)</sup> . . . . .	- 1,7	0,5	0,4	- 0,5	- 0,6	<b>- 0,0</b>
Taux de chômage localisé au 4 <sup>e</sup> trimestre 2012 (%), CVS (p) . . . . .	11,5	10,4	9,9	10,8	9,0	<b>10,2</b>
<b>Entreprises</b>						
Nombre d'établissements actifs au 31/12/2010 hors défense <sup>(6)</sup> . . . . .	45 622	138 624	40 554	34 606	73 663	<b>333 069</b>
Créations d'entreprises (année 2012) <sup>(7)</sup> . . . . .	3 150	15 095	3 248	2 326	5 441	<b>29 260</b>
dont auto-entreprises . . . . .	1 922	8 662	1 867	1 316	3 149	<b>16 916</b>
Défaillances d'entreprises (année 2012) <sup>(8)</sup> . . . . .	442	1 517	383	339	604	<b>3 285</b>
<b>Construction 2012 <sup>(9)</sup></b>						
Logements autorisés individuels . . . . .	2 134	7 306	3 053	1 224	2 700	<b>16 417</b>
Logements autorisés collectifs et en résidence . . . . .	225	5 825	1 321	257	3 440	<b>11 068</b>
Logements mis en chantier individuels (p) . . . . .	1 518	5 383	2 059	847	1 877	<b>11 684</b>
Logements mis en chantier collectifs et en résidence (p) . . . . .	217	3 380	536	141	2 602	<b>6 876</b>
<b>Commerce extérieur (données CAF/ FAB hors militaire) <sup>(10)</sup></b>						
Exportations 2012 (millions d'euros) . . . . .	874	7 256	1 729	816	2 872	<b>13 547</b>
Importations 2012 (millions d'euros) . . . . .	800	7 328	1 828	893	2 033	<b>12 882</b>

Sources : (1) Insee - Estimations de population, État civil, Omphale 2010  
(2) Rectorat de l'académie de Bordeaux  
(3) Insee - Revenus disponibles localisés  
(4) Insee - DGFIP, Revenus fiscaux localisés  
(5) Insee - Estimations d'emploi (emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs)

(6) Insee - Clap  
(7) Insee - REE (ensemble des activités marchandes non agricoles)  
(8) Banque de France - Fiben  
(9) Dreal Aquitaine - Sit@del2, données brutes, en date réelle  
(10) Direction régionale des Douanes de Bordeaux - chiffres au 24 avril 2013

p : provisoire

## Tableaux complémentaires

## ■ Démographie des entreprises

**Forte augmentation des défaillances dans les Landes**

	Nombre de défaillances en 2012	Évolution 2012/2011 (%)
Dordogne . . . . .	442	- 3,7
Gironde . . . . .	1 517	1,5
Landes . . . . .	383	23,2
Lot-et-Garonne . . . . .	339	- 7,9
Pyrénées-Atlantiques . . . . .	604	7,1
<b>Aquitaine . . . . .</b>	<b>3 285</b>	<b>2,8</b>
<b>France métropolitaine . . . . .</b>	<b>59 451</b>	<b>2,5</b>

**Défaillances d'entreprises par département**

Source : Banque de France, Fiben (extraction du 05/03/2013)

Note : données brutes, en date de jugement

**Léger recul des créations d'entreprises aquitaines en 2012**

	Industrie		Construction		Commerce, transport, hébergement et restauration		Services aux entreprises		Services aux particuliers		Ensemble	
	Nombre en 2012	Évolution 2012/2011 (%)	Nombre en 2012	Évolution 2012/2011 (%)	Nombre en 2012	Évolution 2012/2011 (%)	Nombre en 2012	Évolution 2012/2011 (%)	Nombre en 2012	Évolution 2012/2011 (%)	Nombre en 2012	Évolution 2012/2011 (%)
Dordogne . . . . .	177	- 11,5	537	- 13,4	1 060	3,1	697	- 0,3	679	4,0	3 150	- 1,6
Gironde . . . . .	765	15,6	2 403	- 13,3	4 220	4,0	4 362	- 1,9	3 345	2,0	15 095	- 0,8
Landes . . . . .	214	16,3	516	- 0,8	976	- 3,4	748	- 10,6	794	- 2,6	3 248	- 3,5
Lot-et-Garonne . . . . .	187	- 1,1	366	- 0,8	733	- 0,5	527	- 1,5	513	- 0,4	2 326	- 0,8
Pyrénées-Atlantiques . . . . .	301	1,3	765	- 1,5	1 326	3,3	1 607	- 1,7	1 442	8,0	5 441	2,1
<b>Aquitaine . . . . .</b>	<b>1 644</b>	<b>7,3</b>	<b>4 587</b>	<b>- 9,3</b>	<b>8 315</b>	<b>2,5</b>	<b>7 941</b>	<b>- 2,6</b>	<b>6 773</b>	<b>2,6</b>	<b>29 260</b>	<b>- 0,7</b>
<b>France métropolitaine . . . . .</b>	<b>26 252</b>	<b>3,3</b>	<b>81 924</b>	<b>3,2</b>	<b>142 073</b>	<b>- 1,4</b>	<b>166 486</b>	<b>- 2,1</b>	<b>114 419</b>	<b>3,0</b>	<b>531 154</b>	<b>0,2</b>

**Créations d'entreprises par secteur et par département**

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

Note : données brutes

Champ : Ensemble des activités marchandes non agricoles

## ■ Transports

**Des immatriculations de véhicules neufs en forte baisse en 2012**

	Véhicules particuliers		Véhicules utilitaires légers <sup>(1)</sup>		Véhicules industriels à moteur <sup>(2)</sup>		Ensemble immatriculations <sup>(3)</sup>	
	Nombre	Évolution 2012/2011 (%)	Nombre	Évolution 2012/2011 (%)	Nombre	Évolution 2012/2011 (%)	Nombre	Évolution 2012/2011 (%)
Dordogne . . . . .	9 390	- 14,0	2 012	- 10,8	315	- 6,8	11 747	- 13,2
Gironde . . . . .	37 133	- 14,6	9 483	- 4,4	969	- 16,3	47 802	- 12,5
Landes . . . . .	10 733	- 17,2	2 127	- 17,4	327	- 14,4	13 218	- 17,2
Lot-et-Garonne . . . . .	7 970	- 13,6	2 337	0,6	262	- 5,1	10 577	- 10,6
Pyrénées-Atlantiques . . . . .	18 957	- 14,2	3 596	- 13,6	477	- 9,1	23 187	- 13,7
<b>Aquitaine . . . . .</b>	<b>84 183</b>	<b>- 14,7</b>	<b>19 555</b>	<b>- 7,9</b>	<b>2 350</b>	<b>- 12,3</b>	<b>106 531</b>	<b>- 13,3</b>
<b>France métropolitaine . . . . .</b>	<b>1 857 013</b>	<b>- 14,1</b>	<b>380 254</b>	<b>- 10,6</b>	<b>45 631</b>	<b>- 7,7</b>	<b>2 288 974</b>	<b>- 13,4</b>

**Immatriculations de véhicules neufs en 2012**

Source : SOeS, SIDIV

Note : données brutes

<sup>(1)</sup> Camionnettes et véhicules automoteurs spécialisés <= 3,5 t de PTAC<sup>(2)</sup> Camions, véhicules automoteurs spécialisés > 3,5 t de PTAC et tracteurs routiers<sup>(3)</sup> Y compris immatriculations de transports en commun**Le trafic en baisse encore en 2012 dans les ports aquitains**

Unité : millier de tonnes

	Entrées		Sorties		Total	
	Volume	Évolution 2012/2011 (%)	Volume	Évolution 2012/2011 (%)	Volume	Évolution 2012/2011 (%)
Bordeaux Port Atlantique . . . . .	6 020	0,0	2 200	- 6,8	8 220	- 1,9
Port de Bayonne . . . . .	1 513	14,8	1 757	- 27,0	3 270	- 12,2
<b>Ensemble . . . . .</b>	<b>7 533</b>	<b>2,7</b>	<b>3 957</b>	<b>- 17,0</b>	<b>11 490</b>	<b>- 5,1</b>

**Trafic de marchandises des ports aquitains en 2012**

Sources : Bordeaux Port Atlantique, Conseil régional Aquitaine



## Le Dossier n° 78



## Le bilan économique 2012 de l'Aquitaine

Dans un environnement international défavorable, la France connaît en 2012 une croissance nulle : en euros constants, le produit intérieur brut stagne, après avoir crû de 2 % en 2011. Les entreprises réduisent leurs investissements et leurs stocks. La consommation des ménages diminue, pour la première fois depuis 1993 (cf. *comptes nationaux du 15 mai 2013*).

Les effectifs salariés sont en baisse, le secteur marchand perdant presque 100 000 emplois sur l'année, et le chômage s'aggrave.

En Aquitaine, l'économie reste dans un certain attentisme. Elle semble repartir au premier trimestre 2012, mais tout au long des trois autres trimestres, la dégradation de l'environnement économique, observée depuis l'été 2011, se poursuit. L'emploi salarié marchand stagne, l'emploi intérimaire chute et le recours à l'activité partielle progresse fortement. La création d'entreprises "classiques" se replie et les crédits à l'investissement pour les entreprises ralentissent. Le chômage, comme au niveau France métropolitaine, dépasse 10 % (10,2 %) de la population active.

La construction, dans un contexte fortement concurrentiel, est encore en difficulté. L'industrie, secteur plutôt sous-représenté dans la région, résiste grâce aux secteurs aéronautique et agroalimentaire. Ces deux secteurs, ainsi que les produits de l'agriculture, soutiennent les exportations régionales en repli néanmoins. Le tourisme, en dépit de la conjoncture et des conditions météorologiques, reste un secteur porteur.

*L'Insee, en association avec les services régionaux de l'État, mais également la Banque de France et Pôle emploi, présente l'édition 2013 du bilan économique de l'Aquitaine.*

*Les acteurs publics et privés de la région disposent ainsi d'un panorama complet d'analyses réalisées par des experts des différents domaines.*

*En annexe, des chiffres clés départementaux sont proposés. Une liste de liens vers les sites web des services partenaires de ce bilan permet à chacun d'accéder aux données complémentaires recherchées.*

**Prix : 12,50 €**  
**Code IAD7808**

Directeur de la publication : **Jean-Michel Quéllec**

Rédacteur en chef : **Élisabeth Nadeau** - Secrétaire de rédaction : **Mireille Dalla-Longa**

INSEE Aquitaine - 33, rue de Saget - 33076 Bordeaux cedex

Tél. : 05 57 95 05 00 - Fax : 05 57 95 03 58 - Internet : [www.insee.fr](http://www.insee.fr)

© Insee 2013 - n° ISBN : 978-2-11-050156-1 - n° ISSN : 1253-8051 - Dépôt légal : 2<sup>e</sup> trimestre 2013

Composition PAO : Insee Aquitaine

Crédit photos : Insee Aquitaine